



L'ENGAGEMENT

NOV 2024

DES BANQUES PUBLIQUES DE DÉVELOPPEMENT

Études des cas de la Banque Africaine de Développement, de la Banque Asiatique de Développement et de la Banque Interaméricaine de Développement

Par

Amanda Lucey



Table des matières



Résumé

1

Liste des acronymes

7

Introducción

9

Commentaires généraux sur
l'engagement des BPD

12

Banque africaine
de développement

14

Banque asiatique de
développement

31



Banque interaméricaine de développement 51

Conclusion 66

Remerciements 69

Notes de bas de page 70

Références 80

Annexe 1 : Tableau récapitulatif de l'engagement des OSC auprès de la BAfD, de la BAD et de la BID 89

Résumé



©Assemblée générale de Forus 2024, Botswana



Au cours des dernières décennies, les Banques Publiques de Développement (BPD), également connues sous le nom d'Institutions de Financement du Développement (IFD), ont proliféré dans le monde entier. Alors que leur intention déclarée est souvent de lutter contre la pauvreté, de promouvoir un développement centré sur les personnes et d'apporter un changement social, ces institutions ont des paradigmes de redevabilité très problématiques, qui peuvent avoir des conséquences inverses. Le problème réside principalement dans la répartition des responsabilités entre la Banque et l'emprunteur, ce qui est encore plus compliqué dans les situations où il y a plusieurs financeurs et intermédiaires. Alors que les BPD sont censées faire respecter les droits humains et les normes commerciales internationales, elles rejettent trop souvent la responsabilité sur le client. Lorsque les clients proviennent de contextes autoritaires ou répressifs, la volonté de faire respecter ces normes est limitée. Les projets de développement qui sont menés sans la diligence requise, souvent par souci d'économie, peuvent entraîner des déplacements de population, une perte des moyens de subsistance et laisser les communautés sans recours. En conséquence, les BPD peuvent être encore plus puissantes que les gouvernements souverains, motivées par des capitaux privés et des intérêts géopolitiques qui n'enrichissent que l'élite. Cependant, la société civile fait aujourd'hui des percées en documentant les effets négatifs des politiques et des pratiques, ce qui remet en question la nécessité d'une réforme globale de ces institutions.

Ce rapport a été commandé par Forus, un réseau mondial qui rassemble des Organisations de la Société Civile (OSC)/coalitions nationales et régionales afin de donner à la société civile les moyens d'agir en faveur du changement social. Forus est le chef de file de la coordination des OSC pour le Sommet Finances en Commun (FiCS), une initiative qui rassemble plus de 500 BPD pour travailler ensemble sur le développement durable et le changement climatique. Compte tenu de ce mandat, ce rapport montre comment les OSC peuvent s'engager efficacement auprès des BPD en s'appuyant sur les précieux enseignements et leçons tirés des réseaux d'OSC en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Plus précisément, l'étude analyse l'engagement de la société civile auprès de la Banque Africaine de Développement (BAfD), de la Banque Asiatique de Développement (BAD) et de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) en termes de cadres, de politiques et de projets. Pour compléter ce rapport, Forus a créé une boîte à outils engageant les BPD, un guide pratique destiné aux OSC pour apprendre comment et pourquoi il est important d'engager les BPD, avec des conseils pratiques sur les points d'entrée des BPD, les stratégies, les approches et les leçons apprises. Le rapport analyse d'abord la BAfD. La Banque y a développé des cadres institutionnels pour l'engagement à travers son Cadre pour l'Engagement Renforcé avec les Organisations de la Société Civile (OSC). L'engagement s'est principalement fait par le biais des forums BAfD-OSC. Il s'agissait d'événements distincts des assemblées annuelles, mais organisés régulièrement. Cependant, les forums ont été critiqués comme étant des réunions de partenariat plutôt que des plateformes pour un dialogue significatif et critique avec les décideurs de la BAfD. Néanmoins, ils ont permis d'exiger l'inclusion dans l'élaboration des politiques, de rendre les projets et les mécanismes de redevabilité plus accessibles et plus inclusifs pour les communautés, et d'impliquer les OSC dans la conception des projets.

Le Comité de la Société Civile de la BAfD, créé en 2000, a été revitalisé en 2018 après qu'il a été constaté que le Comité manquait d'influence dans les décisions stratégiques et dans la représentation. De nouveaux termes de référence ont été élaborés pour le dernier groupe de membres, mais il est trop tôt pour dire dans quelle mesure ces engagements seront efficaces. Entre-temps, le groupe de travail des OSC de la BAfD a continué d'engager la Banque par le biais de déclarations collectives. En 2023, la société civile a commencé à plaider pour son inclusion dans les assemblées annuelles, d'autant plus que les assemblées de cette année-là se sont tenues en Égypte, où l'espace civique est restreint. Lors des réunions de 2024 à Nairobi, la société civile a été confrontée à des défis qui ont limité sa pleine participation. Les OSC ont soumis à la BAfD des déclarations collectives contenant des suggestions sur les dispositions institutionnelles à prendre pour les futures assemblées annuelles. Elles ont notamment organisé des sessions thématiques dirigées par les OSC, une table ronde des OSC avec les Directeurs Exécutifs de la BAfD et une réunion publique des OSC avec l'équipe de Direction de la BAfD. La Banque commence lentement à impliquer les OSC dans les stratégies nationales, mais le niveau de cet engagement dépend du pays concerné et de l'ouverture de l'espace civil. La politique d'accès à l'information a été élaborée avec une consultation minimale et, bien que la Banque affirme qu'elle est conforme aux politiques d'accès à l'information de la plupart des autres BPD, une évaluation des activités de la BAfD par l'Accountability Project (Projet de Redevabilité) a révélé que la Banque n'a pas respecté ses engagements dans la pratique. La politique relative au Système de Sauvegarde Intégré (SSI) a également été élaborée avec une consultation minimale, ce qui a conduit la société civile à soumettre une lettre qualifiant les consultations d'«exercice de case à cocher». Les OSC ont notamment recommandé que la Banque joue un rôle plus important en matière de suivi (notamment en ce qui concerne les mécanismes de réclamation au niveau des projets, mais aussi de manière plus générale), qu'elle adopte une politique autonome à l'égard des populations autochtones, qu'elle intègre davantage les groupes marginalisés, qu'elle prenne davantage de mesures pour lutter contre les représailles, qu'elle améliore l'engagement des parties prenantes et qu'elle prenne des mesures de redressement.



©Projet du réseau d'ONG nigérianes visant à renforcer le dialogue entre les OSC et les BPD

Engagement

La société civile a demandé une plus grande indépendance des personnes chargées de superviser les mécanismes de réclamation au niveau des projets, une plus grande accessibilité à l'IRM et des normes garantissant des recours conformes aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (UNGP).

En ce qui concerne l'engagement avec le Mécanisme Indépendant de Recours (MIR) de la BAfD, la société civile a fait quelques progrès en soumettant des cas au Mécanisme, en sensibilisant aux questions communautaires et, dans certains cas, en obtenant une forme de compensation. Toutefois, la nature de cet engagement montre que l'emprunteur est encore trop souvent tenu de rendre des comptes, ce qui, dans des contextes autoritaires, peut s'avérer très problématique. La société civile a demandé une plus grande indépendance des personnes chargées de superviser les mécanismes de règlement des plaintes au niveau des projets, une plus grande accessibilité au mécanisme de contrôle interne et des normes garantissant des recours conformes aux Principes Directeurs des Nations Unies relatifs aux Entreprises et aux Droits de l'Homme (UNGP). De manière prometteuse, le MIR a l'intention de nommer des conseillers de confiance qui peuvent travailler avec les communautés, tout en engageant les bailleurs de fonds à accorder des subventions à ces organisations. Le MIR a également mis au point une boîte à outils pour lutter contre les représailles.

Une évaluation par la BAfD a recommandé que la Banque renforce la sensibilisation et une compréhension commune de l'objectif et de la valeur ajoutée potentielle de la société civile, améliore l'approche des ressources pour une mise en œuvre efficace de l'engagement des OSC, et renforce les OSC dans le dialogue politique au niveau national et régional. Il a également proposé que la stratégie d'engagement de la société civile pour la période 2023-2028 comprenne un document stratégique, un plan d'action, un mécanisme de financement des OSC, un système de suivi et d'évaluation (S&E) et un plan de communication. À ce jour, il semble que ces éléments n'aient pas été mis en œuvre.

À la BAD, l'engagement de la société civile a été constant et systématique depuis que le FORUM des Organisations Non Gouvernementales (ONG) sur la BAD a été réorganisé en 1997. Le FORUM a boycotté l'assemblée annuelle en 2001. La Banque a ensuite créé le Centre des ONG et de la société civile (NGOC) et institué un panel d'OSC lors de l'assemblée annuelle. Le programme de la BAD comporte désormais trois volets : les réunions avec les membres de l'équipe de Direction de la BAD, les tables rondes de la société civile et 'Apprendre avec les Partenaires (Learning with Partners)', qui présente le travail des OSC. La politique de la BAD en matière d'ONG remonte à 1998 et traite les ONG essentiellement comme des contractants, plutôt que comme des forces critiques avec lesquelles il convient de s'engager.

À partir de 2015, le Forum des ONG est devenu plus centré dans ses défis envers la BAD, y compris les campagnes visant à contester son immunité en raison du manque de mécanismes disponibles pour la tenir responsable de tout préjudice causé. Le Forum a également organisé des réunions, publié des livres de photos pour mettre en lumière les projets destructeurs de la BAD et mené des campagnes, telles que celles liées à la décarbonisation de la BAD et d'autres exigeant une révision complète de sa politique de sauvegarde. La société civile a tenté une approche intérieure et extérieure, avec une présence massive sur les médias sociaux. L'annonce par la BAD qu'elle cesserait de financer le charbon en 2021 a été un grand succès. Cependant, les OSC continuent de mener des enquêtes qui démontrent que la BAD revient sur sa parole.

Le réseau Reality of Aid (Réalité de l'Aide) a également saisi l'occasion de l'examen à mi-parcours de la stratégie 2030 de la BAD en 2024 pour demander à la Banque de ne pas respecter les principes de l'efficacité du développement, en soumettant une déclaration collective de 130 organisations. Parallèlement, le Forum des ONG a suggéré que la stratégie 2030 déplace la redevabilité vers les sauvegardes nationales, ce qui signifie que le client est tenu responsable des questions environnementales et sociales, plutôt que de donner l'occasion à la BAD d'assumer un rôle de contrôle plus important en veillant à ce que les pays adhèrent à la politique de sauvegarde de la BAD. Les stratégies nationales ont fait l'objet d'un certain engagement, mais l'efficacité de cet engagement n'est pas claire.

La société civile continue d'insister sur le fait que la Politique d'Accès à l'Information de la BAD reste assortie d'exemptions, de dérogations et de vetos, y compris d'exceptions pour l'accès à l'information provenant de tiers. De même, la politique de sauvegarde ne prévoit pas de normes obligatoires, conformes et limitées dans le temps, avec une certaine souplesse dans l'application des systèmes des emprunteurs. Les normes ont été diluées par une approche Hiérarchique de l'Atténuation, permettant aux emprunteurs de passer outre les Evaluations des Incidences Environnementales (EIE) et des Incidences Sociales (EIS) avant l'approbation du Conseil d'Administration pour les projets à risque élevé et moyen. Parallèlement, l'approche commune applicable au cofinancement de projets entre la BAD et d'autres BMD peut se traduire par des normes moins strictes que d'habitude lorsque les projets sont financés. La politique ne tient pas compte non plus de la dimension de genre.

Le Mécanisme de Redevabilité (MR) est également problématique et en retard dans la pratique, puisque le Bureau du Facilitateur du Projet Spécial de la BAD n'est pas indépendant de la direction et doit rendre compte au Président. Les communautés sont également tenues d'engager le département opérationnel de 'bonne foi' avant d'accéder au Mécanisme de Redevabilité (MR). Il s'agit d'un terme très ambigu qui limite l'éligibilité des organisations. En outre, la BAD ne consulte pas les communautés sur le Plan d'Action de Gestion avant l'approbation du Conseil d'Administration. La Banque n'intègre pas non plus le principe du consentement libre, préalable et éclairé lorsqu'elle s'engage avec des communautés autochtones et ne consulte pas les communautés au sujet des plans d'action correctifs.

Le Département des Relations Publiques de la BAD publie des rapports annuels qui décrivent l'engagement significatif de la BAD avec les OSC qui mettent en œuvre les projets financés par la BAD en tant que contractants, mais ces rapports sont naturellement plus favorables à la BAD, plutôt que d'adopter une position critique. À la BID, un changement d'administration en 2022 a finalement permis à la société civile de s'engager davantage. Une coalition informelle est devenue un groupe de travail en 2019, ce qui leur a permis d'assister pour la première fois à une assemblée annuelle en 2023. En 2024, les OSC ont participé pour la première fois aux tables rondes annuelles de la BID. Le Plan d'Action de la BID pour la Mise en œuvre de la Stratégie d'Engagement de la société civile du Groupe de la BID pour les Opérations et les Initiatives (2019-2021) propose désormais de développer le rôle des groupes consultatifs de la société civile et pour un plus grand engagement de la société civile dans les stratégies nationales et l'intégration d'une perspective de genre.



L'engagement sur la Politique d'Accès à l'Information de la BID a été extrêmement limité en 2019. Les organisations de la société civile ont demandé des engagements de plus haut niveau en matière de droits humains, une plus grande accessibilité à l'information, des engagements assortis de délais pour la divulgation d'informations dans des formats et des canaux spécifiques, la suppression des ambiguïtés linguistiques, la suppression de l'exception relative aux informations spécifiques à un pays et la mise en place d'un système de suivi de la divulgation d'informations pour le Comité d'Accès à l'Information et le Panel d'Examen Externe.

La société civile a mieux réussi à impliquer la BID dans ses sauvegardes. Le Cadre de Politique Environnementale et Sociale (CPES) comprend désormais plus de 60 recommandations formulées par la coalition des OSC dans les documents conjoints du groupe de travail (GT). Les recommandations les plus pertinentes sont les suivantes : une liste d'exclusion ; un engagement à ne pas tolérer les représailles ; des exigences renforcées pour le suivi, la supervision de la BID et la diligence raisonnable ; des rôles et des responsabilités plus clairs pour la BID et les emprunteurs ; des protections spécifiques pour les groupes marginalisés ; des exigences renforcées pour l'identification des risques et des impacts environnementaux et sociaux ; l'adoption de normes sur le travail des enfants ; et le fait que les compensations de la biodiversité ne constituent pas une mesure d'atténuation acceptable dans les cas d'habitat critique. Le CPES comprend désormais une politique de sauvegarde autonome sur l'engagement des parties prenantes. La nouvelle politique fait également référence à l'accord régional sur l'accès à l'information, la participation du public et de la justice en matière d'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes (accord d'Escazu), le premier instrument juridiquement contraignant au monde à inclure des dispositions sur les défenseurs des droits humains dans le domaine de l'environnement et le premier accord environnemental adopté en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'à des exigences en matière de représailles et de rétorsion.

La société civile a commencé à engager le Mécanisme Indépendant de Consultations et d'Investigations (MICI) de la BID sur ses politiques entre 2009 et 2014. À la suite de l'engagement de la société civile en 2018, les Lignes Directrices de la Phase de Consultation du MICI ont intégré les recommandations de la société civile. Une évaluation de la BID a maintenant relevé plusieurs lacunes du MICI en termes d'indépendance, de restrictions sur l'éligibilité et de manque de mesures correctives pour les communautés.

Le nouveau CPES contient des dispositions demandant aux emprunteurs de fournir aux personnes affectées par le projet des informations sur le MICI, en plus du mécanisme de règlement des plaintes relatives au projet, et précise que l'accès au MICI n'est pas subordonné à l'utilisation exhaustive du mécanisme de règlement des réclamations relatives au projet. La société civile a toutefois exhorté la BID à fournir des conseils concrets sur la manière de structurer ou d'exploiter un mécanisme de réclamation efficace au niveau du projet, sur la base des Principes des Nations Unies relatifs aux Entreprises et aux Droits de l'Homme. Le plaidoyer de la société civile a également permis au MICI d'enquêter sur des plaintes, de les prendre au sérieux, et de recommander des mesures correctives.

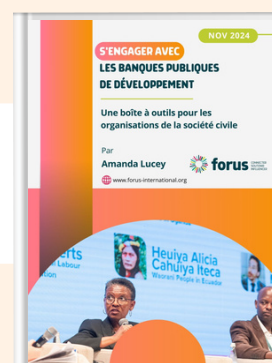
En résumé, l'engagement significatif de la société civile au sein de la BAFD, de la BAD, et de la BID a été quelque peu limité par le passé, mais les coalitions et les comités ont démontré le pouvoir de l'organisation collective. Les OSC ont essayé diverses approches. Elles ont notamment essayé d'influencer de l'intérieur des politiques spécifiques par le biais de déclarations collectives, en fournissant des preuves de l'impact négatif des projets, en aidant les communautés à déposer des plaintes au niveau de la Banque, en mettant en place des mécanismes indépendants de redevabilité et en protestant bruyamment à l'extérieur des assemblées annuelles, avec des banderoles et des campagnes sur les médias sociaux.

Les OSC travaillant à différents niveaux (local, national, régional et international) peuvent désormais s'unir à l'échelle mondiale pour promouvoir des normes minimales communes dans les politiques de la Banque en matière d'Accès à l'Information, de sauvegardes et de mécanismes de redevabilité, en exigeant qu'elles soient conformes aux meilleures pratiques internationales et à la législation en matière de droits humains. Le FiCS est une plateforme importante qui permet aux OSC de s'engager auprès des BPD. Forus facilite un espace qui permet aux OSC d'organiser leur participation au FiCS, ce qui leur donne l'occasion de tirer parti du Sommet pour défendre les priorités politiques des OSC et l'amélioration des pratiques en faveur des populations et de la planète.

Les BPD telles que la BAFD, la BAD, et la BID doivent réformer leurs modèles pour passer d'une approche descendante à un modèle où les opérations menées par les communautés et fondées sur les droits humains sont la norme, et non l'exception. Les OSC jouent un rôle essentiel dans le suivi des projets, tout en aidant les communautés à déposer des plaintes et en réclamant des approches plus systématiques en matière de recours, des plans de sortie responsables et une meilleure prise en compte des populations autochtones. Il est essentiel d'établir un lien entre les plateformes locales et mondiales des BPD afin que les OSC puissent travailler et apprendre ensemble et avec les BPD, suivre les progrès, partager les victoires, les défis et formuler des solutions dans lesquelles les BPD passent des paroles de bonne intention à des actions concrètes qui centrent les communautés, avec les personnes - et non le profit - au cœur des opérations des BPD.

S'engager avec les Banques Publiques de Développement

Découvrez la boîte à outils « S'engager avec les Banques Publiques de Développement ».



Liste des acronymes



BAD	Banque Asiatique de Développement
BAfD	Banque Africaine de Développement
AIDA	Association Interaméricaine de Défense de l'Environnement
MR	Mécanisme de redevabilité de la BAD
AWC	Coalition de la Surveillance Arabe
BIC	Centre d'Information Bancaire
OCB	Organisation Communautaire
CIEL	Centre de Droit International de l'Environnement
CRP	Fonction d'Examen de la Conformité
OSC	Organisation de la Société Civile
DSP	Document de Stratégie par Pays
FSPC	Forum Politique de la Société Civile
SSC	Système de garanties par pays
DAI	Politique de Divulgence et d'Accès à l'Information (de la BAD)
IFD	Institution de Financement du Développement
EIE	Évaluation des Incidences sur l'Environnement
CPES	Cadre Environnemental et Social (de la BAD)
MPAS	Cadre de Politique Environnementale et Sociale (de la BID)
SAP	Système d'Alerte Précoce
FICS	Sommet sur les Finances en Commun
MIR	Mécanisme Indépendant de Redevabilité
IAP	Projet International de Redevabilité

BID	Banque Interaméricaine de Développement
IED	Département d'évaluation indépendant
SFI	Société Financière Internationale
FMI	Fonds Monétaire International
MIR	Mécanisme Indépendant de Recours
SSI	Système de Garanties Intégrées
LEAF	Gestion Intégrée des Pêcheries et des Ressources en Eau des lacs Edward et Albert
LSD	Lumière Synergie pour le Développement
BMD	Banque Multilatérale de Développement
S&E	Suivi et Evaluation
MICI	Mécanisme Indépendant de Consultation et d'Investigation de la BID
ONG	Organisation Non Gouvernementale
NGOC	Centre des ONG et de la Société Civile
OCRP	Office of the Compliance Review Panel (Bureau de l'Instance de Contrôle de la Conformité)
HCDH	Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme
OSPF	Bureau du Facilitateur de Projets Spéciaux
BPD	Banque Publique de Développement
RdA-PA	Reality of Aid-Asia Pacific
RDS	Sociétés de Développement Rural
EIS	Évaluation de l'Impact Social
SGBV	Violence basée sur le sexe et le genre
SEAH	Exploitation sexuelle, abus et harcèlement
WANEP	Réseau Ouest-Africain pour la Consolidation de la Paix
BM	Banque Mondiale
GT	Groupe de Travail
ONU	Organisation des Nations unies
UNGP	Principes Directeurs des Nations unies relatifs aux Entreprises et aux Droits de l'Homme

01

Introducción



©Forus - Sommet Finance en Commun 2023

Il existe aujourd'hui plus de 533 banques publiques de développement (BPD) ou Institutions de Financement du Développement dans le monde (IFD), avec plus de 23 000 milliards de dollars d'actifs et opérant dans plus de 155 pays¹. Les BPD comptent parmi les acteurs les plus puissants au monde, opérant à l'intersection de la finance et de la politique. Les BPD sont des institutions financières publiques qui visent à atteindre des objectifs² de politique publique. Cela signifie qu'elles ont souvent un mandat fort en matière de développement. Idéalement, elles devraient cibler les financements là où ils sont le plus nécessaires, appliquer des normes sociales et environnementales responsables et prendre en compte les questions de genre. Elles devraient avoir des politiques de transparence solides permettant l'accès du public à l'information, et il devrait y avoir un engagement significatif avec la société civile. Elles devraient également être à l'abri des pressions politiques et des entreprises.³

Cependant, la société civile a de plus en plus documenté les effets néfastes des projets de la Banque, ce qui soulève des questions sur la manière dont ils sont gouvernés et dont on peut leur demander des comptes. Il est donc utile de documenter la manière dont la société civile s'est engagée avec les différentes BPD afin de comprendre leurs défis, leurs succès et leurs opportunités. La société civile joue un grand nombre de rôles importants qui peuvent améliorer de manière significative le travail des banques de développement. L'engagement de la société civile auprès des BPD est important pour éclairer les politiques et les programmes sur la base d'informations locales et contextualisées, pour garantir l'appropriation des projets des BPD par les communautés, pour réduire le risque d'échec, pour améliorer les résultats, l'efficacité et l'impact des projets et pour encourager l'innovation. En tant que contractants, les OSC peuvent optimiser les dépenses de ressources et fournir des services dans des zones difficiles d'accès. Plus important encore, les OSC peuvent jouer le rôle de voix critiques, en demandant des comptes aux BPD, par le biais d'actions de plaidoyer et en aidant les communautés à sensibiliser l'opinion, à déposer des plaintes ou à demander réparation pour les préjudices subis.

Ce rapport a été commandé par [Forus](#), un réseau international innovant pour une société civile actrice d'un véritable changement social. Forus rassemble 69 plateformes nationales d'ONG et sept coalitions régionales d'Afrique, d'Amérique, d'Asie, d'Europe et du Pacifique. En tant que réseau de plateformes nationales de la société civile et de coalitions régionales représentant plus de 24 000 ONG, Forus plaide en faveur d'un nouveau modèle de financement mondial équitable qui encourage le partage des responsabilités et aborde des questions telles que la dette et la stabilité financière. Grâce à son travail collectif avec ses membres et ses partenaires, il vise à transformer les BPD pour qu'elles adoptent des pratiques transparentes et inclusives qui donnent la priorité aux questions de climat, d'environnement et d'inégalité, tout en ouvrant des espaces pour que les OSC puissent participer de manière significative. Les membres de Forus sont également actifs dans la promotion d'un développement centré sur les droits humains en s'éloignant des modèles axés sur la croissance au profit d'économies justes et durables qui font écho à l'Agenda 2030 et à la mise en œuvre des ODD.

Forus et les OSC partenaires travaillent avec les BPD aux niveaux national, régional et mondial pour renforcer les relations entre les OSC et les BPD et pour plaider en faveur de l'adoption par les BPD d'une approche fondée sur les droits humains. Cette étude vise à renforcer l'engagement des membres et des partenaires de Forus auprès des BPD en influençant les politiques, les procédures et les opérations des BPD aux niveaux national, régional et/ou mondial. Le public cible de cette initiative est constitué des membres de Forus, du mécanisme informel des OSC sur l'initiative 'Finance en Commun' (dirigée par Forus) et de toutes les OSC désireuses de s'engager auprès des BPD.

Forus est actuellement le chef de file de la coordination des OSC pour le [Sommet Finances en Commun \(FiCS\)](#), une initiative qui rassemble plus de 500 BPD pour travailler ensemble sur la lutte contre le développement durable et le changement climatique. Au cours des quatre dernières années, Forus et les OSC partenaires ont travaillé ensemble pour demander aux BPD de veiller à ce que leurs projets et politiques contribuent à la réalisation des Objectifs de [développement durable \(ODD\)](#) et à la mise en œuvre d'une action efficace en faveur du climat et de la biodiversité, conformément à l'[Accord de Paris](#) et au [Cadre mondial de la biodiversité \(CMB\) de Kunming-Montréal](#). Ce rapport offre donc également l'opportunité de partager les expériences d'engagement des OSC auprès des BPD lors du FiCS.

Au cours du FiCS 2023, les OSC ont élaboré des recommandations clés pour l'engagement des OSC avec les BPD, y compris la nécessité pour les BPD d'établir des mécanismes formels d'engagement des OSC pour assurer une participation inclusive à tous les stades des cycles de projet. La société civile a également appelé les BPD à promouvoir l'espace civique et les droits humains en soutenant le partage d'informations transparentes et en garantissant l'implication des communautés locales dans la prise de décision liée au financement et au développement. Un autre appel important lancé aux BPD est qu'elles garantissent des espaces sûrs pour une participation significative et inclusive, en protégeant contre les représailles les personnes qui s'expriment contre les projets. Les recommandations des OSC figurent dans la [Déclaration de la Société Civile 2023 au FiCS](#).

Dans le droit fil des travaux susmentionnés, cette étude de recherche se concentre spécifiquement sur trois BPD, à savoir la Banque Africaine de Développement (BAfD), la Banque Asiatique de Développement (BAD) et la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Tout d'abord, l'étude analyse le mandat et les objectifs de chaque BPD, les cadres pour l'engagement de la société civile et de l'engagements de la société civile à travers les structures institutionnelles. Elle analyse ensuite leur engagement dans des stratégies, des politiques et des projets spécifiques. Elle examine également les évaluations qui ont été réalisées sur l'engagement de la société civile auprès de la BPD en question. L'étude s'appuie sur 20 entretiens avec des représentants de coalitions et de groupes de travail d'OSC, des personnes travaillant avec les communautés affectées par les projets, des responsables de BPD et des représentants des mécanismes de redevabilité et des services d'évaluation de la BPD. Le rapport tire quelques conclusions générales, basées sur une analyse des trois banques.



©Projet du réseau d'ONG nigérianes visant à renforcer le dialogue entre les OSC et les BPD OSC et BPD



©Forus - Sommet Finance en Commun 2023

Ce faisant, nous espérons que ce rapport fournira aux OSC des connaissances transrégionales sur l'engagement des BPD, en particulier aux OSC et aux organisations communautaires qui souhaitent s'engager pour la première fois avec les BPD sur leurs politiques et leurs pratiques. Les OSC qui s'engagent auprès des Banques Nationales de Développement, qui manquent souvent de politiques et de structures d'engagement des OSC, peuvent utiliser les connaissances et les leçons tirées des réseaux d'OSC, qui ont une expérience considérable dans le développement et l'influence des politiques d'engagement de la société civile et des mécanismes des BPD régionales.

Découvrez le travail du réseau Forus

Forus est un réseau mondial horizontal de plateformes de la société civile qui plaide en faveur d'un nouveau modèle de financement mondial équitable qui encourage le partage des responsabilités et aborde des questions telles que la dette et la stabilité financière. [En savoir plus sur les activités de Forus dans ce domaine.](#)



02 Commentaires généraux sur l'engagement avec les BPD



Ce rapport met en lumière les engagements spécifiques de la société civile auprès de la BAfD, de la BAD et de la BID. En plus de cette étude, Forus a développé **une boîte à outils** sur la manière de s'engager auprès des BPD en se basant sur l'expérience, les connaissances et les leçons apprises par les réseaux d'OSC s'engageant auprès des banques multilatérales de développement dans trois régions mises en évidence dans l'étude. Alors que ce rapport fournit une analyse de l'engagement des OSC auprès de chacune de ces trois BPD, la boîte à outils fournit aux OSC des conseils et des outils généraux en référence aux stratégies de plaidoyer et d'engagement politique, ainsi qu'aux diverses approches décrites dans cette étude. Cependant, dès le départ, il convient de noter quelques grandes similitudes entre les BPD qui sont utilisées dans l'analyse de ce rapport, ainsi que pour tirer des leçons pour la boîte à outils.

Tout d'abord, les BPD examinées dans ce rapport ont des structures institutionnelles similaires, à savoir un Conseil des Gouverneurs, un Conseil d'Administration et un Président. La structure de l'actionnariat varie, mais il est intéressant d'examiner ceux qui apportent les plus grosses sommes d'argent, car ce sont eux qui ont les intérêts les plus importants. Les trois BPD ont des politiques spécifiques sur l'engagement des OSC, bien que les détails techniques diffèrent. Il s'agit également de politiques d'accès à l'information et de politiques de sauvegarde (environnementale et sociale). Les trois banques disposent de Mécanismes de Redevabilité (MR), même si dans certains cas leur indépendance pourrait être renforcée.



©Forum des ONG sur la BAD - Protestation du FSE auprès de la BAD

Engagement

Les OSC peuvent s'engager dans les BPD à plusieurs niveaux.⁴

01

Le premier d'entre eux est le **niveau du projet**, où les OSC peuvent suivre les projets afin d'évaluer comment leurs engagements sur papier se concrétisent dans la vie réelle. Elles peuvent également s'engager auprès des communautés affectées par les projets et partager leurs conclusions avec le gouvernement concerné et le personnel de l'équipe de projet.

02

Au **niveau national**, les OSC peuvent s'engager avec les bureaux nationaux, plaider au niveau national (Parlement, Ministères des Finances), participer aux consultations tout au long des cycles de projet, rejoindre les processus d'engagement des parties prenantes autour des stratégies nationales et sectorielles, s'engager lors des journées portes ouvertes de la société civile organisées par les bureaux nationaux, mener des recherches et s'engager avec les coalitions d'OSC qui travaillent sur le financement du développement.

03

Au niveau régional, les OSC peuvent participer aux examens des politiques et aux assemblées annuelles. La BAfD organise également des forums d'OSC, en dehors des assemblées annuelles.

04

Au niveau international : Les OSC peuvent s'engager auprès des gouvernements et des Directeurs Généraux du Conseil d'Administration. Par exemple, les OSC peuvent également collaborer au niveau mondial en s'engageant dans les FICS.

03

Banque Africaine de Développement



©CHRD - Les groupes de la société civile en marge des assemblées annuelles de la BAD



©Partenariats du Groupe de la BAfD

Mandat et objectifs

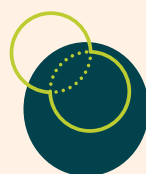
La Banque Africaine de Développement (BAfD), créée en 1964, est l'une des BPD les plus anciennes et les mieux établies en Afrique. Son objectif principal est de stimuler le développement économique durable et le progrès social en Afrique, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté. Le groupe de la Banque Africaine de Développement est composé de trois institutions : la Banque Africaine de Développement, le Fonds Africain de Développement et le Fonds Fiduciaire du Nigeria (FFN). Ses actionnaires sont 54 pays africains (pays membres régionaux) et 27 pays non africains (pays membres non régionaux). La BAfD offre des prêts et une assistance aux gouvernements et aux entités privées à des taux d'intérêt similaires à ceux des banques commerciales, payables sur une période de cinq à vingt ans. La BAfD accorde des prêts concessionnels sans intérêt et des subventions. Le FFN offre également des financements à des conditions préférentielles, mais uniquement à des projets et non à des pays.

Objectifs de la BAD

La BAfD a cinq priorités stratégiques clés:



Nourrir l'Afrique



Intégrer l'Afrique



**Eclairer et fournir
de l'énergie à l'Afrique**



**Améliorer la qualité de vie
des populations africaines**



Industrialiser l'Afrique

Le Conseil des Gouverneurs est l'organe de décision le plus élevé. Chaque pays membre nomme un Gouverneur et un Gouverneur Suppléant pour un mandat de cinq ans. Au-dessous de ce niveau se trouve le Conseil d'Administration, qui prend les décisions clés. Le Conseil d'Administration est composé de 20 membres : 13 sont élus par les gouverneurs des pays régionaux et 7 par les pays membres non régionaux. Le Président est élu par le Conseil des Gouverneurs pour un mandat de cinq ans et est chargé de la gestion de la banque, sous l'autorité du conseil d'administration. La structure de la BAfD comprend également un Département d'Audit, un Département Indépendant d'Evaluation et un Tribunal Administratif Interne.

Les États Membres de la BAfD exercent un droit de vote proportionnel au montant de leur contribution à la BAfD. En 2023, les pays membres régionaux ayant le plus grand nombre de voix sont le Nigeria, l'Égypte, l'Afrique du Sud, l'Algérie et le Maroc, tandis que les membres non régionaux ayant le plus grand nombre de voix sont les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, le Canada et la France.⁵ Parmi ces derniers, le Nigeria, les États-Unis et l'Égypte disposent des droits de vote les plus importants. Il s'agit de parties prenantes clés que la société civile peut tenter d'influencer. La BAfD compte plus de 34 bureaux nationaux, deux centres de ressources au Kenya et en Afrique du Sud, ainsi qu'un bureau extérieur au Japon. Son siège se trouve à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Les coordonnées des pays sont disponibles [ici](#).

Cadres pour l'engagement de la société civile

Calendrier de la BAfD⁶

1964

Création de la BAfD

1999

Développement d'un premier cadre pour les OSC

2000

Création du Forum de la société civile

2000

Constitution du Comité de l'OSC

2011

Le forum de l'OSC entame des réunions annuelles jusqu'en 2020

2012

Développement d'un cadre pour le renforcement de l'engagement avec les OSC

2013

La politique révisée d'accès à l'information entre en vigueur

2016

Les OSC soumettent une déclaration collective à la Banque avant ses assemblées annuelles (plus grand engagement et examen du forum des OSC).

2018

Les OSC soumettent une déclaration collective à la Banque avant ses assemblées annuelles (plus grande consultation sur les projets et sur les politiques clés de la Banque).

2018

Le comité du CSO revitalisé

2019

Première réunion statutaire du comité de l'OSC

2019

La Banque procède à une évaluation de l'examen des sauvegardes (consultation minimale).

2022

Examen de l'accès à l'information mené par la Banque (consultation minimale)

2023

Nouveaux termes de référence du Comité des OSC élaborés

2023

Les OSC soumettent une déclaration collective à la Banque avant ses assemblées annuelles (impossibilité de participer aux assemblées annuelles).

2023

La BAfD met à jour la politique de sauvegarde

2024

Les OSC soumettent une déclaration collective à la Banque avant ses réunions annuelles (suggestions pour développer des dispositions institutionnelles afin de renforcer la participation aux réunions annuelles)

Cadre d'engagement BAfD-OSC

Le premier engagement entre la BAfD et la société civile a commencé au début des années 1990, lorsque la Banque a organisé une réunion consultative avec des organisations non gouvernementales à Abidjan, en Côte d'Ivoire.⁷ Cette réunion a débouché sur un premier cadre d'engagement qui a été élaboré en 1999. En 2012, la BAfD a élaboré le Cadre pour un Engagement Renforcé avec les OSC.⁸ Ce cadre structurait l'engagement des OSC par la sensibilisation, le dialogue et le partenariat au niveau de l'entreprise, de la région/du pays et du projet, et différait du cadre précédent en intégrant (plutôt qu'en renforçant) l'engagement de la société civile dans le travail opérationnel de la Banque.⁹ La BAfD a proposé plusieurs moyens d'intégrer l'engagement de la société civile à la Banque, notamment le renforcement de la capacité institutionnelle, l'engagement avec la société civile sur les politiques et opérations spécifiques de la Banque, le renforcement des capacités en matière d'engagement de la société civile, de communication et de sensibilisation.¹⁰ Un plan d'action pour l'engagement de la société civile 2024-2026 est également prévu. Les sections suivantes examinent les aspects pratiques de l'engagement des OSC auprès de la Banque à travers les différentes structures institutionnelles et en termes de politiques et de stratégies de la Banque.

Capacité institutionnelle d'engagement de la société civile

- **Points focaux de la BAfD**

La BAfD a pris des mesures pour renforcer sa capacité institutionnelle à s'engager avec les OSC, ce qui implique la nomination d'un personnel spécialisé. La BAfD a créé un Département "Genre, Femmes et Société Civile", avec une Division "Société Civile et Engagement Communautaire" et une Division "Innovation Sociale" dédiées à l'engagement de la société civile.

- **Réunions annuelles**

La société civile a demandé à plusieurs reprises la participation des OSC aux assemblées annuelles officielles de la Banque. En 2016, 48 OSC africaines ont envoyé une lettre au président de la BAfD pour demander plus d'espace pour l'engagement de la société civile et une réforme du Forum des OSC.¹¹ Les groupes ont émis des recommandations pour intégrer une plus grande autonomie, visibilité et participation des OSC.

En 2018, les OSC ont publié une déclaration collective exhortant la Banque à placer les populations au centre de l'industrialisation en investissant dans des entreprises appartenant à des Africains et dans des petites et moyennes entreprises locales qui sont le moteur du développement durable dans leurs communautés.¹² Les groupes ont appelé la Banque à améliorer la participation de la société civile et des communautés dans la sélection, la conception et la mise en œuvre des projets, et ont souligné la nécessité de consultations plus larges sur les politiques clés de la Banque, telles que la stratégie de genre, le système de sauvegarde sociale et environnementale, et le mécanisme de redevabilité.

C'est ce que souligne une lettre signée par 46 organisations africaines, qui craignent que les communautés directement touchées par les activités financées par la BAfD, ainsi que les OSC, ne soient pas en mesure de participer à sa 58e assemblée annuelle en 2023.¹³ Elles se sont inquiétées du fait que la Banque ait décidé de tenir son assemblée annuelle en Égypte, où l'espace civique est fermé. Les organisations ont également soulevé des questions sur les processus d'examen des politiques de la BAfD, qui, selon elles, manquent de transparence et offrent un espace limité à la participation de la société civile.

En février 2024, avant les assemblées annuelles de 2024, la société civile a écrit une lettre à la Banque pour demander une participation significative, y compris des sessions thématiques dirigées par les OSC, une table ronde des OSC avec les Directeurs Généraux de la BAfD et une réunion publique des OSC avec la haute direction de la BAfD.¹⁴ Une autre soumission suggérait que la Banque crée un Forum Politique de la Société Civile (FPSC), similaire à celui que la Banque Mondiale utilise lors de ses assemblées de printemps et annuelles, ou au programme de la société civile dans les sessions de la Banque Asiatique de Développement.¹⁵ Ces suggestions n'ont pas été mises en œuvre. Des groupes de la société civile se sont rendus à Nairobi pour assister aux réunions de 2024, mais une quinzaine de représentants de la société civile qui font partie du groupe de travail de la société civile sur la BAfD durent faire face à des menaces de sécurité et ne furent pas autorisés à participer.¹⁶ En juin 2024, les OSC ont émis des recommandations clés à la Banque, notamment celle d'assurer leur représentation aux assemblées annuelles.¹⁷

• Le Forum BAfD-OSC

Le Forum de la Société Civile Banque-OSC a été initialement créé en 2000, et des réunions ont été organisées en 2011, puis chaque année.¹⁸ Cependant, la société civile a critiqué la Banque pour l'organisation de forums OSC continentaux et régionaux distincts, notant que 'la nature de ces forums ressemble souvent à des réunions de partenariat plutôt qu'à des plateformes pour un dialogue significatif et critique avec les décideurs de la Banque'.¹⁹

Le Forum 2020 de la société civile de la BAfD s'est concentré sur l'amélioration de la nature de l'engagement de la société civile auprès de la Banque. Voici quelques-unes des recommandations formulées :²⁰

- Améliorer les politiques et canaliser les ressources pour rendre les projets plus accessibles et plus inclusifs pour les groupes marginalisés. Il faudrait investir davantage dans la jeunesse et l'éducation. La collaboration avec les OSC sur les questions de genre peut être renforcée car les communautés ont accès à certaines des femmes les plus marginalisées. L'accent devrait également être mis sur les soins de santé primaires afin de réduire les inégalités.
- Améliorer l'engagement des parties prenantes. Il s'agit notamment de publier des documents et de mener des consultations dans les langues locales. Actuellement, la BAfD ne produit des publications et ne mène des consultations qu'en anglais et en français.
- Rendre accessible le Mécanisme Indépendant de Revue (MIR). Le MIR fait actuellement l'objet d'une révision. Les OSC ont souligné la nécessité pour la BAfD de mieux faire connaître l'existence du MIR, son application aux projets et la manière dont les OSC peuvent participer au processus d'examen. S'inspirant de la structure de la Banque mondiale, les OSC ont plaidé pour que les communautés puissent participer à la présentation des plaintes et contribuer aux plans d'action de gestion.
- Accroître l'ouverture à la participation des OSC en créant des opportunités de dialogue sur la conception et la mise en œuvre des projets hôtes. Les OSC ont également exhorté l'institution à mettre à jour sa base de données sur les OSC afin que davantage d'organisations reçoivent des mises à jour et des informations leur permettant de s'engager auprès de la BAfD.

Dernièrement, le Forum BAfD-OSC s'est concentré sur le changement climatique, et le thème du forum OSC de 2022 était 'Engager la société civile pour la résilience climatique et la transition énergétique juste en Afrique'. En 2021, cinq forums régionaux de la société civile ont été organisés en lieu et place du forum continental annuel, au cours desquels le financement du climat, la transition énergétique et la Résilience Climatique ont été identifiés comme des sujets clés à approfondir en 2022.²¹ Les rapports sont publiés sur le site web de la BAfD.²² Malgré les efforts déployés pour impliquer la société civile dans les questions relatives au changement climatique, certaines parties prenantes ont critiqué la Banque pour avoir investi dans les combustibles fossiles et annulé un événement COP26 organisé par la société civile africaine en 2021, notant que l'engagement de la société civile reste un exercice de cochage de cases.²³

• Comité des OSC de la BAfD

Le Comité des OSC a été créé en 2000 et ses termes de référence ont été élaborés en 2015. Un processus consultatif a suivi en 2016, et un nouveau comité a été nommé en 2018. Il a tenu sa première réunion statutaire en 2019. Le mandat du Comité est de deux ans. En 2023, un nouveau mandat a été élaboré. Ses nouveaux termes de référence stipulaient que le Comité était un partenaire important pour l'engagement avec les communautés sur les opérations de la BAfD, mais qu'il manquait d'influence dans les décisions stratégiques, et en termes de redevabilité et de représentativité.

En outre, une évaluation du comité a révélé que le comité était très important en termes de mobilisation des organisations de base.²⁵ Il a soutenu des événements majeurs, tels que les Forums Régionaux des OSC de 2021 et le Forum Continental de 2022, et ont contribué à mettre en évidence l'impact des opérations de la Banque. Le Comité a également contribué à l'élaboration de politiques telles que les stratégies de partenariat avec les pays. Toutefois, son influence sur les décisions stratégiques a été faible et il n'y a pas eu d'outils de suivi. Il n'avait pas non plus la capacité d'atteindre l'ensemble de la région et le lien entre le comité et ses membres était faible.²⁶

Les nouveaux termes de référence stipulent que le comité devrait compter 11 OSC membres, soit cinq représentants régionaux et cinq représentants thématiques d'OSC, ainsi qu'une ONG internationale. Au lieu d'avoir un nombre fixe de membres de la Banque, il a été décidé que les départements concernés de la BAfD seraient invités à collaborer à des activités stratégiques, thématiques et liées à des projets.²⁷ La liste actuelle des représentants des OSC est détaillée sur le site web de la BAfD.²⁸ Les termes de référence stipulent que les représentants de la BAfD auront les rôles suivants :

- La Vice-Présidence de la Banque, chargée du Complexe de l'Agriculture et du Développement Humain et Social, préside le Comité afin de démontrer l'engagement de la Banque au plus haut niveau en faveur de l'engagement de la société civile.
- Le Département Genre, Femmes et Société Civile est responsable des résultats obtenus par le Comité en ce qui concerne l'engagement de la Banque auprès de la société civile.
- La Division de la Société Civile et de l'Engagement Communautaire assure le secrétariat du comité et possède et gère le processus d'engagement de la société civile.
- Trois à cinq membres issus d'autres Départements de la Banque seront pris en compte en fonction des attentes en matière d'engagement avec la société civile. Les Départements travaillant sur des thèmes tels que le Changement Climatique, la Résilience/Fragilité, la Gouvernance et le Développement des Capacités seront également cooptés en fonction de la nature transversale des thèmes des événements de la Banque tels que la COP et les forums des OSC.



Le Comité se réunit deux fois par an, ou plus si nécessaire. Le comité surveille la mise en œuvre de la stratégie d'engagement des OSC, sur la base d'un cadre de résultats, et sert d'interlocuteur entre la Banque et l'ensemble de la communauté des OSC.

- **Groupe de travail de la BAfD**

Il existe également un groupe de travail de la BAfD, dirigé par la Coalition pour les droits de l'homme dans le développement.²⁹ Certains membres du Comité des OSC ont été invités à présenter des exposés au groupe de travail et ont laissé entendre que l'engagement avec la Banque avait été difficile jusqu'à présent. Les membres du groupe de travail, à savoir Accountability Counsel, Arab Watch Coalition (AWC), Bank Information Center (BIC), Both ENDS, Center for International Environmental Law (CIEL), International Accountability Project (IAP) et Lumière Synergie pour le Développement (LSD), ont élaboré une boîte à outils pour comprendre la BAfD, qui peut être consultée [ici](#).³⁰

- **Communication et sensibilisation**

Les OSC doivent être tenues au courant des activités financées par la Banque, tandis que la Banque doit disposer d'informations de base crédibles sur le paysage des OSC sur le continent. Pour intégrer l'engagement des OSC, il est important de renforcer la communication interne au sein de la Banque, tout en améliorant la communication externe. Une plateforme des OSC est un moyen d'améliorer la communication. La BAfD dispose désormais d'une page dédiée aux communiqués de presse relatifs à son engagement dans la société civile, ce qui est utile pour comprendre les différents types d'engagement.³¹ Il existe également une base de données des OSC, où les OSC peuvent s'inscrire en ligne : <https://cse.afdb.org/en/links/csos-database>. Les organisations de la société civile contribuent également à un bulletin d'information qui met en lumière certains des travaux des OSC qui s'engagent sur les priorités de la BAfD.



©CHRD - La société civile aux assemblées annuelles de la BAD. Mai 2024, Nairobi.



©Partenariats du Groupe de la BAfD

Engagement avec la société civile sur des politiques et opérations spécifiques de la Banque

Stratégies globales et par pays

La Banque s'appuie sur des stratégies décennales, avec lesquelles les OSC peuvent s'engager lorsqu'elles sont en cours d'élaboration, mais le principal point d'entrée est constitué par les Documents de Stratégie par Pays (DSP). Les OSC peuvent également s'engager sur des projets spécifiques ou lors de journées portes ouvertes. Si l'engagement dans les stratégies par pays a été limité par le passé, la situation semble s'améliorer. Par exemple, la société civile a participé à l'élaboration d'une stratégie nationale au Burkina Faso en 2023³² et au Lesotho en 2024³³. Au Ghana, la BAfD s'est engagée avec les OSC à consolider leurs relations au niveau régional. Un accord a été signé entre la Banque et l'Institut de la Société Civile d'Afrique de l'Ouest en décembre 2023, donnant lieu à un plan d'action pour 2024 qui décrit la collaboration en matière de renforcement des capacités des OSC, de mobilisation des ressources, de gestion des connaissances et de plaidoyer. Des discussions ont également eu lieu sur la collaboration avec Afrobarometer dans le domaine budgétaire. La mission a également rencontré le Réseau Ouest-Africain pour la Consolidation de la Paix (WANEP), ce qui a abouti à la finalisation d'une proposition conjointe de la Facilité d'Appui à la Transition III intitulée 'Sahel Peacebuilding, Reconciliation, Inclusive Development and Empowerment' (Consolidation de la paix au Sahel, réconciliation, développement inclusif et autonomisation).³⁴

La politique de divulgation et d'accès à l'information (DAI)

La politique de divulgation et d'accès à l'information de la BAfD a été rédigée pour la première fois en 2005. Elle a ensuite été révisée et est entrée en vigueur en 2013. La politique diffère de celle de 2005 en exigeant que la Banque divulgue tout ce qui ne figure pas sur la liste des exceptions.³⁵ La politique de DAI est disponible sur le site web de la BAfD [ici](#). Au cours de cet examen, la société civile a fait part de ses préoccupations concernant le manque de transparence de la BAfD en matière d'engagement avec un groupe de parties prenantes plus large.³⁶ Cette politique oblige la Banque à rendre toutes les informations publiques, à moins qu'elles ne figurent sur une liste d'exceptions et qu'il existe une raison impérieuse de les garder confidentielles.³⁷ Les documents stratégiques clés sont disponibles sur le site web, mais la société civile peut également demander des informations par le biais du formulaire de demande DAI (<https://www.afdb.org/en/disclosure-and-access-to-information/request-for-documents>). Si la demande est refusée, la société civile peut faire appel auprès du Comité de Divulgation de l'Information ou du comité d'appel.

Cependant, l'International Accountability Project (Projet International de Redevabilité) a suivi les informations divulguées pour 179 projets en 2019. Il a constaté qu'en pratique, la Banque n'a pas respecté le droit à l'information des communautés dans plusieurs domaines, notamment le niveau de divulgation des informations sur les risques environnementaux et sociaux spécifiques au projet et leur atténuation, ainsi que la divulgation des informations sur les garanties environnementales et sociales applicables qui ont été déclenchées par le projet. Ils ont constaté que les coordonnées principales de l'emprunteur ou du client n'étaient pas divulguées pour 161 des 179 projets (90 %), qu'il n'y avait pas de traduction en arabe, en kiswahili, en portugais ou dans d'autres langues locales, que seuls deux des 179 projets (1 %) divulguaient les plans réels d'engagement des parties prenantes et que seuls cinq des 179 projets (3 %) divulguaient des informations sur le Mécanisme Indépendant de Revue, le Mécanisme Indépendant de Redevabilité de la BAfD, dans les documents de projet.³⁸

La Politique d'Accès à l'Information a été réexaminée en 2022 (mais pas mise à jour), analysant la période 2012-2021.³⁹ L'examen a été généralement positif, avec très peu de suggestions d'amélioration et la constatation que la politique était conforme aux politiques d'accès à l'information d'autres BPD. Il a relevé des moyens de renforcer l'engagement avec les OSC et les communautés concernées, en demandant instamment la révision de la stratégie et de la politique de communication externe, distinctes mais connexes. L'examen a recommandé la création d'un mécanisme indépendant de recours externe pour traiter les recours contre les refus de demandes, étant donné que seuls quatre recours ont été déposés depuis 2013. En 2020, 453 demandes ont été formulées et seules deux ont été rejetées.⁴⁰ Le retard dans la mise en place d'un panel de recours a été attribué à un manque de ressources. Le rapport recommande également une évaluation indépendante de la politique. Parmi les questions épineuses figurent l'exigence de la DAI de divulguer simultanément certains documents relatifs aux opérations lorsqu'ils sont soumis à l'approbation du Conseil d'Administration, la difficulté de trouver les documents et le renforcement des capacités du personnel. Le rapport indique également que la politique doit bénéficier d'une plus grande visibilité interne et externe et qu'une politique de communication devrait être élaborée. Le nombre de documents divulgués de manière proactive sur le site web de la Banque a augmenté de manière significative au fil des ans, passant de 700 en 2013 à 3795 en 2020.⁴¹

Politique de divulgation et d'accès à l'information de la BAD

La politique de l'IAD peut être consultée sur le site web de la BAD [ici](#).

Le système de sauvegarde intégré (SSI)

En 2019, un examen du système de sauvegarde a révélé qu'il était conforme aux meilleures normes internationales, mais que certaines composantes pouvaient être renforcées, comme le genre. L'étude fait état d'un examen de la Politique de Réinstallation Involontaire de la BAfD de 2016 et note des divergences entre les systèmes nationaux et les politiques de la Banque en termes de : (i) l'engagement des parties prenantes (divulgaration d'informations, implication des OSC) ; (ii) l'identification et l'implication des groupes vulnérables ; (iii) les dates limites, les cadres de compensation et de droits ; (iv) l'intégration du genre ; (v) le cadre institutionnel et organisationnel ; (vi) les mécanismes de règlement des plaintes ; (vii) la gestion environnementale sur le site de réinstallation ; et (viii) le suivi et l'évaluation (S&E).⁴²

La politique a ensuite été mise à jour en 2023, à la suite de cet examen. La nouvelle politique a cherché à combler les lacunes des stratégies antérieures de la BAfD, notamment en ce qui concerne la santé et la sécurité des communautés, la violence sexiste, les peuples autochtones, l'inclusion des groupes marginalisés et l'engagement des parties prenantes.⁴³ Elle prend en compte les politiques sectorielles de la banque, telles que la sylviculture, l'agriculture, l'eau et la santé. Cependant, la société civile a adressé une lettre à la Banque en 2022, arguant que le processus n'avait pas été aussi ouvert qu'elle l'aurait souhaité.⁴⁴ En particulier, la lettre notait que :

Lettre de la société civile

Les OSC craignent qu'au moment où l'apport extérieur est sollicité, les décisions aient déjà été prises tant sur la structure que sur le contenu des politiques, faisant de toute consultation un simple exercice de contrôle plutôt qu'une véritable opportunité d'influencer les politiques.

Elle a également noté que les consultations n'étaient pas à la hauteur de celles organisées par les institutions homologues.

Bien que la nouvelle politique en matière de SSI comprenne des dispositions sur les représailles (garantissant que les personnes puissent s'exprimer en toute sécurité sur certains projets), la société civile a exhorté la Banque à souligner l'importance de l'engagement de la société civile auprès de ses clients et à promouvoir le développement mené par les communautés et les approches fondées sur les droits de l'homme. Elle a également demandé à la Banque de renforcer la transparence et la redevabilité, et de prendre des mesures pour évaluer, prévenir et répondre aux représailles.⁴⁵ En particulier, la soumission a fait des recommandations sur la mise en œuvre et l'approche commune des cadres d'emprunteurs, exhortant la Banque à développer un rôle de suivi spécifique et à renforcer sa capacité à mettre en œuvre le SSI, à faire des différenciations sur le genre, à adopter une approche intégrée, systématique et cohérente pour l'inclusion des groupes marginalisés, y compris les personnes handicapées et les enfants, et à respecter les normes et les définitions internationales sur le changement climatique. Elle a également exhorté la Banque à aligner le SSI sur le cadre du MIR et à veiller à ce que des mécanismes de réclamation efficaces soient mis à la disposition des travailleurs.

Le plaidoyer sur cette révision est inclus (notez qu'il n'est que mentionné, et non accessible) sur le site web de la Coalition.⁴⁶

- Une soumission conjointe sur l'examen du SSI (mentionné ci-dessus).
- Une soumission conjointe, présentée par plus de 30 OSC, sur les engagements contre les représailles.
- International Accountability Project - soumission axée sur l'engagement des parties prenantes.
- Indian Law Resource Center - Présentation axée sur les droits des peuples autochtones.
- Conseil en matière de redevabilité - soumission axée sur la redevabilité et le recours.
- Les Amis de la Terre - Soumission axée sur la biodiversité.
- Both Ends - présentation de l'examen du SSI.
- Centre d'Information Bancaire - présentation de l'examen du SSI.



©BAD - La société civile aux assemblées annuelles de la BAD. Mai 2024, Nairobi.

Genre

La BAfD a élaboré une stratégie en matière de genre pour la période 2021-2025. Elle dispose également d'une politique en matière de genre datant de 2001. Dans une analyse des politiques de genre dans 12 APB, Gender Action a classé la BAfD en troisième position pour ce qui est de la solidité de ses politiques. Les politiques ont été jugées solides en termes de priorités et de mécanismes et adéquates en termes d'objectifs et de mandat. D'un point de vue thématique, l'approche de la BAfD en matière de genre était forte en termes de travail non rémunéré, mais adéquate en termes de genre, d'environnement et de biodiversité, de dotation en personnel et de S&E. Elle était insuffisante en ce qui concerne le genre et le changement climatique. Elle était insuffisante en ce qui concerne le genre et le changement climatique, les minorités sexuelles et de genre, les violences basées sur le sexe et le genre (SGBV), l'exploitation sexuelle, les abus et le harcèlement (SEAH), ainsi que la dotation en personnel.⁴⁷

Gender Action a également analysé le projet de CES actualisé de la BAfD pour ce rapport et a soumis des commentaires écrits sur le projet de CES lors des consultations de la BAfD en 2022, mais au moment de la rédaction de ce rapport, la BAfD n'avait pas encore répondu à ces soumissions. L'analyse a révélé que la politique de la BAfD en matière de SSI était adéquate pour le genre en termes de mandat, de référence à la discrimination et aux droits humains, de divulgation d'informations et de réinstallation. En revanche, les références aux risques environnementaux et sociaux, à la dette, au changement climatique, à l'environnement et à la biodiversité, ainsi qu'aux consultations et au consentement sont insuffisantes.⁴⁸



Mécanisme Indépendant de Recours (MIR)

La BAfD dispose d'un Mécanisme Indépendant de Recours dans le cadre duquel les OSC peuvent engager la Banque à comprendre la nature et la portée des plaintes relatives aux projets financés par la Banque. Ce mécanisme peut assurer des services de médiation, d'enquête et de conseil (apprentissage interne). Les plaintes peuvent être soumises sous n'importe quel format et doivent contenir les coordonnées de la personne à contacter, une lettre signée, une brève description du projet, un aperçu du changement attendu à la suite de la procédure de plainte et une description de la manière dont le plaignant s'est engagé avec la Banque en toute bonne foi. Les plaintes peuvent être envoyées au MIR au siège de la BAfD ou par l'intermédiaire de l'un des bureaux nationaux. Les détails sur la manière de déposer une plainte sont disponibles [ici](#).

Dans sa soumission à l'examen des sauvegardes, la société civile a exhorté la Banque à clarifier ses fonctions, à renforcer la divulgation d'informations et à permettre des recours conformément aux Principes Directeurs des Nations Unies relatifs aux Entreprises et aux Droits de l'Homme (UNGP).⁴⁹ En ce qui concerne les mécanismes de règlement des plaintes au niveau des projets, elle a demandé qu'ils ne restent pas sous la seule responsabilité de l'emprunteur. Elle a insisté pour que le mécanisme soit divulgué aux communautés locales avant l'évaluation du projet, qu'il garantisse la sécurité juridique et physique des personnes exposées à des représailles et qu'il soit géré par un personnel indépendant n'ayant aucun lien avec le projet, afin d'être plus indépendant. Elle a également noté que le SSI devrait explicitement exiger de l'emprunteur qu'il fournisse aux parties prenantes de multiples moyens d'accès et d'utilisation de ce mécanisme (à savoir une adresse électronique, un numéro de téléphone et des SMS) et a souligné que toutes les communautés devraient toujours, à tout moment, avoir un accès direct à un mécanisme global de règlement des griefs, quels que soient les mécanismes locaux disponibles.⁵⁰

De manière prometteuse, le MIR a l'intention de nommer des conseillers de confiance qui peuvent travailler avec les communautés, tout en incitant les bailleurs de fonds à accorder des subventions à ces organisations.⁵¹ Le MIR a également élaboré une boîte à outils contre les représailles, qui a fait l'objet d'une vaste consultation avec les OSC et les universitaires, et qui peut servir de guide à d'autres BPD.⁵²

Il existe un certain nombre d'exemples positifs d'engagement avec le MIR. Par exemple, le 21 décembre 2023, un accord historique a été signé entre Malicounda Power SAS et les représentants des personnes affectées par le projet, qui a apporté un soutien aux membres de la communauté qui avaient perdu leurs moyens de subsistance à la suite d'un déplacement physique ou économique causé par la construction d'une centrale électrique. La plainte avait été déposée par l'ONG sénégalaise Lumière Synergie pour le Développement (LSD) et une coalition de ménages, soulignant les préoccupations de non-conformité à la politique de sauvegarde environnementale et sociale de la BAfD en matière de compensation foncière et soulevant des questions sur la mise en œuvre du plan d'action de réinstallation du projet Malicounda 120 MW Dual Fuel. Après un processus de médiation d'un an, les communautés ont été indemnisées.⁵³

Le 28 mars 2024, le MIR a publié deux rapports selon lesquels la Banque ne respectait pas son propre système de sauvegarde en Ouganda. Selon ces rapports, la Banque n'a pas mené de consultations sérieuses, n'a pas garanti le consentement, n'a pas examiné de manière adéquate les impacts socio-économiques sur les communautés et n'a pas agi de manière suffisante pour faire face aux représailles. Dans un cas, le projet multinational de gestion intégrée des ressources halieutiques et hydriques des lacs Edward et Albert (LEAF), l'unité de protection des pêcheries de la Force de Défense du Peuple Ougandais a détruit des bateaux, des équipements de pêche et des maisons, sous prétexte de réprimer la pêche illégale. Des cas de violence sexiste ont également été signalés. Le projet d'irrigation de Wadelai, quant à lui, a entraîné une restriction de l'accès aux terres communautaires et la perte des moyens de subsistance de la communauté. Un plan de gestion va maintenant être élaboré pour mettre en œuvre les recommandations. Toutefois, dans le cas du LEAF, la responsabilité d'enquêter sur les plaintes relatives aux droits de l'homme a été transférée à la Commission Ougandaise des Droits Humains, qui pourrait faire preuve de partialité. Dans le cas de Wadelai, la direction a utilisé une stratégie de division et de conquête pour engager des représentants autres que ceux qui avaient déposé la plainte, et les efforts de médiation du gouvernement n'ont pas été jugés crédibles. Dans ces cas, l'efficacité de l'IAM dépend de la réponse de la direction et peut être limitée par sa capacité à contraindre à l'action ou⁵⁵ à fournir une réparation. Ils illustrent également la manière dont la BAfD est en mesure de faire porter la responsabilité sur l'emprunteur, y compris les mesures correctives, et les limites du travail dans des contextes autoritaires (pour plus de détails sur ces études de cas, voir la [boîte à outils](#)).

Boîte à outils pour l'Engagement avec les BPD

Pour plus de détails sur ces études de cas, veuillez consulter la boîte à outils.

Unité des États fragiles

L'unité des États fragiles, une entité autonome sur le plan opérationnel, est unique à la BAfD et résulte d'une initiative spéciale du conseil d'administration de la BAfD et du FAD (Africa Defense Forum).⁵⁶ Créée en 2008, la BAfD a été l'une des premières BPD, avec la Société Financière Internationale (SFI), à reconnaître que le développement était lié à la paix et devait faire l'objet d'une attention particulière.⁵⁷ Les OSC peuvent également s'engager auprès de l'Unité des États Fragiles de la BAfD pour promouvoir les droits humains, stabiliser les situations de conflit et fournir des services pour soutenir le travail de la Banque en matière de prévention des conflits, de reconstruction et de réconciliation. La BAfD a affirmé son engagement envers les principes et les valeurs des droits humains tels qu'ils sont définis dans la Charte des Nations Unies et la Charte Africaine des droits de l'homme et des peuples. Bien qu'elle n'ait pas encore pris d'engagements spécifiques en matière de climat, il s'agit là d'un domaine où il sera possible de lui demander des comptes à l'avenir.

Il convient de noter que la dernière stratégie de la Banque, la Stratégie de Lutte contre la Fragilité et de Renforcement de la Résilience en Afrique (2022-2026), renforce le rôle que la société civile peut jouer dans la stratégie de la Banque tout en élargissant l'éventail des OSC avec lesquelles elle travaille. Elle s'aligne sur sa stratégie de lutte contre la fragilité, notant le rôle spécifique que la société civile peut jouer dans le renforcement de la résilience des communautés, ainsi que dans la réduction des inégalités et de la marginalisation.⁵⁸ Elle propose un dialogue avec les communautés locales, afin d'identifier et de traiter les plaintes, ainsi qu'un engagement avec la société civile sur le principe 'ne pas nuire' et sur la gouvernance des ressources naturelles.

Évaluations de l'engagement des OSC

En juillet 2022, le Mécanisme Indépendant d'Évaluation du Développement (IDEV) de la Banque a procédé à une évaluation de l'engagement de la Banque auprès de la société civile entre 2012 et 2019. Les consultations menées avec les OSC pour élaborer l'évaluation concernaient celles qui s'étaient engagées avec la BAfD lors des assemblées annuelles de la société civile, dans le cadre du suivi des projets, des demandes ad hoc de retour d'information sur la conception des projets et celles qui avaient mis en œuvre des projets par le biais de subventions organisées par la BAfD. Toutefois, le Centre d'information de la Banque note que :

La BAD aux réunions annuelles de la société civile

aucune des organisations n'avait été invitée auparavant à des consultations sur le cadre de partenariat national, les évaluations ou les revues de politique de la BAfD, ou les documents d'achèvement des projets. Très peu d'entre elles ont participé à la conception, à la mise en œuvre ou au suivi des projets financés par la BAfD.

La critique note également que les OSC ont du mal à accéder aux informations ou aux documents relatifs aux projets dans les bureaux nationaux. Elles sont renvoyées vers les bureaux régionaux, mais ne reçoivent pas de réponse. La critique des OSC demande une meilleure divulgation des informations, des méthodes de communication plus accessibles et un engagement plus actif des OSC.⁵⁹

Malgré cela, l'évaluation a montré que si les documents existants étaient bien définis, ils n'étaient pas bien connus ou compris par le personnel de la Banque et la société civile.⁶⁰ L'absence de cadre de suivi et d'évaluation (S&E) a également entravé l'apprentissage et la gestion des connaissances sur les expériences des OSC. Le personnel et le financement étaient insuffisants pour soutenir la mise en œuvre du cadre d'Engagement avec la Société Civile (ESC) de 2012, mais le positionnement institutionnel de la Banque s'est amélioré depuis 2012. Des progrès ont été accomplis en matière d'accès à l'information et de divulgation publique (notamment par le biais de portails de projets, d'une base de données des OSC et d'un onglet consacré à la société civile sur le site web de la Banque), mais il n'existe pas d'engagement réciproque durable et systématique entre la Banque et la société civile. En outre, l'accès à l'information peut dépendre des capacités, des ressources et du niveau de liberté d'expression dans un pays donné. Lors de l'examen, les gestionnaires de tâches ont noté des contraintes de temps, de compétence et la perception commune que les OSC sont des 'auteurs de troubles', ce qui signifie que les informations ne sont pas activement divulguées par la Banque.⁶¹



©Assemblée annuelle de la BAD



©BAD

Les journées portes ouvertes des OSC ont été utiles pour la sensibilisation, mais la couverture géographique a varié, et la sensibilisation dépend du personnel et de sa prise de conscience de la valeur de l'engagement de la société civile. Il y a eu un manque de données et de rapports sur la sensibilisation. Le forum des OSC est le meilleur exemple de dialogue, mais le lien entre le forum et le comité est faible. L'éventail des OSC n'était pas non plus représentatif. Au niveau régional et national, la Bafd manque d'outils, de lignes directrices et de ressources pour l'engagement avec les OSC, bien que des lignes directrices soient en cours d'élaboration pour l'engagement des OSC dans le processus de Partenariat Stratégique par Pays. La Banque peut développer de meilleurs critères pour l'identification et le partenariat avec les OSC.

Les recommandations suivantes ont été formulées : 1) renforcer la sensibilisation et la compréhension commune de l'objectif et de la valeur ajoutée potentielle de l'Engagement avec la Société Civile (ESC) (communiquer les documents d'orientation, les outils, le cadre de suivi et d'évaluation, et intégrer les résultats des OSC dans le cadre de la Banque) ; 2) améliorer l'approche des ressources pour une mise en œuvre effective de l'ESC (élaborer des lignes directrices opérationnelles, explorer des sources de financement alternatives et une dotation en personnel adéquate à la Banque) ; et 3) renforcer l'ESC dans le dialogue politique aux niveaux national et régional (élaborer des orientations pour l'engagement des OSC dans le dialogue politique, mettre en place des dispositions institutionnelles et systématiser les journées portes ouvertes au niveau de l'OSC).⁶²

L'évaluation a proposé une stratégie composée de trois piliers principaux : 1) la création d'un environnement favorable à la société civile. Il s'agit notamment de renforcer les capacités institutionnelles ; 2) intégrer l'engagement de la société civile dans les politiques, les opérations et les projets de la Banque ; et 3) renforcer le plaidoyer en faveur de l'engagement de la société civile.⁶³ Il a été suggéré que la stratégie d'engagement de la société civile pour la période 2023-2028 comprenne un document stratégique, un plan d'action, un mécanisme de financement des OSC, un système de suivi et d'évaluation (S&E) et un plan de communication. Il n'est pas certain que ces éléments aient été élaborés.



© *Lumière Synergie pour le Développement* - ONG soutenant les communautés affectées par les activités des banques de développement

Recommandations aux OSC pour renforcer leur engagement auprès de leur BPD

- Continuer à plaider en faveur d'un panel d'OSC lors des réunions annuelles.
- Identifier les prochaines stratégies nationales à examiner et plaider en faveur de l'engagement des OSC dans ces stratégies.
- Plaider pour des réunions régulières entre le comité des OSC et les représentants de la Banque, ainsi que des réunions régulières entre le groupe de travail de la BAfD et les représentants de la Banque, qui permettent un engagement réciproque soutenu et systématique dans le dialogue politique.
- Renforcer la base de données des OSC de la BAfD en engageant de manière proactive le département OSC de la BAfD et en fournissant les coordonnées de diverses organisations.
- Engager la BAfD à mettre en évidence les défis de l'accès à l'information dans la pratique sur la base d'éléments probants.
- S'engager auprès de la direction de la Banque pour plaider en faveur d'une limitation de la liste des exceptions dans la politique d'accès à l'information.
- Souligner la nécessité pour la Banque de jouer un rôle de contrôle plus important dans le cadre de ses politiques en matière de DAI et de SSI.
- Proposer que la BAfD développe des mesures concrètes pour lutter contre les représailles.
- Engager la Banque à développer un langage permettant de mieux prendre en compte les perspectives des groupes marginalisés.
- Souligner l'importance pour la Banque d'élaborer des mesures de redressement et d'assumer la responsabilité du redressement en plus de la responsabilité du client.
- Renforcer la sensibilisation de la BAfD et une compréhension commune de l'objectif et de la valeur ajoutée potentielle de l'ESC (par exemple par le biais de documents d'orientation, d'outils et d'un cadre de suivi et d'évaluation).
- Plaider pour que la BAfD améliore son approche en matière de ressources en vue d'un plus grand engagement des OSC.

04

Banque Asiatique de Développement



©BAD



©Action publique de 350.org aux Philippines

Mandat et objectifs

La Banque asiatique de développement (BAD) a été créée en 1966. Sa mission est de construire une Asie et un Pacifique prospères, inclusifs, résilients et durables, tout en poursuivant ses efforts pour éradiquer l'extrême pauvreté dans la région. Sa Stratégie 2030 a été élaborée en 2018. En 2024, elle a entamé un examen à mi-parcours de sa stratégie. En 2021, la BAD a élaboré une approche pour travailler dans les Situations de Fragilité et de Conflit (FCAS) et les Petits États Insulaires en Développement (PEID) - c'est la première fois qu'une BPD combine ces deux domaines d'intervention en une seule stratégie.⁶⁵

Comme la BAfD, elle dispose d'un Conseil des Gouverneurs, composé de ses pays membres, qui délèguent la plupart de leurs pouvoirs au Conseil d'Administration. Au 31 décembre 2022, l'actionnariat de la BAD se composait de 68 membres, dont 49 de la région Asie-Pacifique et 19 de pays extérieurs à la région. Les principaux actionnaires non emprunteurs sont le Japon, les États-Unis, l'Australie, le Canada et la République de Corée. Les principaux pays emprunteurs sont la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines.⁶⁶ La BAD dispose de fonds spéciaux, de fonds fiduciaires, de facilités de partenariat financier et d'autres fonds.⁶⁷ La BAD mène actuellement des opérations dans 44 pays, dans six autres bureaux et dans cinq programmes régionaux. Son siège se trouve à Manille, aux Philippines. Les détails de ces programmes peuvent être consultés ici.⁶⁸

Cadres pour l'engagement avec la société civile

Calendrier de la BAD ⁶⁹

1966

Création de la BAD

1991

Création du FORUM des ONG

1994

Première consultation régionale des ONG

1997

Le FORUM des ONG est réorganisé et commence à s'engager auprès de la BAD

1998

La politique de coopération avec les ONG est établie

1999

Le forum des ONG commence à critiquer la politique énergétique de la Banque Asiatique de Développement

2001

Création du NGOC

2001

Le FORUM des ONG boycotte la réunion annuelle de la BAD

2004

Première table ronde des OSC lors de l'assemblée annuelle de la BAD

2008

Mise en place du mécanisme de sauvegarde de la BAD

2008

Le Forum des ONG remet en question le Mécanisme de Redevabilité de la Banque

2009

Politique énergétique approuvée par la BAD

2011

Révision de la Politique de Communication Publique (PCP)

2012

Révision du mécanisme de redevabilité

2015

Le FORUM des ONG commence à surveiller et à impliquer la BAD

2016

La révision de la politique de communication publique (PCP) commence

2017

La société civile conteste l'immunité de la BAD

2017

Réunion de deux jours du FORUM des ONG
'Un témoignage visuel des 50 années de destruction de la BPD'

2018

La stratégie 2030 est élaborée

2018

Le FORUM des ONG lance la campagne
'Décarboniser la BAD et la BAI'

2018

Présentation des OSC lors de la PCP

2018

PCP (désormais accès à l'information)
Politique adoptée

2020

Le FORUM des ONG lance la campagne de
planification énergétique intégrée Sud-Sud

2020

Le FORUM des ONG envoie une lettre
d'introduction au nouveau Président

2021

La Banque Asiatique de Développement annonce
qu'elle cessera de financer le charbon dans le cadre
de sa nouvelle politique énergétique

2024

Révision à mi-parcours de la stratégie 2030

2024

Le FORUM des ONG demande une révision des
sauvegardes

2024

Reality of Aid interpelle la BAD sur les principes
d'efficacité du développement

Cadre d'engagement BAD-OSC

La principale stratégie guidant le travail à long terme de la BAD est la Stratégie 2030. Le paragraphe 108 évoque le renforcement de la collaboration avec les OSC, en tirant parti de leur présence locale et de leurs connaissances spécialisées. Plus précisément, il indique qu'elle explorera les possibilités de s'engager avec la société civile dans la conception et la mise en œuvre des projets de la BAfD, en mettant l'accent sur 'les opérations qui utilisent des approches participatives à la base pour cibler les pauvres et les groupes vulnérables, mobiliser les femmes et les jeunes, et suivre les activités et les résultats des projets'. Il précise que la BAD demandera également des contributions sur l'examen des principales politiques de la BAD. Elle dispose également de guides sectoriels sur les thèmes suivants : éducation, énergie, finance, santé, transport, urbanisme et eau. La BAD dispose de stratégies de partenariat par pays et d'une stratégie de partenariat régional.

En outre, la BAD dispose d'une politique spécifique sur l'engagement des ONG (1998), qui a mis à jour le document de politique existant de 1987, afin d'intégrer son objectif croissant de soutenir non seulement les projets axés sur la croissance, mais aussi le développement humain, le développement social et la protection de l'environnement. Contrairement au document de 1987, la nouvelle politique établit une distinction entre l'engagement dans des relations commerciales et contractuelles avec les ONG par le biais de politiques d'approvisionnement, tandis que les relations opérationnelles seraient liées aux processus de la BAD pour l'élaboration de projets, de programmes et de politiques de développement.⁷¹

Le nouveau document note que :

Il est nécessaire que la BAD développe des mécanismes qui reconnaissent et soutiennent un éventail de relations avec les ONG. La politique et les approches de la BAD en matière de coopération avec les ONG doivent reconnaître la diversité du secteur des ONG et le fait qu'une vision unique des ONG ou une approche unique de la coopération avec les ONG ne sera pas adéquate. Les mécanismes de coopération avec les ONG varieront en fonction du type d'ONG, du problème ou de l'intérêt en question, du type spécifique de coopération envisagé et des circonstances propres à chaque cas. La coopération avec les ONG sera particulièrement affectée par les circonstances propres à chaque pays. La coopération avec les ONG dans le cadre des activités opérationnelles de la BAD s'inscrira dans le cadre ou en parallèle avec d'autres considérations opérationnelles, y compris l'orientation des opérations de la BAD vers l'approche du processus émergent. En tout état de cause, la contribution des ONG aux opérations de la BAD devra être examinée avec soin, comme le serait celle de toute autre source.

Elle souligne ensuite la souveraineté des gouvernements, notant qu'il est important « d'identifier les ONG avec lesquelles la coopération ne serait pas mutuellement constructive⁷² ». Ainsi, dès le départ, la BAD limite les types d'OSC avec lesquelles elle souhaite s'engager. Il convient également de noter que la BAD ne finance pas directement les projets proposés par les ONG. Elle prête de l'argent aux gouvernements de ses pays membres, ce qui signifie que les ONG qui cherchent à obtenir un financement doivent se mettre en rapport avec les bureaux nationaux. Leur participation aux opérations de la BAD serait donc limitée à l'ouverture d'un gouvernement à s'engager.

La BAD ne dispose pas d'un fonds spécifique pour les ONG, mais les OSC sont impliquées dans la phase de conception du projet et par le biais de consultations. Toutefois, les ONG peuvent soumissionner pour des contrats et sont traitées de la même manière que les entreprises. La BAD a élaboré un document d'information que les ONG peuvent utiliser pour identifier les opportunités commerciales qui s'offrent à elles. Ce document indique que les ONG peuvent s'adresser à la BAD de quatre manières principales : par l'intermédiaire de l'ancre de l'ONG, au cours de la préparation de la stratégie de partenariat national, lors des foires d'opportunités commerciales de la BAD et lorsque les politiques et stratégies de la BAD font l'objet d'une révision.

La BAD a également élaboré un programme d'assistance technique pluriannuel visant à renforcer l'engagement des OSC : (i) améliorer l'accès et la réactivité des services de santé, d'éducation et de protection sociale ; (ii) accéder aux investissements dans les infrastructures et en tirer parti ; (iii) améliorer la gouvernance du secteur public et réduire la corruption ; (iv) contribuer à la mise en œuvre d'une gestion durable des ressources naturelles ; et (v) améliorer l'inclusion économique grâce à des interventions ciblées sur la pauvreté.



©Forum des ONG sur la BAD - action publique

Capacité institutionnelle pour l'engagement avec la société civile

• Point focal de la BAD

La politique des ONG identifie le Bureau de l'Environnement et du Développement Social comme le principal point de contact pour l'engagement avec les ONG, avec pour mandat de maintenir une base de données des OSC, d'organiser des consultations formelles et de coordonner l'élaboration de lignes directrices opérationnelles pour un programme de coopération élargi. Il stipule également que les Départements des Programmes doivent s'engager avec les ONG sur la programmation par pays et consulter les départements des projets sur des activités spécifiques. Le bureau du Conseiller Général est chargé de traiter avec les ONG dans le contexte des cadres juridiques. En outre, le Bureau des Opérations du Pacifique s'occupe des activités de projet et de programmation liées aux ONG. Le Bureau des Services Centraux des Opérations est responsable des ONG qui sont engagées comme consultants, tandis que le Bureau des Relations Extérieures traite les demandes d'information des ONG. Enfin, le Bureau d'Evaluation des Opérations peut évaluer l'efficacité de la coopération entre la BAD et les ONG.

En 2001, la politique à l'égard des ONG a été élargie avec la création du réseau et du centre des ONG, qui a ensuite été rebaptisé Centre des ONG et de la Société Civile (ONGC). La BAD a également établi des partenariats stratégiques avec la société civile. Il existe également le réseau de coopération avec les OSC, qui comprend environ 30 membres du personnel opérationnel appelés 'ancres OSC'. Il s'agit de points focaux pour l'engagement des OSC dans chacun des départements opérationnels, de spécialistes de la société civile dans les missions résidentes et les bureaux de représentation, ainsi que dans d'autres départements de la BAD.

• Réunions annuelles

Une brochure intitulée 'Civil Society Participation at the Annual Meeting of the Board of Governors of the Asian Development Bank' (Participation de la société civile à l'assemblée annuelle du Conseil des Gouverneurs de la Banque Asiatique de Développement) fait l'éloge de la participation de la société civile aux réunions de la BAD, en soulignant que :

Participation de la société civile de la BAD à l'assemblée annuelle

En 2015, plus de 850 OSC et ONG ont été accréditées pour participer à la Réunion Annuelle, en provenance de plus de 30 pays membres. Le nombre le plus élevé de participation d'OSC eut lieu à Manille, en 2012, avec 395 représentants d'OSC présents.⁷³

Toutefois, les OSC sont censées payer leurs propres déplacements et dépenses. On ne sait pas exactement quand cet engagement a commencé.



STOP AIR POLLUTION
CLEAN AIR : CLEAN FUTURE

©Sanjog Manandhar/Forus - jeunes activistes au Népal

Engagement

Le programme des OSC est divisé en trois parties

01

Réunion avec les membres de la haute direction de la BAD. C'est l'occasion pour les OSC de poser des questions à la haute direction, traditionnellement représentée par le Président de la BAD, sur les politiques et les opérations de la BAD.

02

Tables rondes de la société civile. Ces débats sont organisés en collaboration avec les OSC et portent sur le développement ou sur des sujets opérationnels spécifiques en rapport avec les activités de la BAD.

03

Apprentissage avec les partenaires. Dans ce cadre, les OSC, le secteur privé et le personnel de la BAD partagent des solutions innovantes, des points de vue et des expériences sur des thèmes clés du développement, mettant ainsi en valeur le travail des OSC dans le domaine du développement. Le Centre des ONG et de la Société Civile (NGOC) organise également des événements pour les jeunes.⁷⁴

La première consultation régionale avec la société civile a eu lieu en 1994. Le FORUM des ONG a été particulièrement actif dans la contestation de la BAD en marge des assemblées annuelles, notamment en boycottant l'assemblée annuelle en 2001, puis en participant à la toute première session d'experts lors des assemblées annuelles en 2004. Depuis lors, la société civile a participé aux assemblées annuelles à la fois en tant que panéliste et en tant que manifestant. L'engagement lors des Forums Annuels reste limité en ce sens que les questions posées à la direction sont traitées et que la représentation des OSC est largement régionale, au lieu d'inclure des communautés et des OSC plus locales, souvent en raison des coûts liés à la participation.

En 2024, les OSC de l'intérieur et de l'extérieur des salles de l'assemblée annuelle de la BAD ont demandé à la Banque de répondre aux appels à la détérioration et au rétrécissement de l'espace civil, qu'elles considèrent comme une menace pour le développement.⁷⁵ Le moment était opportun, étant donné la révision à mi-parcours de la stratégie de la Banque, la politique d'accès à l'information ayant été récemment révisée et la politique de sauvegarde étant toujours en cours d'examen. La Banque a déclaré qu'elle 'surveillait' la situation, mais qu'elle ne pouvait pas la commenter car il s'agit d'une 'question politique'. La société civile, cependant, affirme que les lois répressives dans les pays clients affectent négativement ses opérations et son engagement à s'impliquer de manière significative. Elle affirme en outre que cela entraîne des risques pour les communautés et l'environnement. Alors que les OSC réclamaient les normes les plus élevées en matière de sauvegarde dans les projets, une coalition de près de 60 organisations a choisi le forum pour demander une révision complète et un remaniement immédiat du Cadre Environnemental et Social (CES).⁷⁶ Les OSC ont également fait remarquer que le Mécanisme de Redevabilité (MR) de la BAD, qui fait actuellement l'objet d'une révision, échouera parce que la fermeture de l'espace civique permettra de multiplier les cas de représailles à l'encontre de ceux qui s'expriment.⁷⁷

La Coalition pour les Droits Humains dans le Développement a mené une campagne intitulée 'Voici le développement que nous voulons', demandant aux communautés et aux organisations de la société civile d'expliquer à quoi ressemble le développement selon elles, à savoir un développement "inclusif, durable et décolonisé".⁷⁸ Les manifestations ont porté sur la réduction du soutien de la Banque aux combustibles fossiles, le respect des peuples autochtones, la justice et la responsabilité pour les communautés.⁷⁹

Dans un post X, le Forum des ONG sur la BAD a déclaré ⁸⁰



NGO Forum on ADB | #nofalsesolutions 🙌🏻👍
@forum_adb

Il ne s'agit pas seulement d'un geste, mais d'un cri de défi contre la complaisance institutionnelle. Nous refusons de rester les bras croisés pendant que la BAD troque l'intégrité environnementale et les droits de l'homme contre le profit. Aujourd'hui, nous portons les voix des marginalisés et les échos des cris de notre planète. Notre message est clair : tant que justice n'aura pas été rendue, notre activisme ne connaîtra pas de répit .

Dans le même temps, Reality of Aid-Asie Pacifique (RoA-AP) a soumis une déclaration collective des OSC à la réunion 2024, affirmant que la Banque doit encore démontrer les principes de coopération au développement efficaces que sont l'appropriation démocratique par les pays, la focalisation sur les résultats, les partenariats inclusifs, la transparence et la redevabilité mutuelle. Cette déclaration est alignée sur l'examen de l'efficacité du développement, qui est un rapport annuel de la direction de la BAD visant à évaluer les progrès de la Banque dans la mise en œuvre de la Stratégie 2030. Ils ont exigé de la Banque des mécanismes plus inclusifs, transparents et redevables pour assurer la protection des droits des peuples, la défense de l'environnement et un environnement favorable à la société civile.⁸¹ La déclaration note que 'les OSC, les organisations populaires et les mouvements sociaux ont souligné que le plan de redressement de la Banque ne tient pas compte de leur rôle historique et de leur redevabilité dans les multiples crises auxquelles la région est confrontée aujourd'hui'.



Déclaration

Plus précisément, la déclaration appelle la BAD à :

- Mettre fin aux conditionnalités, annuler les dettes et abandonner les modalités de financement qui appauvrissent davantage les pays en développement et les États fragiles.
- Mettre fin à la mainmise des entreprises sur le développement, qui rejette les droits démocratiques des personnes marginalisées et vulnérables, et faire respecter les principes et normes environnementaux et fondés sur les droits afin de garantir un développement durable transformateur et axé sur les personnes.
- S'attaquer véritablement à la crise climatique dans sa politique énergétique en cessant tout financement en faveur des combustibles fossiles et des fausses solutions, en décarbonisant son portefeuille, en promouvant l'accès universel à l'énergie, en augmentant le financement des projets d'énergie renouvelable durable menés par les communautés et en adhérant aux principes de l'efficacité du développement.
- Répondre aux besoins humanitaires immédiats, contribuer à traiter les causes profondes des conflits et poursuivre les efforts de développement et de paix à long terme avec d'autres acteurs du développement dans les contextes fragiles et touchés par les conflits et dans les Petits États Insulaires en Développement.
- Veiller à ce que la politique de sauvegarde de la BAD soit solide et réactive et garantir la transparence et la responsabilité de la Banque et de ses partenaires, sur la base d'un cadre axé sur les personnes et fondé sur les droits, et en accordant un rôle principal aux communautés, aux secteurs et à la société civile concernés.

• Coalitions BAD-OSC

Le FORUM des ONG (initialement le groupe de travail des ONG) a été créé en 1991 par 20 ONG de 16 pays qui estimaient que la BAD recevait peu d'attention par rapport à la Banque Mondiale et au Fonds Monétaire International. Il a été réorganisé en 1997 et a créé des groupes de travail régionaux représentant l'Asie Centrale, la sous-région du Mékong, le Pacifique, l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est. En outre, des groupes de travail distincts ont également été formés, composés d'ONG d'Europe, du Japon, d'Australie et des États-Unis. Le Forum des ONG sur la BAD est dirigé par un Comité international dont les membres sont élus par leurs groupes de travail régionaux respectifs représentant les régions et les pays suivants : Asie du Sud, Asie du Sud-Est, Asie centrale et sous-région du Mékong, Pacifique, Japon, Pays-Bas et Philippines. Elle mène des campagnes spécifiques sur les sauvegardes, l'énergie (dans le cadre de laquelle elle dispose d'un outil de suivi des projets de la BAD), la politique de communication publique de la BAD, le Mécanisme de Redevabilité et la stratégie 2030. Parmi ses campagnes, citons 'Un témoignage visuel des 50 années de destruction de la BAD' (2017), Décarboner la BAD et BAII (2018), la Campagne de Planification Énergétique Intégrée Sud-Sud (2020) et une refonte de la politique de sauvegarde en 2024, comme indiqué ci-dessus. En 2021, la BAD a annoncé qu'elle cesserait de financer le charbon. Un bon résumé de leurs engagements avec la BAD se trouve dans leur lettre d'introduction au nouveau Président de la Banque en 2020⁸² et dans leur vidéo de 30 ans de Forum des ONG sur la BAD.⁸³ Cependant, les enquêtes menées par la société civile révèlent que la BAD continue de financer le charbon, comme dans le cas de l'Indonésie, où un prêt de 600 millions de dollars US destiné à 'promouvoir l'utilisation d'énergies propres' soutient le plan national du pays visant à construire des dizaines de centrales au charbon.⁸⁴

L'observatoire du Bilan de l'Aide - Asie-Pacifique (RoA-AP) est une base de données initiée et gérée par les OSC sur les projets de développement financés par l'aide publique au développement (APD) ou financés par les Institutions de Financement du Développement (IFD). Comme mentionné ci-dessus, le RoA-AP s'est engagé spécifiquement avec la BAD en termes de principes d'efficacité du développement. Il mène également des campagnes spécifiques sur les projets de la BAD.

• Communication et sensibilisation

La BAD a communiqué de manière proactive sur son engagement avec les OSC, mais il s'agit de l'implication des OSC dans les opérations de la BAD, et moins d'un engagement significatif dans la politique. Le Centre des ONG a facilité la création de connaissances à partir de sources extérieures, mais la plupart de ces connaissances sont quantitatives. Il y a moins d'informations sur le montant des ressources de la BAD consacrées à la participation des OSC. Un examen de l'engagement de la société civile réalisé en 2006 a recommandé de documenter les enseignements et les bonnes pratiques en matière d'engagement des OSC dans les processus, ainsi que les lignes directrices opérationnelles visant à faciliter l'engagement des OSC dans les opérations. Elle a également recommandé d'allouer des ressources à l'engagement de la société civile dans la conception des projets.⁸⁵ Par la suite, la Banque a documenté la manière dont la société civile s'est engagée dans chacun des pays qui composent ses États Membres dans des notes d'information sur la société civile, tout en produisant des blogs qui présentent des perspectives sur la société civile. Elle a mis en place une initiative 'Jeunesse pour l'Asie'. Le FORUM des ONG produit également des critiques des politiques de la BAD et des publications, sous la forme de notes d'information et de guides, qui traitent des opérations de la Banque en Asie et dans le Pacifique. Il publie également un magazine trimestriel, Bankwatch.



S'engager avec la société civile sur des politiques et des opérations spécifiques de la Banque

Stratégies globales et par pays

Le FORUM des ONG est l'une des coalitions de la société civile qui s'est activement engagée dans la Stratégie 2030 de la BAD. L'une des critiques de cette stratégie est que la BAD a l'intention de passer à des systèmes de sauvegarde nationaux sans évaluer l'équivalence de ses propres systèmes de sauvegarde.⁸⁶

En ce qui concerne les stratégies par pays, la BAD note qu'en 2023, les OSC du Cambodge, de la Géorgie, de la République Démocratique Populaire Lao (RDP Lao) et de l'Ouzbékistan ont pris part à des activités de consultation dans le cadre de la formulation de nouvelles stratégies de partenariat par pays (SPP) qui guideront les opérations de la BAD dans ces pays pendant cinq ans.⁸⁷ Dans le rapport 2022, elle note que la société civile a participé à la SPP pour le Timor-Leste et aux évaluations de la gouvernance dans trois domaines thématiques : la gestion des finances publiques, les marchés publics et la lutte contre la corruption. Elle affirme que cette approche a été testée en tant que pilote dans le cadre de l'évaluation de la gouvernance pour la République Kirghize et qu'elle est à présent déployée dans les évaluations et les Stratégies de Partenariat par Pays (SPP) suivantes.

Accès à l'information

La Politique d'Accès à l'Information de la BAD s'appelait auparavant la politique de communication publique de 2012 à 2018. Les modalités d'accès à l'information peuvent être consultées [ici](#). La révision de la politique d'accès à l'information a été réalisée en 2016-2017. Elle est entrée en vigueur en 2019. Selon la BAD, la nouvelle politique comporte un nouveau principe primordial de divulgation claire, opportune et appropriée. Ce principe a été conçu pour répondre aux critiques formulées par le passé, telles que l'absence d'engagement formel en faveur de la divulgation des informations, l'absence de délai global pour répondre aux demandes, l'exclusion de catégories entières de documents de l'accès public, les motifs limités de divulgation des informations dans l'intérêt public et les motifs limités d'introduction de recours.⁸⁸

Cependant, le processus de révision a été marqué par la controverse, la BAD proposant de remplacer une exception limitée visant à protéger les bonnes relations avec les États et les organisations intergouvernementales par une règle qui donne à tous les tiers un veto général sur la divulgation des informations, aucun délai global pour répondre, des exclusions et des règles discrétionnaires et des motifs d'appel limités.⁸⁹ Le Forum des ONG a fait de multiples soumissions à la BAD sur sa politique,⁹⁰ avec la dernière soumission faite en 2018, qui comprenait des engagements de traduction, la nomination d'un point focal pour le traitement des demandes, la suppression des exemptions, des dérogations et des vetos, un panel d'appel indépendant sans compromis et des exigences strictes en matière de divulgation d'informations sur les intermédiaires financiers, y compris les tiers, et lors de l'utilisation du Système de Sauvegarde du Pays (SSP).⁹¹ Le FORUM affirme que la Banque manque de volonté politique et de ressources pour mettre en œuvre le droit à l'information.⁹² Les détails de la mise en œuvre de la politique et des exigences en matière de divulgation sont fournis dans le manuel des opérations de la BAD.⁹³

Cadre environnemental et social

La politique de sauvegarde s'appelait à l'origine la politique de sauvegarde de 2009 et s'appelle désormais le cadre environnemental et social (CES) proposé. Elle fait actuellement l'objet d'une révision⁹⁴ et s'inspire fortement de l'examen de l'efficacité de la déclaration de politique de sauvegarde réalisé en 2020 par le département d'évaluation indépendant de la BAD. Il convient de noter qu'il s'agit d'un cadre complet pour les dispositions de sauvegarde de la BAD dans trois domaines : l'environnement, la réinstallation involontaire et les peuples autochtones. Si la BAD estime que l'application de systèmes de sauvegarde nationaux aux projets de développement réduit les coûts de transaction, renforce l'appropriation par les pays et contribue à assurer la viabilité à long terme des efforts de développement, il convient de noter que la déclaration stipule que : 'L'utilisation des systèmes de sauvegarde nationaux n'est ni automatique ni obligatoire. Les systèmes de sauvegarde nationaux ne peuvent pas être utilisés pour des projets que la BAD considère comme très complexes ou sensibles'.⁹⁵

Pour préparer cette révision, la BAD a entrepris 18 études analytiques et a tenu des consultations approfondies avec les pays membres en développement. Parmi les suggestions les plus innovantes issues des consultations, on peut citer l'intégration du changement climatique, l'intégration des exigences relatives au consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones, ainsi qu'une proposition visant à inclure une norme spécifique sur l'engagement des parties prenantes, la divulgation d'informations et les mécanismes de recours en cas de plaintes, entre autres.⁹⁶ Le Haut-Commissariat des Nations unies aux Droits de l'Homme (HCDH) a principalement plaidé en faveur d'un meilleur alignement de la politique sur le droit international en matière de droits humains et a plaidé pour que la diligence raisonnable en matière de droits humains soit une exigence explicite des sauvegardes révisées.⁹⁷

Lors des réunions annuelles 2024, la société civile a rédigé une déclaration collective demandant une révision du cadre proposé pour le CES.⁹⁸ La déclaration allègue qu'en dépit de l'engagement dans le processus de révision pendant plus de deux ans, en participant à des réunions en ligne et en personne, de nombreuses contributions n'ont pas été incluses de manière significative. Ils ont félicité la Banque pour avoir organisé 84 événements de consultation en ligne, dix consultations dans le pays et sept consultations de projet avec des personnes directement affectées, mais ont fait valoir que le Bureau des Sauvegardes de la BAD n'avait pas expliqué comment les contributions des OSC avaient été prises en compte dans le document de politique générale. Le document ne s'engageait pas à respecter le principe 'Do no harm' (ne pas nuire) et contenait des termes flexibles. La société civile a donc réclamé des normes obligatoires, conformes et assorties de délais. Elle a également soutenu que la flexibilité dans l'application des systèmes d'emprunt devait être supprimée du CES.

Le Forum des ONG sur la BAD a noté que:

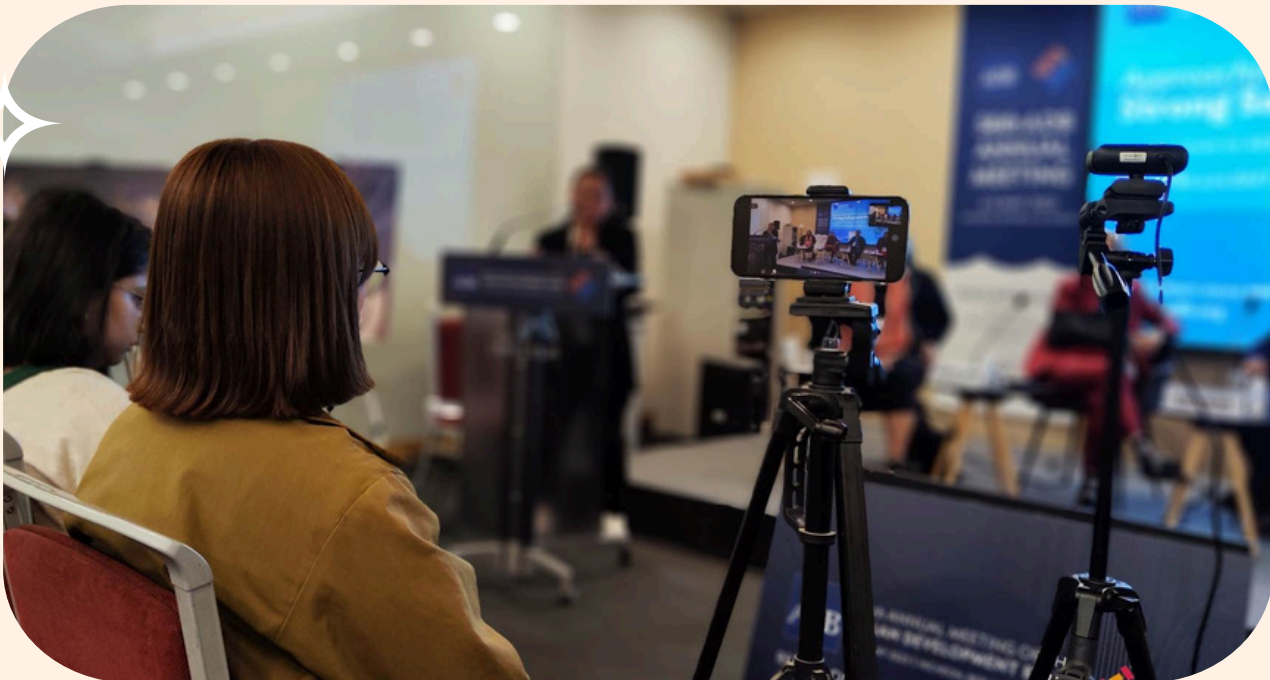
Notre analyse de ce livre blanc du CES révèle une politique qui cherche à diluer les réglementations contraignantes des normes de la Politique de Sauvegarde 2009 à travers l'approche de la hiérarchie d'atténuation, permettant aux emprunteurs de contourner les Evaluations des Impacts Environnementaux (EIE) et Sociaux (EIS) avant l'approbation du conseil d'administration pour les projets à risque élevé et moyen. L'environnement et les communautés locales sont ainsi directement menacés par toutes les opérations des projets de la BAD.⁹⁹

Parce que le document n'identifie pas le cycle de projet de la BAD et ne peut donc pas garantir comment et quand l'approche abordera les préjudices liés au projet.¹⁰⁰ En outre, le document utilise un nouveau terme : L'approche commune applicable au cofinancement de projets entre la BAD et d'autres BMD. Étant donné qu'il ne s'engage pas à respecter les normes les plus strictes en matière de garanties et qu'il parle plutôt d'une approche commune, cela pourrait se traduire par des normes moins strictes que d'habitude lorsque les projets sont financés.¹⁰¹

Genre

La stratégie 2030 de la BAD considère l'accélération des progrès en matière d'égalité des genres comme une priorité opérationnelle. Gender Action a évalué le Plan Opérationnel de la BAD pour la priorité 2 : Accélérer les progrès en matière d'égalité des sexes (2019-2024) et a constaté qu'il s'agissait de la BDP le plus performant sur le papier. Il était solide en termes d'objectifs, de priorités et de mécanismes et, sur le plan thématique, l'approche de la BAfD en matière de genre était solide en termes de travail non rémunéré, de genre et de changement climatique, de genre, d'environnement et de biodiversité, et de Violences Basées sur le Sexe et le Genre (SGVB) et d'Exploitation Sexuelle, d'Abus et de Harcèlement (SEAH). Elle était adéquate en ce qui concerne les minorités sexuelles et de genre, la dotation en personnel et le suivi et l'évaluation (S&E).¹⁰² La politique n'a pas été à la hauteur de son mandat.

L'analyse a révélé que la politique de sauvegarde de la BAD de 2009 était adéquate en ce qui concerne son mandat en matière de genre et faible en ce qui concerne les références à la discrimination et aux droits humains, à la divulgation d'informations, à la réinstallation, aux risques environnementaux et sociaux, à la dette, au changement climatique, à l'environnement et à la biodiversité, ainsi qu'aux consultations et au consentement.¹⁰³ Dans la soumission du Forum des ONG au CES révisé, comme mentionné ci-dessus, les OSC ont accusé la politique de la BAD d'être aveugle au genre, exigeant une formulation immédiate et contraignante sur les droits fondamentaux des femmes.¹⁰⁴



©Forum des ONG de la Banque asiatique de développement (BAD) Assemblée annuelle de la Banque asiatique de développement (BAD), Corée du Sud

Le mécanisme de redevabilité

Il s'agit d'un forum où les personnes affectées par les projets de la BAD peuvent chercher des solutions à leurs problèmes et signaler la non-conformité des politiques et procédures opérationnelles de la BAD. Le mécanisme de redevabilité (MR) de la BAD a été créé en 2003, en remplacement de la Fonction d'Inspection de 1995. La société civile a commencé à engager la BAD sur ce sujet à partir de 2008 et a soumis des commentaires lors de la révision du MR en 2011 et 2012.

Le Mécanisme de Redevabilité dispose de deux bureaux distincts : le Bureau du Facilitateur de Projet Spécial (OSPF) et le Bureau du Panel de Vérification de la Conformité (OCRPF), qui soutiennent la Fonction de Vérification de la Conformité (CRF). L'OSPF et l'OCRPF mènent conjointement des activités de sensibilisation visant à mieux faire connaître et comprendre le mécanisme, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la BAD. Le mécanisme comporte deux phases : une phase de consultation et une phase d'examen de la conformité. Pour déposer une plainte, il convient de l'adresser au Bureau du Facilitateur de Projet Spécial. Elle doit comporter les coordonnées de la personne à contacter, des déclarations sur la manière dont le plaignant serait lésé par un projet de la BAD, une brève description du projet, les moyens par lesquels le plaignant souhaiterait que la BAD l'aide, et une description des mesures prises pour soulever la question auprès de la direction de la Banque. Les modalités de dépôt d'une plainte sont détaillées [ici](#).

Dans le passé, les recours pour les communautés affectées ont été lents et limités. Cela s'explique en partie par les difficultés de suivi, le manque de capacité et la diversité des cadres politiques.¹⁰⁵ Toutefois, il convient de noter que la BAD dispose désormais d'une page web qui présente une ventilation rapide des plaintes reçues par le comité d'examen de la conformité.¹⁰⁶ Il en ressort qu'en 2023-2024, environ 24,4 % des plaintes concernaient la réinstallation, l'indemnisation, l'acquisition de terres et l'évaluation, tandis que 25,6 % portaient sur l'information, la consultation et la participation, et 20,9 % sur l'environnement. Les questions communautaires et sociales représentaient 15,1 % des plaintes.

Néanmoins, le MR a fait l'objet de critiques. Accountability Counsel note que le mécanisme de la BAD est 'terriblement en retard sur les bonnes pratiques et doit être réformé de toute urgence'. Il a indiqué qu'il avait comparé la politique du MR de la BAD à celle de ses institutions sœurs afin de démontrer le retard de la BAD en matière de bonnes pratiques.¹⁰⁷

Voici quelques-unes de ses lacunes fondamentales :

- Le Bureau du Facilitateur de Projet Spécial de la BAD n'est pas indépendant de la direction et doit rendre compte au Président.
- La BAD exige que les communautés s'engagent avec le département opérationnel responsable du projet avant d'accéder au MR.
- La BAD ne consulte pas les communautés sur le Plan d'Action de Gestion avant l'approbation du conseil d'administration.

Accountability Counsel a également soumis une proposition au Conseil d'Administration de la BAD. Il a fait valoir que les critères d'éligibilité de la BAD étaient problématiques car ils exigeaient un engagement préalable de bonne foi avec la direction. De nombreuses communautés craignent des représailles de la part des acteurs de la Banque qui causent des dommages environnementaux et sociaux, mais aussi parce que les communautés ne sont pas en mesure de soulever les problèmes directement. Ainsi, les communautés se voient refuser le droit à la représentation parce qu'elles sont limitées par les personnes qui peuvent les conseiller.

C'est ce qui ressort d'une plainte que les OSC ont soumise au MR de la BAD concernant le périphérique de la ville d'Imphal en Inde. Ce projet a fait l'objet de nombreuses controverses depuis son lancement en 2014. La route visait à améliorer la connectivité routière et le commerce. Des consultants internationaux ont mené l'étude de faisabilité, avec le soutien de la BAD. Les communautés autochtones affectées se sont opposées à l'étude en raison d'un manque de consultation, d'une évaluation d'impact limitée et d'une évaluation injuste de leurs actifs. Elles ont déposé des plaintes auprès du Bureau du Panel de Vérification de la Conformité de la BAD le 15 décembre 2014. Le projet a été retardé de plusieurs années, jusqu'en 2020. Après la reprise des travaux, une plainte a de nouveau été déposée auprès du mécanisme de redevabilité en septembre 2023 et a été jugée inéligible le 3 janvier 2024. La plainte déposée auprès du Mécanisme de Redevabilité a été jugée inéligible. Le critère stipule qu'il doit y avoir un engagement préalable avec les autorités locales, qui n'avaient pas répondu auparavant. Cependant, le Centre de Recherche et de Plaidoyer de Manipur s'est rendu à l'Assemblée annuelle de la BAD en 2024, tout en impliquant l'équipe nationale de la BAD et les médias.

©Forum des ONG sur la BAD Karl Isaac Santos - La société civile demande à la BAD de renforcer les garanties environnementales et sociales



Le Département des Travaux Publics a depuis accepté de tenir dix audiences publiques, ce qui est sans précédent.¹⁰⁸ Pour plus de détails sur l'étude de cas, consultez la boîte à outils.

En outre, Accountability Counsel a fait valoir que la BAD n'a pas permis aux communautés d'obtenir des réparations significatives pour les préjudices sociaux et environnementaux. Actuellement, le Panel de Vérification de la Conformité (OCRP) ne peut que constater la non-conformité et n'a pas pour mandat de prendre des mesures correctives. Le suivi est également limité à un nombre prescrit d'années, ce qui signifie que tous les préjudices ne sont pas réparés. Enfin, le MR devrait disposer d'une politique claire et fondée sur les droits pour traiter les représailles.¹⁰⁹ En outre, le FORUM des ONG a soumis des commentaires concernant le MR. Il affirme que les mécanismes de réclamation au niveau des projets ne sont pas efficaces parce qu'ils ne sont pas accessibles aux communautés, qu'ils ne protègent pas les plaignants contre les réactions négatives et les représailles et qu'ils n'ont pas accès à des voies de recours. Le FORUM demande donc que l'engagement dans des mécanismes de réclamation locaux ne soit pas une condition préalable à l'engagement avec le MR.¹¹⁰ Cela a conduit le FORUM à mener une campagne pour que l'immunité de la BAD soit supprimée, en citant des cas déposés devant des tribunaux nationaux pour la SFI.¹¹¹

Évaluations de l'engagement de la société civile

La BAD affirme qu'elle a progressivement intégré l'engagement des OSC dans l'ensemble de ses opérations et qu'en 2016, les OSC ont été impliquées dans 96 % des projets souverains.¹¹² Elle note en outre que les réformes en cours, telles que la simplification des procédures de passation des marchés et l'intégration des accords de partenariat avec les OSC, contribueront à étendre encore cette collaboration. La BAD a également rejoint de nouvelles initiatives telles que le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (Open Government Partnership), qui promeut la transparence, l'autonomisation des citoyens, cherche à lutter contre la corruption et à exploiter les nouvelles technologies pour renforcer la gouvernance.

Participation des ONG

Dans sa page web sur l'engagement avec les ONG, la Banque note que l'engagement a fonctionné selon les lignes suivantes :

- En établissant des partenariats stratégiques avec des réseaux d'ONG, tels que le WWF, pour le partage d'informations, la gestion des connaissances et le renforcement des capacités.
- Travailler en étroite collaboration avec les OSC pour atteindre les minorités vulnérables et les communautés défavorisées.
- Travailler avec les OSC pour assurer le suivi des projets.
- Travailler avec les OSC pour répondre aux catastrophes telles que les cyclones.
- Faire en sorte que la BAD rende des comptes.

En 2015, la BAD a produit une publication détaillant les différentes façons dont les OSC sont engagées dans les opérations de la BAD en Asie du Sud. L'étude a été conçue pour encourager une réflexion plus approfondie sur les différents contextes dans lesquels la société civile pourrait s'engager. L'étude s'est d'abord penchée sur l'engagement des OSC dans la mise en œuvre de 33 projets, puis sur l'implication des OSC dans la planification et l'évaluation des projets et des programmes nationaux.¹¹³

En ce qui concerne la mise en œuvre des projets, l'étude a examiné les ONG en tant que contractants pour une série de services dans la mise en œuvre des projets de prêt, les organisations communautaires en tant que groupes cibles et bénéficiaires des projets de prêt et les ONG en tant que fournisseurs d'assistance technique. L'étude a montré que la collaboration avec les ONG se faisait essentiellement par le biais de la mise en œuvre des projets. Les ONG font l'objet de contrats concurrentiels pour la fourniture de services. Les ONG sont appréciées pour leur présence sur le terrain, leur expérience en matière de sensibilisation des communautés et de mobilisation sociale, et leur capacité à communiquer clairement et dans les langues locales. Toutefois, certaines ONG ne sont pas familiarisées avec les processus d'appel d'offres, de passation de marchés et de gestion de projets. L'étude a révélé que dans les documents de projet, même lorsqu'un rôle est envisagé pour une ONG, ces documents ne précisent pas la manière dont elle serait impliquée ni les résultats escomptés. Il est donc essentiel d'évaluer les capacités des ONG et de s'efforcer de les développer en vue d'un engagement plus durable.

En ce qui concerne l'engagement des organisations communautaires (OC) en tant que bénéficiaires des projets de prêt, l'étude a montré que les OC ne sont pas seulement importantes pour la prestation de services, mais aussi pour atteindre des objectifs spécifiques dans des domaines tels que l'amélioration de la productivité agricole ou la garantie de la durabilité des investissements dans les infrastructures rurales telles que les canalisations d'eau et les systèmes d'irrigation. Les organisations communautaires ont joué un rôle essentiel en soutenant la participation et le leadership des femmes, ainsi que leur accès à l'information et aux avantages. Enfin, en termes d'assistance technique, les ONG peuvent jouer un rôle important dans l'engagement communautaire au sens large, ainsi que dans des domaines sectoriels ou thématiques spécifiques. Toutefois, les documents de projet n'indiquent pas clairement ce qui est testé, quels résultats seront évalués et comment ces résultats seront contrôlés.¹¹⁴

L'étude de la BAD s'est également penchée sur la planification au niveau des projets et des pays. Elle a constaté que, bien qu'il y ait eu un engagement au niveau du projet, il n'y avait pas de documentation sur les types d'OSC consultées ou sur la profondeur et la qualité de ces consultations.¹¹⁵ Ce constat a été réaffirmé par le Directeur Général du Forum des ONG sur la BAD en 2021, qui affirme que la BAD fait principalement appel à des consultants pour réaliser les évaluations sociales et environnementales. Plutôt que de s'engager dans des évaluations sur le terrain, les spécialistes des sauvegardes de la Banque ont passé la plupart de leur temps à éditer et à consulter des rapports.¹¹⁶ L'étude de 2015 de la BAD a révélé que la société civile peut jouer un rôle important dans la sensibilisation et l'acceptation des impacts négatifs potentiels, ou dans l'identification de mesures susceptibles d'étendre les impacts positifs. Au niveau national, les ONG ont généralement été consultées à un stade tardif, après que les priorités et les activités ont été établies. La présente étude, ainsi que l'évaluation de 2006, ont noté qu'il n'était peut-être pas réaliste d'aller plus loin, puisqu'il s'agit essentiellement d'une discussion bilatérale entre la BAD et un gouvernement membre. Il existe également peu de documentation sur ce qui a été fait du retour d'information. L'étude a également révélé que les consultations variaient d'un pays à l'autre, en fonction de l'importance de la société civile et du niveau de confiance avec le gouvernement.¹¹⁷ En ce qui concerne la stratégie et la politique de l'entreprise, la BAD a consulté les ONG et d'autres parties prenantes lors de l'élaboration de diverses politiques et publie la liste des stratégies ou des politiques à revoir sur son site web. Lors de ses réunions annuelles, la BAD a de plus en plus invité des ONG et des OSC à participer à des panels, tout en présentant des projets.

L'étude note également que l'on pourrait faire davantage pour tirer parti de l'expertise et des méthodes de travail des ONG et pour les faire participer aux efforts de développement en tant qu'organisations. Les auteurs de l'étude décrivent un cas dans lequel des ONG du Bangladesh ont reçu des subventions pour réduire le prix d'achat de systèmes solaires domestiques. Ces ONG ont ensuite prêté à des clients dans des zones rurales, installé des systèmes, contrôlé leurs performances et assuré la maintenance et l'assistance technique. L'étude cite également un partenariat institutionnel évolutif avec le WWF, où un protocole d'accord a été signé en 2001 et a permis une collaboration au niveau des programmes.¹¹⁸

En 2016, les OSC et le Centre des ONG et de la Société Civile (NGOC) a procédé à un examen des politiques et des opérations de la BAD, plaidant en faveur d'une collaboration plus approfondie dans l'ensemble des opérations de la BAD.¹¹⁹ La BAD a ensuite développé un groupe de travail pour l'assistance technique sur 'l'Approfondissement de l'Engagement de la Société Civile pour l'Efficacité du Développement'. Le Partenariat pour la Transparence a ensuite été employé pour renforcer la capacité de la société civile à s'engager dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des projets de la BAD, en démontrant l'engagement de la société civile et en produisant des produits de connaissance.¹²⁰

S'appuyant sur la publication de 2015, un nouveau rapport publié en 2022 a analysé l'engagement de la BAD en Asie du Sud entre 2015 et 2021.¹²¹ Il a constaté que l'engagement avec les OSC était le plus élevé dans le Département Régional de l'Asie du Sud de la BAD (SARD). La plupart de cet engagement s'est fait par le biais de consultations au cours de la mise en œuvre des projets, bien que dans environ 38 % des cas, les OSC aient mis en œuvre les composantes des projets. Dans ces cas, la mise en œuvre s'est bien déroulée. Le SARD a également adopté des approches personnalisées pour impliquer les OSC dans la Stratégie de Partenariat par Pays (SPP). L'étude a montré que l'engagement des OSC a permis d'améliorer la conception des projets. Elle a également montré l'éventail des rôles que les OSC pouvaient jouer dans la coordination et le développement des capacités au cours de la mise en œuvre du projet. Elle a montré que les OSC pouvaient jouer un rôle actif dans la prestation de services au cours de la mise en œuvre des projets de la BAD et que de nombreuses OSC étaient particulièrement bien placées pour contribuer à la mise en œuvre des projets de sauvegarde sociale en raison de leurs solides relations avec les communautés et de leur compréhension des normes locales et de la présence de la communauté. L'étude a montré que l'implication des OSC en tant que bénéficiaires à un stade précoce augmentait la durabilité d'un projet et conduisait à de meilleurs résultats en matière de développement. Elle a révélé que les OSC jouaient un rôle important en matière d'assistance technique lorsqu'elles s'engageaient auprès de communautés exclues et vulnérables, et qu'il était possible d'accroître l'engagement des OSC dans le suivi et l'évaluation, ainsi que dans le dialogue politique.

De manière plus générale, la BAD élabore depuis 2016 des rapports qui illustrent les points forts de la coopération de la BAD avec la société civile.¹²² Les rapports montrent que l'engagement au fil des ans s'est approfondi, passant de la consultation dans la mise en œuvre des projets à l'engagement dans la conception et le suivi des projets, en particulier sur l'utilisation d'approches participatives à la base pour aider les groupes pauvres et vulnérables. Il y a également eu un plus grand engagement dans les Stratégies de Partenariat par Pays (SPP). Le rapport salue également les efforts déployés pour améliorer les processus institutionnels d'engagement des OSC. En 2020-2021, la BAD a mis à jour son manuel d'opérations sur la promotion de l'engagement avec les OSC en fournissant une définition de l'OSC. Elle note que 'la BAD recherche un engagement proactif, significatif et productif avec les OSC afin d'explorer les possibilités d'accroître leur participation à la conception et à la mise en œuvre des opérations de la BAD, le cas échéant'. Consciente de la diversité des OSC et des différences entre les pays, elle a reconnu l'existence d'une gamme flexible de mécanismes adaptés aux différents contextes.¹²³ Comme indiqué dans le rapport 2022, la BAD a également approuvé un nouvel indicateur pour évaluer l'engagement de la société civile afin de rendre compte de sa participation significative. Le Centre des ONG et de la Société Civile (NGOC) de la BAD examine désormais chaque année les rapports de tous les projets achevés afin de déterminer si l'engagement significatif prévu au stade de la conception du projet s'est matérialisé par une participation des OSC au cours de la mise en œuvre.

En 2022, le NGOC a évalué les documents lors de l'approbation des projets, en particulier les rapports et les recommandations du Président au Conseil d'Administration, ainsi que le résumé des Stratégies de Réduction de la Pauvreté et des Stratégies Sociales et d'autres documents liés. L'examen a porté sur 106 projets clôturés en 2022, afin de déterminer s'ils comportaient des éléments de participation significative des OSC. Sur les 54 projets achevés en 2022 qui prévoyaient une participation significative de la société civile, 46, soit 85 %, ont respecté leurs plans de participation significative des OSC.¹²⁴

Le rapport 2022 de la BAD sur les points forts de la coopération de la BAD avec les OSC fait également état d'évolutions positives, telles que la participation de près de 1 000 représentants d'OSC à l'examen de la politique de sauvegarde de la BAD, les consultations sur le mécanisme énergétique de la BAD ainsi que sur le plan d'action de la BAD en matière de changement climatique et sur les notes d'orientation relatives au gaz naturel et à la transformation des déchets en énergie.¹²⁵ La société civile a également participé à la 55e réunion annuelle de la BAD, avec un programme dédié à la société civile. Le rapport fait état de certaines réalisations, notamment l'apprentissage par les pairs entre les personnes de contact des OSC de la BAD, l'engagement significatif des jeunes dans les opérations de la BAD et le partage des connaissances avec d'autres banques multilatérales de développement grâce à un événement en ligne intitulé 'Engagement de la société civile pour l'efficacité du développement', qui s'est tenu les 23 et 24 février 2022. La BAD a marqué la Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie le 18 mai 2022 avec un webinaire intitulé 'Driving Inclusion : Addressing Legal Barriers for Sexual and Gender Minorities' (Favoriser l'inclusion : lever les obstacles juridiques auxquels se heurtent les minorités sexuelles et de genre).

Toutefois, il convient de noter que ces évaluations étant réalisées par la Banque, elles seront naturellement positives. Les rapports examinent les engagements avec les OSC qui sont principalement contractées pour réaliser des projets, plutôt que d'expliquer comment ils ont intégré les contributions des OSC en termes de politiques.



©Both Nomads/Forus - agriculteur au Népal





©Forum des ONG sur la BAD - action publique

Recommandations aux OSC pour renforcer leur engagement auprès de la BAD

- Identifier les prochaines stratégies nationales à examiner et plaider en faveur de l'engagement des OSC.
- Préconiser des réunions régulières entre les OSC, y compris le FORUM des ONG et d'autres partenaires, pour permettre à la société civile de s'engager dans le dialogue politique, ainsi que le suivi et l'évaluation de ces engagements.
- Plaider pour que le NGOC tienne compte des voix critiques (ainsi que des contractants) et de l'influence des OSC sur la politique dans ses rapports d'évaluation annuels sur l'engagement significatif avec les OSC.
- Mettre au point une évaluation indépendante de la coopération de la BAD avec les OSC.
- Continuer à plaider auprès de la direction de la BAD pour que sa politique d'accès à l'information comprenne des engagements en matière de traduction et la désignation d'un point focal chargé de traiter les demandes d'accès à l'information. Insister pour que la BAD supprime les exemptions, les dérogations et les vetos, qu'elle crée un panel d'appel indépendant et sans compromis et qu'elle applique des exigences strictes en matière de divulgation d'informations sur les intermédiaires financiers, y compris les tierces parties, et lors de l'utilisation d'un Système de Sauvegarde National (SSN).
- Engager la direction de la Banque à réviser sa Politique de Sauvegarde. Il s'agirait notamment de s'engager à ne pas nuire, à respecter des normes obligatoires et assorties de délais, à supprimer la flexibilité dans l'application des systèmes de l'emprunteur pour le CES et l'approche de la hiérarchie des mesures d'atténuation. Appliquer les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits humains à l'approche commune applicable au cofinancement de projets. Veiller à ce que la politique contienne des dispositions relatives à l'égalité entre les hommes et les femmes.
- Engager la direction de la BAD à aligner la politique de Mécanisme de Redevabilité (MR) sur les bonnes pratiques en renforçant son indépendance, en supprimant les clauses qui insistent sur le fait que les communautés doivent s'adresser aux bureaux nationaux avant d'avoir accès au Mécanisme de Redevabilité, en consultant les communautés sur les plans de gestion, en supprimant la clause d'éligibilité relative à l'engagement préalable de bonne foi, en permettant aux communautés d'obtenir des réparations significatives pour les préjudices sociaux et environnementaux et en incluant l'obligation pour les clients et les sous-clients d'informer les personnes affectées par le projet de la disponibilité du Mécanisme de Redevabilité. La politique du MR devrait également redéfinir son mandat de surveillance jusqu'à ce que tous les préjudices soient réparés et contenir des dispositions sur les représailles.

05

Banque Interaméricaine de Développement



©Wally Gobets - Siège de la BID



©Finance en commun 2023 co-organisé par la BID

Mandat et objectifs

La Banque Interaméricaine de Développement (BID) a été créée en 1959 et constitue la principale source de financement du développement en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le groupe de la BID comprend la Banque Interaméricaine de Développement, BID Invest, qui travaille avec le secteur privé de la région, et BID Lab, qui expérimente des moyens novateurs pour stimuler une croissance plus inclusive. La stratégie 2023-2030 de la BID présente ses trois objectifs principaux, à savoir la réduction de la pauvreté et des inégalités, la lutte contre le changement climatique et le renforcement de la croissance durable. Ses sept domaines opérationnels sont la biodiversité, le capital naturel et l'action climatique ; l'égalité des sexes et l'inclusion de divers groupes de population ; la capacité institutionnelle, l'État de droit et la sécurité des citoyens ; la protection sociale et le développement du capital humain ; l'infrastructure durable, résiliente et inclusive ; et le développement productif et l'innovation par le biais du secteur privé et de l'intégration régionale.¹²⁶

Comme la BAfD et la BAD, la BID est dotée d'un Conseil des Gouverneurs, composé de pays membres. Chaque gouverneur dispose d'un droit de vote proportionnel au capital souscrit par son pays au sein de la Banque. Il y a 14 Directeurs Exécutifs et un Président de la BID. Les pays membres sont au nombre de 48. Les États-Unis sont de loin le plus grand actionnaire (régional, non emprunteur), avec 30 % des parts, suivis par l'Argentine, le Brésil, le Mexique et le Japon.¹²⁷

Parmi les pays emprunteurs, outre l'Argentine et le Brésil, le Venezuela, le Chili et la Colombie sont également d'importants contributeurs. Parmi les pays non régionaux et non emprunteurs, les plus importants sont, outre le Japon, la France, l'Allemagne, l'Espagne et le Royaume-Uni. Le Canada est également un important membre régional non emprunteur. La BID a des bureaux dans 26 pays, avec un siège à Washington DC et deux autres bureaux au Japon et en Espagne. Elle dispose également de cinq départements dans la région. De plus amples informations sont disponibles [ici](#).

La BID note que sa stratégie institutionnelle a été informée par le processus de consultation publique le plus large de notre histoire¹²⁸. Ce processus a débuté en 2023 et la stratégie a été approuvée en mars 2024. Au cours des consultations, les OSC ont souligné la nécessité d'accorder une attention adéquate à l'expérience des communautés affectées. Elles ont également souligné la nécessité d'appliquer les principes de bonne gouvernance et d'améliorer la planification en amont.¹²⁹

Cadres pour l'engagement de la société civile

Calendrier de la BID¹³⁰

2009

La Société Civile soumet des commentaires sur le projet de politique de la BID concernant le Mécanisme Indépendant de Consultation et d'Investigation (MICI)

2010

La BID publie la politique révisée du MICI

2011

Le Conseil de la Redevabilité envoie une lettre sur le fonctionnement du MICI

2013

Le Conseil de la Redevabilité et ses partenaires ont soumis des commentaires conjoints sur la politique de la BID en matière de Mécanisme Indépendant de Consultation et d'Investigation

2013

La Société Civile a participé à l'assemblée annuelle de la BID

2014

La BID publie une version actualisée de sa politique en matière de MICI

2017

La Société Civile soumet une recommandation conjointe sur la Politique de Divulgence de l'Information de BID Invest

2018

Développement d'une stratégie d'engagement du groupe de BID et de la société civile

2018

La Société Civile soumet une proposition conjointe sur le projet de politique d'accès à l'information de IDB Invest

2019

La BID approuve la politique d'accès à l'information

2019

Soumission de la Société Civile sur le projet de politique de durabilité de IDB Invest

2020

Proposition de révision de la Politique d'Accès à l'Information approuvée

2020

La Société Civile fait des recommandations collectives sur le cadre de politique environnementale et sociale (CPES)

2020

La BID approuve le nouveau CPES

2021

La BID élabore un plan d'action pour la Société Civile

2022

Le groupe de travail de la BID soumet une proposition sur la Politique d'Accès à l'Information

2023

Engagement de la Société Civile dans la nouvelle stratégie institutionnelle

2023

La Société Civile a assisté (mais n'a pas participé) à l'assemblée annuelle de la BID

2023

Soumission des OSC sur le manque d'inclusivité de la Politique d'Accès à l'Information

2024

La Société Civile a participé à l'assemblée annuelle de la BID (écart de dix ans)



©Finance en commun - Sommet de la finance en commun 2023 - Organisé par la BID, Bancoldex et ALIDE

Cadre d'engagement BID-OSC

L'engagement de la société civile auprès de la BID a été limité jusqu'à récemment, ce qui est décrit en détail dans les réunions annuelles ci-dessous. Avec le changement de direction de la Banque, Ilan Goldfajn a souligné que la Banque revitaliserait ses relations avec la société civile et a annoncé que la stratégie du cadre de la société civile serait mise à jour pour élargir l'éventail des représentants de la société civile qui s'engagent avec la Banque, ainsi que pour améliorer la participation de la société civile dans les stratégies de la BID.

Recommandations des OSC

Les recommandations formulées par la société civile invitaient notamment la BID à renforcer ¹³¹ :

- les principes de bonne gouvernance, notamment la transparence, l'accès à l'information et la redevabilité.
- la participation significative des parties prenantes et des communautés concernées dans le cadre des projets qu'elle finance.
- la mise en œuvre du cadre de politique environnementale et sociale de la BID et de la politique d'investissement dans la durabilité de la BID.
- la prévention des représailles contre les défenseurs de l'environnement et des droits humains.

Il existe désormais une stratégie d'engagement du groupe de la BID et de la société civile sur le site web de la BID, qui a remplacé la 'stratégie de promotion de la participation des citoyens aux activités de la Banque' datant de 2004. Elle a été approuvée en 2018.¹³² La stratégie prévoit la mesure de l'engagement de la société civile avec des résultats quantitatifs, ainsi que la mesure de la valeur ajoutée.

Elle note que la stratégie précédente a révélé un certain nombre de questions qui devaient être réexaminées, et souligne la nécessité (i) d'une vision commune et de piliers d'action stratégiques dans l'ensemble du groupe de la BID ; (ii) d'une meilleure harmonisation et coordination interne de l'engagement de la société civile dans l'ensemble du groupe de la BID, afin de contribuer à la réalisation des objectifs de développement ; et (iii) d'outils pour la systématisation des informations sur tous les travaux du groupe de la BID avec la société civile, y compris la définition de lignes de référence, de mesures et d'évaluations régulières. Il a analysé le travail de la Banque à cinq niveaux, à savoir : (i) l'importance d'élargir les canaux d'accès à l'information ; (ii) la valeur ajoutée des forums de dialogue direct ; (iii) la diligence raisonnable pour l'efficacité de la consultation publique ; (iv) la collaboration avec la société civile et sa contribution au stock de connaissances de la Banque sur la région ; et (v) l'effet de levier des ressources obtenu par les partenariats stratégiques avec la société civile et leur contribution à rapprocher la Banque de ses bénéficiaires et de ses parties prenantes.

La stratégie est complétée par un Plan d'Action pour la mise en œuvre de la Stratégie d'Engagement de la Société Civile du Groupe de la BID pour les Opérations et les Initiatives (2019-2021)¹³³. Le Plan d'Action note que la Stratégie d'Engagement du Groupe de la BID auprès de la Société Civile doit être intégrée avec : (a) la nouvelle mise à jour de la Stratégie Institutionnelle du Groupe de la BID ; (b) les cadres de politique opérationnelle environnementale et sociale du Groupe de la BID et l'Accès à l'Information ; (c) d'autres documents et initiatives à caractère transversal, tels que les questions de genre, de changement climatique et de migration. Le Plan d'Action plaide en faveur de la formation du personnel de la Banque sur la manière d'améliorer la consultation publique, sur l'utilisation des mécanismes de plainte, sur les possibilités de renforcement des capacités de la société civile et sur le soutien à la préparation des plans d'action nationaux des gouvernements.

La estrategia prevé reforzar la participación de la sociedad civil en los foros anuales del BID, así como fortalecer y afinar la función de los grupos consultivos de la sociedad civil y fomentar los foros para la innovación social y el conocimiento temático. Pretende fortalecer el acceso de las OSC a las redes de conocimiento pertinentes, reforzar la formación institucional de las OSC e incentivar la consolidación/formación de foros de colaboración sectorial. Permite una mayor participación de la sociedad civil en las estrategias nacionales y la integración de la perspectiva de género. Pretende actualizar las directrices para las consultas públicas con el BID y la formación de los equipos del BID para mejorar estos procesos, así como la formación sobre riesgos ambientales y sociales y mecanismos de reclamación. También esboza que la participación con las OSC se medirá en términos de eficacia, valor añadido y contribución al conocimiento del tejido social.

La stratégie prévoit de renforcer la participation de la société civile aux forums annuels de la BID, de renforcer et d'affiner le rôle des groupes consultatifs de la société civile et d'encourager les forums pour l'innovation sociale et les connaissances thématiques. Elle vise à renforcer l'accès des OSC aux réseaux de connaissances pertinents, à renforcer la formation institutionnelle des OSC et à encourager la consolidation/formation de forums de collaboration sectorielle. Elle permet un plus grand engagement de la société civile dans les stratégies nationales et l'intégration d'une perspective de genre. Elle prévoit d'actualiser les lignes directrices relatives aux consultations publiques avec la BID et de former les équipes de la BID à l'amélioration de ces processus, ainsi qu'à la formation sur les risques environnementaux et sociaux et sur les mécanismes de plainte. Elle souligne également que l'engagement avec les OSC sera mesuré en termes d'efficacité, de valeur ajoutée et de contribution à la connaissance du tissu social.

Plus important encore, elle entend développer des partenariats stratégiques avec la société civile en favorisant les possibilités d'engagement dans les programmes existants, en mobilisant des ressources pour des initiatives telles que le programme de formation de la société civile et des capacités institutionnelles et en pilotant des projets visant à générer des connaissances sur des questions telles que la valeur ajoutée de la participation des citoyens aux questions de transparence, la participation des citoyens et les possibilités d'innovation sociale, ainsi que la transformation numérique et les changements prospectifs dans la participation des citoyens.



©CHRD joined 20+ civil society groups and affected communities at the #IDBAnnualMeeting, raising independent voices to demand #IDBGroup respect human rights in its projects.

Elle a également l'intention d'approcher des organisations de la société civile pour mener des initiatives d'évaluation des politiques publiques et de travailler avec des organisations communautaires dans les zones rurales afin d'identifier des indicateurs de suivi clés et des mécanismes de retour d'information efficaces pour l'exécution des projets de la Banque.

Engagement

L'engagement avec la société civile a également été inclus dans la mise à jour de la stratégie institutionnelle, à partir de 2015, notant que:

la BID travaillera principalement avec les gouvernements nationaux et infranationaux et le secteur privé, mais s'engagera également avec la société civile et les groupes régionaux, ainsi qu'avec d'autres banques multilatérales de développement et donateurs. Reconnaisant leurs forces individuelles, la BID travaillera avec chaque partie prenante, étant entendu qu'en aidant à équilibrer leurs intérêts et en créant des espaces de collaboration, elle pourra créer des synergies et accroître l'impact de ses interventions sur le développement.¹³⁴

Capacité institutionnelle pour l'engagement de la société civile

• Points focaux de la BID

Le site Internet de la BID indique que les questions relatives à l'engagement des citoyens et de la société civile sont dirigées par la Vice-Présidence pour les pays depuis Washington DC. Cependant, il existe également un point focal pour la société civile. Il semble que la personne responsable du renforcement et de la gestion des capacités internes et externes n'ait pas encore été nommée. Une personne a été désignée pour s'occuper de la gestion du contenu de WiConnect (la plate-forme numérique récemment développée par la Banque et la société civile) et de l'appui technique à la Plate-forme de Consultation Publique, et une autre s'occupe du renforcement institutionnel des organisations externes. Il y a aussi l'équipe externe qui s'occupe de l'inclusion des parties prenantes. Des points focaux nationaux sont également indiqués.¹³⁵

• Réunions annuelles

De nombreuses OSC n'ont pas travaillé avec la BID pour diverses raisons jusqu'à récemment, alors que la Banque n'était pas la cible des activités de plaidoyer. Dans le même temps, la Banque était fermée à toute contribution de la société civile et n'aimait pas être scrutée.¹³⁶ En septembre 2022, le Président de l'institution, Mauricio Claver-Carone, a été démis de ses fonctions pour de graves violations de l'éthique. La société civile a immédiatement profité de l'occasion pour plaider en faveur d'un changement de culture au sein de l'organisation, afin de permettre à la société civile et aux populations affectées par les projets de s'engager à tous les niveaux de l'organisation.¹³⁷ Dans le passé, la société civile a accusé la Banque d'accroître les inégalités en soutenant les déplacements forcés, en excluant les groupes marginalisés des bénéficiaires des projets ou en exacerbant les inégalités entre les hommes et les femmes. Il a également été avancé que, malgré le discours de la Banque sur le changement climatique, de nombreux projets financés par le groupe continuaient à soutenir les sources d'énergie conventionnelles. La Banque a été invitée à élaborer un nouveau Cadre de Politique Environnementale et Sociale (CPES).¹³⁸

En 2022, Ilan Goldfajn a été élu président de la BID.¹³⁹ Pour la première fois depuis 2013, la société civile a été invitée à jouer un rôle dans l'assemblée annuelle 2023 de la BID, où des représentants d'une trentaine d'organisations de défense de l'environnement, et des droits humains et de communautés affectées, qui faisaient partie du groupe de travail de la BID, ont été invités à participer.¹⁴⁰ La société civile a envoyé de manière proactive des listes d'OSC à inviter afin d'améliorer la participation, mais les commentaires ont été contrôlés et aucune séance de questions-réponses n'a été organisée.

• Coalitions de la BID

La société civile a créé un groupe de travail sur la BID composé de plus de 60 organisations. Ce groupe est dirigé par la Coalition pour les Droits Humains dans le Développement et a été créé en 2019. La coalition a été formée après que différentes organisations qui s'étaient engagées dans le cadre d'une coalition informelle ont décidé qu'elles avaient besoin d'une approche plus structurée. Cela leur a permis de renforcer le CPES, tout en commençant à faire systématiquement pression pour une meilleure inclusion de la société civile dans d'autres domaines. Cela a conduit au développement de l'initiative Amazone, dans le cadre de laquelle les communautés ont été soutenues pour s'engager dans des projets, pousser à des changements structurels et entamer des conversations sur les moyens d'institutionnaliser des canaux efficaces pour l'engagement de la société civile.¹⁴¹ En novembre 2019, la BID a également commencé à revoir sa Politique d'Accès à l'Information.



Le groupe de travail de la BID a depuis documenté la façon dont la formation de coalitions a conduit à la création du groupe de travail de la BID.¹⁴² Grâce à des engagements systématiques, la société civile note que les améliorations dans l'incorporation des recommandations dans le CPES, l'incorporation de la société civile dans la réunion annuelle de 2024, un meilleur engagement sur les projets de la BID, et des mesures pour rendre opérationnel l'engagement dans le CPES de ne pas tolérer les représailles, y compris la production d'une note technique sur les représailles pour le personnel de la banque et la mise en place de mécanismes de règlement des plaintes dirigés par la direction pour la BID et IDB Invest. La BID a pris en compte plusieurs critiques et recommandations du groupe de travail sur la manière de renforcer la conception de l'Initiative pour l'Amazonie. En outre, grâce au plaidoyer, le rapport du Mécanisme Indépendant de Consultation et d'Investigation de la BID (MICI) sur les projets hydroélectriques au Guatemala incluait une recommandation selon laquelle, si BID Invest se désengageait du projet, la direction devrait élaborer un plan de sortie responsable. Suite à cela, l'Institution pour le Financement du Développement (IFD) et BID Invest ont refusé de soutenir le projet hydroélectrique Jilamito au Honduras, Marfrig au Brésil et Trecca au Guatemala.¹⁴³

• Communication et sensibilisation

Dans le passé, la société civile a fait remarquer que certaines unités de la BID n'étaient pas disposées à la rencontrer. Cependant, comme la société civile ne peut pas rencontrer directement les principaux décideurs, elle ne peut pas faire passer de messages sur les problèmes critiques qu'elle constate dans la mise en œuvre des projets, ni partager les enseignements tirés pour améliorer les opérations de la BID à l'avenir. Ils ont exhorté l'équipe de Direction à faire passer le message à toutes les unités de la Banque que l'engagement de la société civile est une fonction essentielle pour tous les niveaux de gestion, et que l'équipe de la société civile à la BID devrait être prête à faciliter ces réunions et ces contacts.¹⁴⁴

Le plan d'action de la société civile prévoit désormais d'intensifier la communication et la sensibilisation, notamment par l'élaboration d'une stratégie de communication interne et externe qui sera développée et mise en œuvre au niveau régional.¹⁴⁵ Le plan d'action prévoit également des stratégies de communication au niveau national. Il propose également l'utilisation d'outils analytiques par les bureaux nationaux pour suivre les perceptions de la société civile, en utilisant les technologies les plus récentes. Pour renforcer les capacités, la BID a également lancé WiConnect3, une plateforme numérique en ligne destinée à présenter les OSC d'Amérique latine et des Caraïbes. La plateforme peut être utilisée pour trouver des organisations de la société civile dans toute la région et vise à mettre en évidence le travail qu'elles accomplissent.



©Forus - Sommet de la Finance en Commun 2023 - Organisé par la BID, Bancoldex et ALIDE

S'engager avec la société civile sur des politiques et des opérations spécifiques de la Banque

Accès à l'information

La Politique d'Accès à l'Information a été révisée en 2019. Les détails sur la manière d'accéder à l'information sont disponibles [ici](#). La société civile a accusé la Banque d'avoir organisé des consultations limitées, sur invitation uniquement.¹⁴⁶ En outre, certains ont fait valoir que la plus grande lacune de la politique était l'exception pour les informations spécifiques au pays, qui, selon eux, n'existe dans aucune autre BPD. La société civile a fait référence à un examen de 2013 du Bureau de l'Evaluation et du Contrôle, qui a constaté que l'exception 'largement rédigée' concernant les informations spécifiques aux pays était incompatible avec le principe fondamental de transparence de la Banque et que cela pourrait compromettre l'ensemble de la réforme de l'accès à l'information. De cette manière, les pays pourraient s'opposer à la publication de pratiquement n'importe quelle information, ce qui compliquerait l'accès des OSC aux informations sur les projets spécifiques à un pays.¹⁴⁷

En 2022, un groupe d'organisations de la société civile a soumis des propositions à la BID, qui comprenaient un engagement en faveur de l'accès à l'information en tant que droit humain fondamental, des recommandations pour la mise en œuvre, des engagements en faveur d'une divulgation maximale de l'information et à éviter un langage ambigu afin d'empêcher différentes interprétations. La lettre recommandait également à la Banque de préciser les informations à publier de manière proactive, les délais de divulgation, les formats, les canaux et les calendriers.

Elle demandait également la protection des données et la possibilité de demandes d'information anonymes. Elle a en outre demandé à la Banque de préciser que la décision finale en matière de gestion des informations lui appartient, de rendre les exceptions plus précises et d'établir des critères clairs pour leur application, et d'incorporer le critère de l'intérêt public dans le test de préjudice. Elle a également suggéré une plateforme pour publier les demandes d'information et leurs réponses, des données ouvertes, un langage simple, des formats accessibles et la possibilité d'utiliser l'information. En outre, elle a demandé un mécanisme de demande d'information et un mécanisme de révision, ainsi qu'un système d'indicateurs de transparence et d'efficacité de l'utilisation de l'information.¹⁴⁸

En 2023, un groupe de la société civile a écrit une lettre à la BID soulignant que les consultations dans le cadre de la Politique d'Accès à l'Information (PAI) n'avaient pas été significatives, solides, accessibles, diversifiées ou inclusives, et qu'elles n'étaient pas non plus organisées sur la base d'agendas participatifs.¹⁴⁹ Ils ont en outre affirmé que les informations importantes pour l'engagement n'avaient pas été communiquées à temps et qu'il n'y avait pas eu de réceptivité aux préoccupations soulevées. Ils ont fait valoir que la BID ne pouvait pas se contenter de compter le nombre d'organisations incluses dans la consultation, mais qu'elle devait plutôt examiner comment leur contribution avait fait la différence dans des résultats mesurables, tout en s'adressant à la société civile critique et indépendante, aux groupes marginalisés et aux personnes touchées par les projets du groupe de la BID (y compris celles qui avaient demandé une enquête au bureau indépendant chargé de la redevabilité, le MICI). Le groupe de travail a continué à dialoguer avec la BID sur les questions de représentation et d'inclusion, notamment lors des réunions annuelles, ainsi que plus régulièrement sur des questions thématiques. Le nouveau PAI a été approuvé en juin 2024. On ne sait pas encore exactement combien de recommandations de la société civile ont été intégrées.

Cadre de protection environnementale et sociale

Le Cadre de protection environnementale et sociale (CPES) de la BID a été approuvé en 2020. Dans le même temps, IDB Invest a également adopté une nouvelle politique de durabilité environnementale et sociale. Lors des engagements initiaux des consultations de la Banque sur le CPES, la société civile a fait valoir que les consultations de la Banque n'étaient pas significatives et inclusives. Elle a mis en avant un certain nombre de facteurs pour expliquer cette situation, notamment le manque de logistique et de coordination, l'absence d'un ordre du jour convenu, le manque de diversité et d'ouverture et le manque de clarté sur la manière dont la BID prendrait en compte les recommandations nécessaires.¹⁵⁰ La société civile a présenté des observations sur le premier et le deuxième projet en 2020, ce qui a permis de critiquer davantage les consultations en raison de l'absence d'un véritable dialogue avec la société civile.¹⁵¹

Comme indiqué précédemment, la société civile constate aujourd'hui que plus de 60 recommandations ont été incorporées pour mettre la politique en conformité avec les normes internationales.¹⁵² Il s'agit notamment d'une liste d'exclusion, d'un engagement à ne pas tolérer les représailles, d'exigences renforcées en matière de suivi, de supervision et de diligence raisonnable de la part de la BID, de rôles et de responsabilités plus clairs pour la BID et les emprunteurs, de protections spécifiques pour les groupes marginalisés, notamment en veillant à ce que ces populations aient accès aux avantages du projet, d'exigences renforcées en matière d'identification des risques et des impacts de suivi et d'évaluation S&E, de l'adoption de normes relatives au travail des enfants et du fait que les compensations en matière de biodiversité ne constituent pas une mesure d'atténuation acceptable dans le cas d'un habitat essentiel. Le CPES comprend désormais une politique de sauvegarde autonome sur l'engagement des parties prenantes. Cette nouvelle politique fait également référence à l'accord régional sur l'accès à l'information, la participation du public et la justice en matière d'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes (accord d'Escazu) et aux exigences en matière de représailles et de rétorsion. L'accord d'Escazu est le premier instrument juridiquement contraignant au monde à inclure des dispositions relatives aux défenseurs des droits humains dans le domaine de l'environnement. Il s'agit également du premier accord environnemental adopté en Amérique latine et dans les Caraïbes.¹⁵³

Toutefois, une approche plus institutionnalisée est nécessaire pour évaluer le risque de représailles, mettre en place des mesures préventives et réagir aux événements lorsqu'ils se produisent. Le projet hydroélectrique Alto Maipo au Chili et les projets hydroélectriques San Mateo et San Andres au Guatemala sont des exemples de projets pour lesquels le manque de préparation, d'atténuation ou de réponse aux représailles a menacé non seulement les personnes qui se sont exprimées contre le projet, mais aussi l'ensemble de la communauté. La société civile a plaidé en faveur d'une meilleure évaluation contextuelle des risques dans le cadre du processus de diligence raisonnable, d'une meilleure implication des parties prenantes dans la conception du projet afin de prévenir et d'atténuer les risques, d'un protocole permettant de répondre rapidement aux rapports de représailles et d'une augmentation du personnel et des ressources pour traiter la question des représailles.¹⁵⁴¹⁵⁵

En dépit de ces développements, les critiques en cours portent sur la limitation de nombreux engagements, le pouvoir discrétionnaire de la Banque d'exiger le respect des engagements et le transfert explicite des responsabilités au client.¹⁵⁶ En outre, certains ont critiqué le fait que ces dispositions ne sont pas mises en œuvre dans la réalité, la société civile citant un exemple au Salvador où la société civile a eu une réunion avec la Banque, pour découvrir que leur identité avait été communiquée à l'emprunteur sans leur permission, ce qui mettait en danger les groupes de la société civile. La société civile a insisté pour que l'Unité des Solutions Environnementales et Sociales (ESG) soit mieux intégrée dans la structure institutionnelle de la BID, avec des rôles et des responsabilités plus importants, et pour que la BID bénéficie d'un renforcement des capacités et d'une formation afin de mieux soutenir les agences de mise en œuvre.¹⁵⁷

Genre

La BID n'a pas de politique spécifique en matière de genre, mais elle en donne un aperçu dans son Cadre de Politique Environnementale et Sociale, norme 9 (2021). Gender Action a classé la BID au quatrième rang des BPD qu'elle a examinées en matière de genre. Elle est forte en termes d'objectifs, adéquate en termes de priorités et de mécanismes, et faible en termes de mandat. Sur le plan thématique, l'approche de la BID en matière d'égalité des sexes est forte en ce qui concerne la Violence Basée sur la Sexualité et le Genre (SGVB), l'exploitation sexuelle, les abus et le harcèlement (SEAH) et les minorités sexuelles et de genre. Elle était adéquate pour les soins non rémunérés, le genre et le changement climatique, et le genre, l'environnement et la biodiversité. Elle était faible en termes de dotation en personnel et de suivi et d'évaluation (S&E) de l'égalité entre les hommes et les femmes.¹⁵⁸

L'analyse a également porté sur le Cadre de Politique Environnementale et Sociale (2020) de la BID et sur la Politique de Durabilité Environnementale et Sociale (2020) de IDB Invest. Elle a constaté que la politique de la BID était solide en ce qui concerne son mandat en matière de genre, les risques environnementaux et sociaux et la divulgation d'informations. Elle est adéquate en ce qui concerne la discrimination et les droits humains, les consultations et le consentement, ainsi que la réinstallation. Elle était faible en ce qui concerne la dette, le changement climatique, l'environnement et la biodiversité.¹⁵⁹ La politique d'investissement de la BID n'est solide sur aucun point. Elle est adéquate en ce qui concerne les risques environnementaux et sociaux, la divulgation d'informations et les consultations et le consentement. Elle est faible en ce qui concerne son mandat, la dette, la discrimination et les droits humains, le changement climatique, la biodiversité et la réinstallation.

Mécanisme Indépendant de Consultation et d'Investigation

Le Mécanisme Indépendant de Consultation et d'Investigation de la BID est connu sous l'acronyme espagnol MICI. Ce mécanisme est indépendant de la direction de la Banque et des équipes de projet. Il offre deux instruments : la résolution des litiges et l'enquête sur la conformité.¹⁶⁰ Le guide du MICI sur le dépôt d'une plainte est disponible [ici](#). La dernière politique du MICI a été approuvée en 2014. Ce mécanisme a été accusé de manquer de transparence. Lors de l'assemblée annuelle de la BID, un membre du groupe de travail de la BID a cité une étude menée par Accountability Counsel, qui a analysé plus de 230 plaintes déposées auprès du MICI entre 2010 et 2023, établissant que dans 31 % des cas, ces plaintes étaient dues à un manque de transparence et de participation.¹⁶¹



©Les agriculteurs haïtiens déplacés par le parc industriel de Caracol, avec le soutien d'Accountability Counsel et de ses partenaires, ont conclu un accord historique pour restaurer leurs moyens de subsistance - Marilia Leti ActionAid

Entre 2009 et 2014, Accountability Counsel a été très actif dans l'engagement de la MICI sur son projet de lignes directrices pour la phase de consultation et le projet de mandat pour la liste d'experts en facilitation de processus, en soumettant un certain nombre d'observations.¹⁶² En 2018, le Conseil pour la redevabilité et ses partenaires ont soumis des commentaires sur le projet de Lignes Directrices pour la Phase de Consultation élaboré par le MICI afin de normaliser son approche de la phase de consultation conformément à ses exigences politiques et de garantir une gestion éthique, transparente et efficace des affaires.¹⁶³ Les lignes directrices approuvées en 2018 intègrent une grande partie des contributions du Accountability Counsel. Cela inclut, sans s'y limiter, des changements reflétant le fait que pendant un processus de phase de consultation, les parties doivent recevoir un traitement impartial et équitable, par opposition à un traitement égal.

En 2021, le Bureau d'Évaluation de la Banque Interaméricaine de Développement a récemment publié son rapport d'évaluation du MICI.¹⁶⁴ Il examine comment certaines restrictions d'éligibilité ont créé la confusion parmi les plaignants potentiels ou ont autrement restreint l'accès au MICI. Le rapport critique plusieurs facteurs qui sapent l'indépendance du MICI. Il décrit également comment les affaires qui font l'objet d'un examen de conformité n'aboutissent trop souvent pas à des mesures correctives permettant de remédier aux préjudices subis par les communautés locales.

La société civile s'est également engagée sur le MICI par le biais du CPES révisé. Le nouveau CPES contient un libellé demandant aux emprunteurs de fournir aux personnes affectées par le projet des informations sur le MICI,¹⁶⁵ en plus du mécanisme de règlement des plaintes du projet, et précise que l'accès au MICI n'est pas subordonné à l'utilisation exhaustive du mécanisme de règlement des plaintes du projet.¹⁶⁶ La société civile a toutefois demandé à la Banque de fournir des conseils concrets sur la manière de structurer ou d'exploiter un mécanisme de règlement des plaintes efficace au niveau du projet sur la base des Principes Directeurs des Nations unies (notamment le principe 31 qui définit les critères des mécanismes de règlement des plaintes non judiciaires),¹⁶⁷ ainsi que sur la manière de structurer ce mécanisme dans des formats accessibles et culturellement appropriés.¹⁶⁸

Grâce à l'action de la société civile, le rapport final de la MICI sur les projets hydroélectriques au Guatemala contient une recommandation selon laquelle BID Invest devrait se désinvestir du projet. Cette recommandation répond à la demande des communautés dans le cadre de l'affaire MICI. L'étude de cas illustre comment une plainte relative à un projet peut conduire à un changement de politique. Cependant, des solutions concrètes pour la communauté doivent encore être mises en place, ce qui a été compliqué par les élections. La construction a été abandonnée et crée des risques pour les communautés, en particulier pendant la saison des pluies (voir la boîte à outils pour plus de détails). Les membres du groupe de travail de la BID continuent à soutenir les communautés qui se plaignent du MICI.



Évaluations de l'engagement des OSC

Le Plan d'Action de la BID pour la Mise en œuvre de la Stratégie d'Engagement du Groupe de la BID auprès de la société civile pour les Opérations et les Initiatives (2019-2021)¹⁷⁰ analyse les activités d'engagement de la société civile menées entre 2016 et 2017.¹⁷¹ Le Groupe de la BID peut être identifié comme ayant des initiatives ou des opérations à tous les niveaux d'engagement stratégique : information (11 %) ; dialogue (24 %) ; consultations publiques (16 %) ; collaboration (19 %) ; et partenariats (30 %). En rupture avec le passé, le plan d'action a identifié des opportunités telles que l'intensification des conseils de la BID aux gouvernements régionaux, l'adoption d'une approche ascendante pour améliorer la conception et la mise en œuvre des projets grâce à l'implication et à la participation de la société civile, l'apprentissage des réussites de la participation des citoyens et des processus d'innovation sociale et/ou des demandes sociales et/ou des groupes émergents, l'expansion et l'autonomisation des canaux de communication et d'engagement au moyen des nouvelles technologies disponibles, et l'intensification des partenariats avec la société civile. Plus précisément, le plan d'action de la BID tient compte du Rapport d'Evaluation Externe de la BID de 2016. Ce rapport a révélé que seule la moitié des OSC s'est déclarée satisfaite de la participation de la BID aux consultations publiques pour des projets spécifiques. La situation était similaire en ce qui concerne la participation de la société civile aux stratégies et/ou politiques de la BID (54 % de satisfaction) et à la préparation des stratégies par pays (56 % de satisfaction).



Recommandations aux OSC pour renforcer leur engagement auprès de la BID

- Plaider pour que la BID institutionnalise la participation de la société civile aux réunions annuelles.
- Insister pour que la direction de la BID mette en œuvre le Plan d'Action pour la Mise en œuvre de la Stratégie d'Engagement du Groupe de la BID auprès de la société civile pour les Opérations et les Initiatives (2019-2021), y compris l'intégration de la Stratégie d'Engagement du Groupe de la BID auprès de la société civile avec la nouvelle mise à jour de la stratégie institutionnelle du Groupe de la BID ; les cadres de politique opérationnelle environnementale et sociale du Groupe de la BID et l'accès à l'information ; d'autres documents et initiatives avec un accent transversal, tels que le genre, le changement climatique, et les questions de migration.
- Travailler avec la direction de la Banque pour renforcer et affiner le rôle des groupes consultatifs de la société civile.
- Envisager d'autres forums pour l'engagement de la BID et de la société civile afin de favoriser l'innovation.
- Projets pilotes visant à générer des connaissances sur des questions telles que la valeur ajoutée de la participation des citoyens aux questions de transparence.
- Analyser la nouvelle politique d'accès à l'information pour déterminer s'il reste des lacunes et quelles contributions des OSC ont été intégrées.
- Travailler avec la direction de la BID et le MICI pour fournir des conseils concrets sur la manière de structurer ou de faire fonctionner un mécanisme efficace de règlement des plaintes au niveau du projet sur la base des Principes Directeurs des Nations unies, et structurer ce mécanisme dans des formats accessibles et culturellement appropriés.



Conclusion



©Midia Ninja



06



Comme nous l'avons vu dans cet examen de l'engagement de la société civile au sein de la BAfD, de la BAD et de la BID, la société civile a essayé de s'engager largement auprès de ces banques de diverses manières - l'annexe 1 fournit un résumé de l'engagement des OSC auprès de la BAfD, de la BAD et de la BID. L'engagement demande du temps et de la persévérance et la société civile n'a cessé d'appeler à une participation plus importante et plus significative, et à ce que les banques assument une plus grande responsabilité sur la manière dont elles prêtent, à qui elles prêtent et pour quoi elles prêtent de l'argent, avec quelques exemples de réussite.

À la BAfD, la société civile a demandé à plusieurs reprises leur inclusion dans les assemblées annuelles. Le Forum des OSC, qui était distinct de ces assemblées, n'a pas été une plate-forme suffisante pour l'engagement, et la société civile a maintenant proposé de nouvelles dispositions institutionnelles pour l'engagement avec la société civile que la BAfD peut envisager lors de ses assemblées annuelles, en s'inspirant de l'expérience d'autres banques. À la BAD, la société civile participe depuis longtemps aux assemblées annuelles, bien qu'elle ait critiqué la Banque tant de l'extérieur que de l'intérieur. Les campagnes des OSC en faveur de la décarbonisation de la Banque ont, par exemple, permis à la BAD de renoncer au financement du charbon sur le papier, mais pas dans la pratique. À la BID, la société civile a fait des percées et a été représentée dans les tables rondes de la BID pour la première fois en plus de dix ans lors des réunions de 2024. Il est également possible de faire davantage pour impliquer les OSC dans l'élaboration des stratégies nationales. Il y a quelques petites améliorations au sein de la BAfD et de la BAD, mais elles peuvent être davantage institutionnalisées.

Alors que les OSC ont formé des groupes de travail sur la BAfD et la BID, il existe également des coalitions travaillant sur la BAD, à savoir le FORUM des ONG sur la BAD et le Reality of Aid. La BAfD a également revitalisé son comité des OSC, tandis que le Plan d'Action de la BID pour la mise en œuvre de la Stratégie d'Engagement de la société civile dans les opérations et les initiatives du groupe de la BID (2019-2021) propose désormais de développer le rôle des groupes consultatifs de la société civile.

Ce rapport montre également que les politiques des BPD sont souvent insuffisantes pour garantir la redevabilité. Malgré des politiques qui améliorent l'accès à l'information et qui sont conçues pour protéger les garanties environnementales et sociales, l'ambiguïté du langage, les exemptions, les dérogations et les vetos limitent la redevabilité ultime des structures de la Banque. Ce sont là quelques-unes des critiques formulées à l'encontre de la BAD. La BID est en train de revoir sa politique et les OSC ont fait des propositions pour des engagements de plus haut niveau en matière de droits de l'homme, une plus grande accessibilité à l'information, des engagements limités dans le temps pour divulguer l'information avec des formats et des canaux spécifiques, pour éviter les ambiguïtés de langage et pour supprimer l'exception concernant l'information spécifique au pays. À la Banque Africaine de Développement (BAfD), des recherches menées par le Projet International de Redevabilité (International Accountability Project) ont montré que la Banque ne respectait pas le droit à l'information des communautés dans plusieurs domaines, notamment en ce qui concerne le niveau de divulgation des informations sur les risques spécifiques aux projets, ainsi que les efforts déployés pour les atténuer.¹⁷² Par conséquent, les OSC doivent continuer à mobiliser les BPD pour s'assurer qu'elles respectent les meilleures pratiques en matière d'accès à l'information, plutôt que les normes minimales, tout en assumant la responsabilité globale de l'accès à l'information au lieu d'en faire porter la charge aux pays emprunteurs.

Les politiques de sauvegarde peuvent également être améliorées. À la BAfD, les OSC ont désormais présenté des observations sur le Système de Sauvegarde Intégré (SSI), y compris un rôle de surveillance plus important pour la Banque (y compris pour les mécanismes de réclamation au niveau des projets, mais aussi de manière plus générale), une politique autonome pour les personnes autochtones, une plus grande inclusion des groupes marginalisés, davantage de mesures pour lutter contre les représailles, un meilleur engagement des parties prenantes et des mesures de réparation. À la BAD, les OSC ont demandé une révision complète du CES, notant que les normes ont été davantage diluées par une approche hiérarchique de l'atténuation et l'approche commune applicable au cofinancement des projets.

Le plaidoyer réussi auprès de la BID a abouti à l'adoption de plus de 60 recommandations, y compris une formulation demandant aux emprunteurs de fournir aux personnes affectées par le projet des informations sur le MICI, en plus du mécanisme de règlement des plaintes du projet, et des clarifications sur le fait que l'accès au MICI n'est pas subordonné à l'utilisation exhaustive du mécanisme de règlement des plaintes relatives au projet. Toutefois, la BID doit encore mettre au point un mécanisme efficace de règlement des plaintes au niveau du projet, fondé sur les Principes Directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Au-delà des politiques, ce rapport montre que les mécanismes de redevabilité des BPD sont limités par la façon dont ils sont structurés - incapables de déclencher des procédures judiciaires et liés par les décisions de la direction. Le MIR de la BAfD a obtenu quelques résultats, notamment la décision de nommer des conseillers OSC de confiance pour renforcer l'accès des communautés à l'information, et le développement d'une boîte à outils contre les représailles. Bien que ces outils offrent des conseils concrets, les communautés sont toujours confrontées à des risques de représailles, en particulier dans les pays emprunteurs répressifs. Le mécanisme de la Banque Asiatique de Développement, quant à lui, manque toujours d'indépendance et ses conditions d'éligibilité sont trop lourdes. Les communautés ne sont pas consultées sur les recours, et l'engagement avec les peuples autochtones avant le lancement des projets est limité. Le MICI a amélioré ses lignes directrices, en intégrant les recommandations des OSC dans ses lignes directrices en matière de consultation, mais elle présente toujours des lacunes en termes d'indépendance, de restrictions en matière d'éligibilité et d'absence de mesures correctives pour les communautés.

Au niveau mondial, le groupe de la Banque Mondiale, en particulier la SFI et l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (AMGI), a récemment organisé des consultations sur le droit à l'action corrective, ce qui laisse entrevoir une évolution prometteuse en matière de responsabilité. Le Bureau des Droits de l'Homme des Nations unies a également publié un rapport sur la manière dont les BPD peuvent améliorer leurs réponses en matière de recours, que la société civile peut utiliser pour plaider en faveur de normes similaires dans les différentes BPD.¹⁷³ Des efforts ont également été déployés pour poursuivre certaines BPD devant les tribunaux nationaux. Une affaire impliquant la SFI en 2022 a finalement conclu que la SFI était protégée en vertu de la loi sur les immunités souveraines étrangères (Foreign Sovereign Immunities Act), mais a été importante dans sa décision antérieure selon laquelle les sociétés internationales n'étaient pas protégées contre les litiges. Elle a également conduit la SFI à mener certaines réformes et à sensibiliser le public aux dangers du financement du développement.¹⁷⁴

Dans le même temps, les OSC continuent de surveiller l'impact des projets des BPD sur les communautés, en sensibilisant les médias ou les canaux internes de la Banque et en continuant de plaider en faveur de stratégies de sortie responsables et du droit de recours. Il est essentiel que ce travail continue à remettre en question l'immunité des BPD, en plaidant pour qu'elles soient tenues de rendre des comptes, comme des entreprises ordinaires (bien qu'elles soient multilatérales par nature), et qu'elles soient liées par le droit international et les droits de l'homme. Les BMD fonctionnent avec l'argent des contribuables et devraient donc opérer un changement radical en faveur d'un développement inclusif, centré sur les personnes et respectueux de l'environnement. Il est également temps que les BPD réalisent que l'exercice d'une diligence raisonnable leur permettra en fin de compte d'économiser du temps et de l'argent et d'améliorer leur réputation, tout en améliorant les conditions de vie des communautés qu'elles sont censées aider à s'en sortir.

Ce sont là quelques-uns des messages clés que Forus et les OSC partenaires ont soulevés au FiCS, où les OSC travaillent ensemble pour promouvoir des normes minimales communes dans les politiques de la Banque sur l'accès à l'information, les sauvegardes et les mécanismes de redevabilité, en exigeant que cela soit conforme aux meilleures pratiques internationales et à la législation sur les droits humains. Les OSC s'engagent en outre au sein du FiCS pour veiller à ce que les projets et les politiques des BPD contribuent à la réalisation des ODD et à une action efficace en faveur du climat et de la biodiversité, conformément à l'Accord de Paris et au Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal. Les BPD telles que la BAfD, la BAD et la BID doivent réformer leurs modèles pour passer d'une approche descendante à un modèle où les opérations menées par les communautés et fondées sur les droits humains sont la norme, et non l'exception.

Remerciements

Nous tenons à remercier **toutes les Organisations de la Société Civile (OSC) et les représentants des Banques Publiques de Développement (BPD)** qui ont accepté d'être interviewés et/ou qui ont fourni des ressources et des informations précieuses pour cette étude. Nous souhaitons également exprimer notre reconnaissance à **la Coalition pour les Droits Humains dans le Développement (CHRD)**, nos principaux partenaires pour le Sommet 'Finance en Commun', dont le soutien a été déterminant pour ce projet et notre travail en général. La publication a été soutenue par une équipe de réviseurs composée de :

- **Marianne Buenaventura Goldman:** Coordinatrice du projet de Forus Finance pour le développement, rédactrice en chef.
- **Bibbi Abruzzini:** Coordinatrice de la communication et des campagnes de Forus, conceptrice de publications et évaluatrice des pairs.
- **Clarisse Sih:** Communications digitales Forus, concepteur de publication pour les versions française et espagnole.
- **Maria Elisa Novoa:** Coordinatrice du renforcement des capacités de Forus, évaluatrice des pairs.
- **Arturo Cortés Barbabosa:** Coordonnateur MEAL de Forus, efficacité organisationnelle et projets spéciaux, relecteur.
- **Paul-Gilbert Colletaz:** Coordonnateur de la collecte de fonds de Forus, relecteur.
- Forus souhaite remercier **Wendy et Alain Dubreuil** ainsi qu'**Álvaro Martínez Bueno** pour la traduction de la publication en français et en espagnol.

Enfin, nous tenons également à remercier les organisations et photojournalistes suivants pour avoir fourni des images et des éléments visuels pour le rapport : NNNGO, NGO Forum on ADB, Sanjog Manandhar, Both Nomads, ADB, AfDB, 350.org, Flickr, Human Rights Watch, Finance in Common, CHDR.



©Assemblée générale de Forus 2024, Botswana



Notes de bas de page

- Université de Pékin, 'Base de données des banques publiques de développement et des institutions de financement du développement', <http://www.dfidatabase.pku.edu.cn/> (consulté le 13 septembre 2024).
- [2] Finance in Common 'Pourquoi la finance en commun?' [https://financeincommon.org/why-finance-in-common#:~:text=Public%20Development%20Banks%20\(PDBs\)%20are,by%20central%20or%20local%20governments](https://financeincommon.org/why-finance-in-common#:~:text=Public%20Development%20Banks%20(PDBs)%20are,by%20central%20or%20local%20governments) (consulté le 13 septembre 2024).
- [3] MJ Romero 'Quelles sont les caractéristiques essentielles d'un modèle de banque publique de développement?' Eurodad 10 novembre 2020 https://www.eurodad.org/public_development_bank_core_features (consulté le 13 septembre 2024).
- [4] Groupe de travail des OSC sur la Banque Africaine de Développement, avec des contributions de certains membres de la Coalition pour les Droits Humains dans le Développement : Accountability Counsel 'Comprendre la Banque Africaine de Développement : un guide pour les organisations de la société civile et les communautés' (avril 2023) https://bankinformationcenter.cdn.prismic.io/bankinformationcenter/6fb2dfb3-b0a3-4b21-b9a0-1b7ba96c9117_AfDB_Guide_English.pdf (consulté le 13 septembre 2024).
- [5] BAfD 'BAfD - Déclaration des pouvoirs de souscription et de vote au 31 août 2023' (2023) <https://www.afdb.org/en/documents/afdb-statement-subscription-and-voting-powers-31-august-2023> (consulté le 13 septembre 2024).
- [6] Compilé par l'auteur, à partir de l'analyse documentaire et des entretiens menés avec des OSC, des fonctionnaires de la Banque et des communautés affectées par les projets (de la BAD, de la BAfD et de la BID) entre mai et juin 2024.
- [7] Banque Africaine de Développement, 'Coopération avec les organisations de la société civile : Politique et lignes directrices' (octobre 1999) <https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Policy-Documents/10000024-EN-COOPERATION-WITH-CIVIL-SOCIETY-ORGANIZATIONS-POLICY-AND-GUIDELINES.PDF> (consulté le 13 septembre 2024).
- [8] BAfD 'Cadre pour un Engagement Renforcé avec les Organisations de la Société Civile' (2012) https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Policy-Documents/Framework_for_Enhanced_Engagement_with_Civil_Society_Organizations-06_2015.pdf (consulté le 13 septembre 2024).

- [9] BAfD 'Engagement de la Société Civile' <https://www.afdb.org/en/topics-and-sectors/topics/civil-society/civil-society-engagement> (consulté le 13 septembre 2024).
- [10] BAfD 'Forum virtuel de la société civile 2020 : Engager la société civile dans la reconstruction de l'Afrique après le COVID-19' - Rapport général 26-27 novembre 2020' (2020) https://www.afdb.org/sites/default/files/2021/03/26/report_civil_society_virtual_forum_2020.pdf (consulté le 13 septembre 2024).
- [11] Coalition pour les Droits Humains dans le Développement 'Les OSC africaines exhortent la BAfD à renforcer l'engagement de la société civile' (2016) <https://rightsindevelopment.org/news/african-csos-urge-afdb-to-strengthen-civil-society-engagement/> (consulté le 13 septembre 2024).
- [12] Coalition pour les Droits Humains dans le Développement 'Communiqué de presse : Les OSC exhortent la BAfD à promouvoir les intérêts des Africains ordinaires plutôt que ceux des méga-investisseurs lors de ses assemblées annuelles' (2018) <https://rightsindevelopment.org/news/press-release-csos-urge-afdb-to-promote-the-interests-of-ordinary-africans-over-mega-investors-at-its-annual-meetings/> (consulté le 13 septembre 2024).
- [13] Coalition pour les Droits Humains dans le Développement 'Déclaration commune : La BAD devrait ouvrir un espace à la société civile et aux communautés' (2023) <https://rightsindevelopment.org/news/joint-statement-afdb-should-open-spaces-for-civil-society-and-communities/> (consulté le 13 septembre 2024).
- [14] Coalition pour les Droits Humains dans le Développement, 'L'importance de créer un espace pour un engagement significatif de la société civile lors des assemblées annuelles de la BAfD en 2024' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/the-importance-of-creating-space-for-meaningful-civil-society-engagement-at-the-2024-afdb-annual-meetings/> (consulté le 13 septembre 2024).
- [15] Groupe de travail des IFI 'Comment la BAfD peut-elle mieux s'engager avec la société civile lors de ses assemblées annuelles ?' (2024) <https://ifiworkinggroup.org/blog/how-can-the-afdb-better-engage-with-civil-society-> (consulté le 13 septembre 2024).
- [16] Coalition pour les Droits Humains dans le Développement 'Des groupes de la société civile expulsés des assemblées annuelles de la BAfD' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/afdbam2024-civil-society-expelled/> (consulté le 13 septembre 2024).
- [17] Coalition pour les Droits Humains dans le Développement 'Les principales demandes de la société civile à la Banque Africaine de Développement' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/civil-societys-key-demands-to-the-african-development-bank/> (consulté le 13 septembre 2024).
- [18] Voir BAfD 'Renouvellement du Comité de la société civile de la Banque 2023-2025' (septembre 2023) <https://cse.afdb.org/sites/default/files/Documents/Bank-CS%20Committee%20Renewal%20Process%202023%20Final.pdf> (consulté le 13 septembre 2024).
- [19] Coalition pour les Droits Humains dans le Développement (n 14).
- [20] Centre d'Information Bancaire 'Quels ont été les principaux enseignements du Forum de la société civile de la BAfD ?' <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/what-were-the-key-takeaways-from-the-afdb-civil-society/> (consulté le 13 septembre 2024).
- [21] BAfD 'Au sujet du Forum des OSC' (2022) <https://cse.afdb.org/en/pages/annual-forum/about-2022-annual-forum> (consulté le 13 septembre 2024).
- [22] BAfD 'Forum de la société civile' <https://www.afdb.org/en/topics-and-sectors/topics/civil-society/civil-society-forum> (consulté le 13 septembre 2024).
- [23] 'Promesses oubliées : L'engagement de la société civile auprès de la Banque Africaine de Développement' *Business Ghana* 25 mai 2022 <https://www.businessghana.com/site/news/Business/263365/Forgotten-Promises:-Civil-Society%E2%80%99s-Engagement-with-the-African-Development-Bank-> <https://rightsindevelopment.org/news/civil-society-groups-demand-more-engagement-on-the-sidelines-of-the-afdb-annual-meetings/> (consulté le 13 septembre 2024).

- [24] BAfD 'Termes de référence: Comité Banque-Société civile 2023-2025' (2023) <https://cse.afdb.org/sites/default/files/Documents/Terms%20of%20Reference%20Renewal%20of%20the%20Bank-CSO%20Committee%202023-2025%20revised%20September%202023.pdf> (consulté le 13 septembre 2024).
- [25] BAfD (n 18). Voir également BAD 'Appel à candidatures pour le renouvellement du Comité de la société civile de la Banque 2023-2025' <https://cse.afdb.org/en/pages/news/call-applications-renewal-bank-civil-society-committee-2023-2025> (consulté le 13 septembre 2024).
- [26] Comme ci-dessus.
- [27] BAfD 'Appel à candidatures pour le renouvellement du Comité de la Société Civile de la Banque 2023-2025' (n 25).
- [28] BAfD 'La Banque Africaine de Développement annonce le renouvellement du Comité Banque-Société Civile' (2024) <https://www.afdb.org/en/news-and-events/african-development-bank-announces-renewal-bank-civil-society-committee-70266> (consulté le 13 septembre 2024).
- [29] Coalition pour les Droits Humains dans le Développement, 'Banque Africaine de Développement', <https://rightsindevelopment.org/afdb/> (consulté le 13 septembre 2024).
- [30] Coalition pour les Droits Humains dans le Développement 'Boîte à outils pour comprendre la Banque Africaine de Développement' (2023) https://rightsindevelopment.org/tools_guides/understanding-the-afdb/ (consulté le 13 septembre 2024).
- [31] BAfD 'Société civile' <https://www.afdb.org/en/news-keywords/civil-society> (consulté le 13 septembre 2024).
- [32] BAfD 'Intégration de la perspective communautaire dans la revue de performance du portefeuille pays du Burkina Faso' (2023) <https://cse.afdb.org/pages/news/integrating-community-perspective-performance-review-burkina-fasos-country-portfolio> (consulté le 13 septembre 2024).
- [33] BAfD 'Les OSC du Lesotho façonnent la nouvelle stratégie nationale de la Banque Africaine de Développement' (2024) <https://www.afdb.org/en/news-and-events/lesotho-csos-shape-african-development-banks-new-country-strategy-70238> (consulté le 13 septembre 2024).
- [34] BAfD 'La mission de la Banque Africaine de Développement renforce la collaboration avec la société civile au Ghana' (2024) <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/african-development-bank-mission-strengthens-civil-society-collaboration-ghana-69981> (consulté le 13 septembre 2024).
- [35] BAfD 'DAI – Questions fréquemment posées' <https://www.afdb.org/en/disclosure-and-access-to-information/faqs> (consulté le 13 septembre 2024).
- [36] E Jika & J Medallo 'La Banque Africaine de Développement doit renforcer ses pratiques et politiques en matière de divulgation d'informations afin d'intégrer les communautés dans le processus de développement.' *Medium* 23 September 2021 <https://accountability.medium.com/the-african-development-bank-must-strengthen-its-information-disclosure-practices-and-policies-to-cdd598b7aea6> (accessed 13 September 2024).
- [37] BAfD 'Politique de divulgation et d'accès à l'information' (2019) <https://www.afdb.org/en/disclosure-and-access-to-information/dai-policy> (consulté le 13 septembre 2024).
- [38] Jika & Medallo (n 36).6
- [39] BAfD 'Rapport sur l'examen de la mise en œuvre de la politique de divulgation et d'accès à l'information (DAI) 2012-2021' (2022) <https://www.afdb.org/en/documents/report-implementation-review-disclosure-and-access-information-dai-policy-2012-2021> (consulté le 13 septembre 2024).
- [40] T McIntosh 'La BAfD publie un rapport positif sur la politique d'accès à l'information, mais constate certains problèmes.' (2022) <https://eyeonglobaltransparency.net/2022/07/12/afdb-issues-positive-report-on-access-to-information-policy-but-finds-some-issues/> (consulté le 13 septembre 2024).
- [41] Comme ci-dessus
- [42] Groupe de la Banque Africaine de Développement, 'Evaluation du Système intégré de Sauvegarde de la BAfD - IDEV (2020) https://idev.afdb.org/sites/default/files/Evaluations/2020-03/Integrated%20Safeguards%20System%20-%20Summary%20report_En_0.pdf (consulté le 13 septembre 2024).

- [43] Centre d'Information Bancaire 'Comprendre la Banque Africaine de Développement : Un guide pour les OSC et les communautés '(2023) https://bankinformationcenter.cdn.prismic.io/bankinformationcenter/6fb2dfb3-b0a3-4b21-b9a0-1b7ba96c9117_AfDB_Guide_English.pdf (consulté le 13 septembre 2024).
- [44] Groupe de travail de la société civile sur la BAfD 'Les plans d'examen de la Banque Africaine de Développement inquiètent et déçoivent la société civile ' https://bankinformationcenter.cdn.prismic.io/bankinformationcenter/f6f39ce5-a50f-4270-a30d-51e60a61853c_CS0+statement+on+ISS+review+.pdf (consulté le 13 septembre 2024).
- [45] Both Ends 'Soumission conjointe de commentaires et de recommandations sur le Système Intégré de Sauvegarde de la BAfD' (mai 2022) https://www.bothends.org/uploaded_files/document/220515_Joint_Submission_of_comments_and_recommendations.pdf (consulté le 13 septembre 2024).
- [46] Coalition pour les Droits Humains dans le Développement (n 29).
- [47] Gender Action 'Les promesses rhétoriques des IFI en matière de genre et de climat' (2023) <https://www.genderaction.org/pdf/IFIs-Rhetorical-Gender-Climate-Promises.pdf> (consulté le 13 septembre 2024).
- [48] Comme ci-dessus.
- [49] Both Ends(n 45). f
- [50] Comme ci-dessus.
- [51] Entretiens avec les parties prenantes, en mai 2024.
- [52] Mécanisme Indépendant de Recours de la Banque Africaine de Développement 'Boîte à outils anti-représailles - Traitement des risques de représailles dans la gestion des plaintes - Mécanisme indépendant de recours - Groupe de la BAfD' (2023) <https://irm.afdb.org/en/documents/anti-retaliation-toolkit-en> (consulté le 13 septembre 2024).
- [53] BAfD Mécanisme Indépendant de Recours 'Le MIR facilite la résolution d'un différend entre la communauté de Malicounda et Malicounda Power Company SAS au Sénégal.'(2023) <https://irm.afdb.org/en/article/irm-facilitates-successful-resolution-dispute-between-malicounda-community-and-malicounda> (consulté le 13 septembre 2024).
- [54] Coalition pour les Droits Humains dans le Développement 'Le rapport du mécanisme de redevabilité confirme des violations des droits humains dans deux projets en Ouganda' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/a-step-towards-justice-accountability-mechanisms-report-confirms-human-rights-violations-in-two-african-development-bank-projects-in-uganda/> (consulté le 13 septembre 2024).
- [55] Coalition pour les droits Humains dans le Développement 'Démystifier le financement du développement. L'impact des banques publiques de développement sur les populations et la planète' (2023) <https://rightsindevelopment.org/pdbs/> (consulté le 13 septembre 2024).
- [56] BAfD 'Facilité en faveur des États Fragiles' https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/publications/fragile_states_unit_brochure.pdf (consulté le 13 septembre 2024).
- [57] Proparco 'Institutions de financement du développement : Comment opérer dans les pays fragiles'<https://www.proparco.fr/en/article/development-finance-institutions-how-operate-fragile-countries> (consulté le 13 septembre 2024).
- [58] BAfD 'Stratégie du Groupe de la Banque pour lutter contre la fragilité et renforcer la résilience en Afrique (2022-2026)' (2022) <https://www.afdb.org/en/documents/bank-groups-strategy-addressing-fragility-and-building-resilience-africa-2022-2026> (consulté le 13 septembre 2024).
- [59] Centre d'Information Bancaire 'Comment la BAfD peut-elle renforcer son engagement auprès de la société civile ? ', <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/how-can-the-african-development-bank-strengthen-its/> (consulté le 13 septembre 2024).
- [60] GE Kumbi 'Evaluation de l'engagement de la Banque Africaine de Développement avec la société civile : Principales conclusions, leçons et recommandations ' IDEV and AHGC Knowledge Event 18 July 2022 <https://idev.afdb.org/sites/default/files/documents/files/Girma%20Kumbi%20Presentation.pdf> (consulté le 13 septembre 2024).

- [61] Groupe de la Banque Africaine de Développement 'Évaluation Indépendante du Développement de la Banque Africaine de Développement. Évaluation de l'engagement de la BAfD avec la société civile : An IDEV Corporate Evaluation : Summary Report '(2021) https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/evaluation-reports/engagement_with_civil_society_en_web.pdf (consulté le 13 septembre 2024).
- [62] Kumbi (n 60).
- [63] Banque Africaine de Développement, 'Évaluation de l'engagement de la société civile de la Banque 2012-2019 : Feuille de route pour la stratégie d'engagement de la société civile 2023-2028' (2022) https://idev.afdb.org/sites/default/files/documents/files/Luther%20Yam%C3%A9ogo-Roadmap%20to%20CSE%20Strategy%202023-2028_AHGC2_BDEV.pdf (consulté le 13 septembre 2024).
- [64] Banque Asiatique de Développement 'Qui sommes nous' <https://www.adb.org/who-we-are> (consulté le 13 septembre 2024).
- [65] BAD 'Situations Fragiles affectées par des Conflits (FCAS) et Petits Etats Insulaires en Développement (PEID)' <https://www.adb.org/what-we-do/topics/fcas-sids/overview> (consulté le 13 septembre 2024).
- [66] BAD 'Les fondements du crédit' <https://www.adb.org/work-with-us/investors/credit-fundamentals> (consulté le 13 septembre 2024).
- [67] BAD 'Fonds et ressources' <https://www.adb.org/what-we-do/funds/funds-administered-ADB> (consulté le 13 septembre 2024).
- [68] BAD 'Où travaillons-nous' <https://www.adb.org/where-we-work> (consulté le 13 septembre 2024).
- [69] Compilé par l'auteur, à partir de l'analyse documentaire et des entretiens menés avec des OSC, des fonctionnaires de la Banque et des communautés affectées par les projets (de la BAD, de la BAfD et de la BID) entre mai et juin 2024.
- [70] BAD 'Stratégie 2030 : Parvenir à une Asie et un Pacifique prospères, inclusifs, résilients et durables' (2018) <https://www.adb.org/documents/strategy-2030-prosperous-inclusive-resilient-sustainable-asia-pacific> (consulté le 13 septembre 2024).
- [71] BAD 'Coopération entre la Banque Asiatique de Développement et les Organisations Non Gouvernementales '(1998) <https://www.adb.org/documents/cooperation-between-asian-development-bank-and-nongovernment-organizations> (consulté le 13 septembre 2024).
- [72] BAD (n 71) 17-18
- [73] BAD 'Participation de la société civile à l'assemblée annuelle du Conseil des Gouverneurs de la Banque Asiatique de Développement' (2016) <https://www.adb.org/publications/civil-society-participation-ADB-annual-meeting> (consulté le 13 septembre 2024).
- [74] Comme ci-dessus.
- [75] Coalition pour les Droits Humains dans le Développement 'L'espace civique fait écho à la réunion annuelle de la BAD' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/adb-annual-meeting-civic-space-georgia/> (consulté le 13 septembre 2024).
- [76] Forum des ONG sur la BAD 'Déclaration collective de la société civile sur le projet de CES (à la BAD) : Appel à une révision et à un remaniement immédiat '(13 mai 2024) <https://www.forum-ADB.org/post/forumsfsubmission> (consulté le 13 septembre 2024).
- [77] Coalition pour les Droits Humains dans le Développement (n 75). /
- [78] Coalition pour les Droits Humains dans le Développement 'Salut @ADB_HQ, c'est le développement que nous voulons !' X.com 02 mai 2024 <https://x.com/RightsinDevt/status/1785963425559949821?t=QVaHIAZKbH00fWCQCYjs-g&s=08> (consulté le 13 septembre 2024).
- [79] Forum des ONG sur la BAD (n 76).
- [80] Forum des ONG sur la BAD post X.com 05 May 2024 https://x.com/forum_ADB/status/1787081928555876586 (consulté le 13 septembre 2024).
- [81] Reality of Aid 'Déclaration collective des OSC pour la 56ème assemblée annuelle de la BAD' <https://realityofaid.org/cso-collective-statement-56th-agm/> (consulté le 13 septembre 2024).

- [82] FORUM des ONG sur la BAD 'Lettre d'introduction au nouveau Président de la BAD' (2020) <https://www.forum-adb.org/post/letter-of-introduction-to-adb-pres-masatsugu-asakawa> (consulté le 13 septembre 2024).
- [83] FORUM des ONG sur la BAD '30 ans de Forum des ONG sur la BAD' <https://youtu.be/i9-vPGREfpY> (consulté le 13 septembre 2024).
- [84] Inclusive Development 'La Banque Asiatique de Développement soutient le nouveau charbon, malgré les engagements pris en matière de climat' (2024) <https://www.inclusivedevelopment.net/asian-development-bank/the-asian-development-bank-is-backing-new-coal-despite-climate-pledges/> (consulté le 13 septembre 2024).
- [85] BAD 'Participation des organisations de la société civile aux opérations de la Banque Asiatique de Développement' (2006) <https://www.adb.org/documents/involvement-civil-society-organizations-asian-development-bank-operations> (consulté le 13 septembre 2024).
- [86] Forum des ONG sur la BAD 'Stratégie 2030 de la BAD' <https://www.forum-adb.org/copy-of-accountability-mechanism> (consulté le 13 septembre 2024).
- [87] BAD 'Points forts de l'engagement de la BAD auprès des organisations de la société civile 2023' (2024) <https://www.adb.org/documents/highlights-adb-engagement-civil-society-organizations-2023> (consulté le 13 septembre 2024).
- [88] BAD 'Politique de l'Accès à l'Information' (2018) <https://www.adb.org/documents/access-information-policy> (consulté le 13 septembre 2024).
- [89] Centre for Law and Democracy 'Peu de progrès dans les propositions de la Banque Asiatique de Développement en matière de politique d'information' (2017) <https://www.law-democracy.org/live/little-progress-in-asian-development-bank-information-policy-proposals/> (consulté le 13 septembre 2024).
- [90] FORUM des ONG sur la BAD 'Politique d'Information Publique' <https://www.forum-adb.org/pcp> (consulté le 13 septembre 2024).
- [91] FORUM des ONG sur la BAD 'Soumission conjointe du Forum des ONG sur la BAD et Both Ends. Commentaires sur la deuxième version de la politique de communication publique (qui sera renommée Politique d'Accès à l'Information 'PAI').' (6 avril 2018) https://89860407-3dfc-4c56-ada8-42a9756a280.usrfiles.com/ugd/898604_3e7dbcd1894146dd96dd89687ac2b03a.pdf (consulté le 13 septembre 2024).
- [92] Forum des ONG sur la BAD (n 90).
- [93] BAD 'Manuel des Opérations' (2023) <https://www.adb.org/documents/operations-manual> (consulté le 13 septembre 2024).
- [94] Parmi les suggestions les plus innovantes issues des consultations, on peut citer l'intégration du changement climatique, l'intégration des exigences relatives au consentement libre, préalable et éclairé des populations autochtones, ainsi qu'une proposition visant à inclure une norme spécifique sur l'engagement des parties prenantes, la divulgation d'informations et les mécanismes de recours en cas de plaintes.
- [95] BAD 'Sauvegardes' <https://www.adb.org/who-we-are/safeguards> (consulté le 13 septembre 2024).
- [96] BAD 'Virtuel : Programme de la Société Civile' (2022) <https://www.adb.org/node/806126/printable/print> (consulté le 13 septembre 2024).
- [97] OHCHR 'Commentaires sur l'examen et la mise à jour de la déclaration de politique de sauvegarde de la BAD' (2021) https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Issues/Development/DFI/ADB_SPS_29April2021.pdf (consulté le 13 septembre 2024).
- [98] Forum des ONG sur la BAD (n 76). n
- [99] 'Le réseau du Forum des ONG et de ses alliés demande des comptes à la Banque Asiatique de Développement dans le contexte de la crise de l'espace civique en Géorgie.' EIN Press Wire 4 May 2024 <https://www.8newsnow.com/business/press-releases/ein-presswire/708861228/ngo-forum-network-and-allies-demand-accountability-from-the-asian-development-bank-amid-georgias-civic-space-crisis/> (consulté le 13 septembre 2024).
- [100] Forum des ONG sur la BAD (n 76).
- [101] Comme ci-dessus.
- [102] Gender Action (n 47).
- [103] Comme ci-dessus.
- [104] Comme ci-dessus.

- [105] Oxfam Australie 'Sauvegarder ou ignorer ?' Expériences communautaires avec les politiques de sauvegarde de la Banque Asiatique de Développement. (2007) <https://www.oxfam.org.au/wp-content/uploads/2011/08/OAus-SafeguardingADBPolices-0107.pdf> (consulté le 13 septembre 2024).
- [106] BAD 'Mécanisme de Redevabilité' <https://www.adb.org/who-we-are/accountability-mechanism/compliance-review-function> (consulté le 13 septembre 2024).
- [107] Accountability Counsel 'Banque Asiatique de Développement' <https://www.accountabilitycounsel.org/institution/asian-development-bank/#our-advocacy> (consulté le 13 septembre 2024).
- [108] J Yumnam 'Le périphérique d'Imphal financé par la Banque Asiatique de Développement et les violations de droits' *Imphal Free Press* 25 septembre 2021 <https://www.ifp.co.in/analysis/adb-financed-imphal-town-ring-road-and-violations-of-rights> (consulté le 13 septembre 2024).
- [109] Accountability Counsel 'Des réformes sont nécessaires au niveau du mécanisme de redevabilité de la BAD' (2023) <https://www.accountabilitycounsel.org/wp-content/uploads/0612023-reforms-needed-at-the-adbs-accountability-mechanism.pdf> (consulté le 13 septembre 2024).
- [110] Forum des ONG sur la BAD 'Forum des ONG sur les commentaires de la BAD : Cadre du mécanisme de conformité et de redevabilité' (2019) <https://www.forum-adb.org/post/ngo-forum-on-adb-comments-safeguard-compliance-and-accountability-mechanism-framework> (consulté le 13 septembre 2024).
- [111] Forum des ONG sur la BAD 'Le mécanisme de redevabilité de la BAD fonctionne-t-il ?' (2019) <https://www.forum-adb.org/post/does-adb-s-accountability-mechanism-work> (consulté le 13 septembre 2024).
- [112] BAD 'La coopération de la BAD avec la Société Civile' <https://www.adb.org/who-we-are/ngos/overview> (consulté le 13 septembre 2024).
- [113] BAD 'Comment la BAD fait-elle participer les organisations de la société civile à ses opérations ? Résultats d'une enquête exploratoire en Afrique du Sud' (2015) <https://www.adb.org/publications/how-does-adb-engage-civil-society-organizations-its-operations> (consulté le 13 septembre 2024).
- [114] Comme ci-dessus.
- [115] Comme ci-dessus.
- [116] G Forster 'Les IFD s'engagent-elles auprès des communautés locales ? - Entretien avec Rayyan Hassan' (2021) <https://www.publishwhatyoufund.org/2021/02/do-dfis-engage-with-local-communities-an-interview-with-rayyan-hassan/> (consulté le 13 septembre 2024).
- [117] BAD (n 113).
- [118] Comme ci-dessus.
- [119] BAD 'Points forts de la coopération de la BAD avec les organisations de la société civile 2021 : célébration des 20 ans du Centre pour les ONG et la Société Civile' (septembre 2022) <https://www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/827811/highlights-adb-cooperation-civil-society-2021.pdf> (consulté le 13 septembre 2024).
- [120] Partenariat pour la transparence 'Approfondir l'engagement de la société civile pour l'efficacité du développement' (2017) <https://ptfund.org/deepening-civil-society-engagement-for-development-effectiveness/> (consulté le 13 septembre 2024).
- [121] BAD 'Travailler ensemble pour obtenir des résultats en matière de développement : leçons tirées de l'engagement de la BAD et des organisations de la société civile en Asie du Sud' (2022) https://www.adb.org/sites/default/files/publication/844421/lessons-adb-cso-engagement-south-asia_0.pdf (consulté le 13 septembre 2024).
- [122] BAD 'Rapports annuels sur la coopération de la BAD avec la société civile' <https://www.adb.org/documents/series/adb-cooperation-with-civil-society-annual-reports> (consulté le 13 septembre 2024).
- [123] BAD (n 93).
- [124] BAD 'Points forts de la coopération de la BAD avec les organisations de la société civile 2022' (2022) <https://www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/879416-adb-cooperation-civil-society-2022.pdf> (consulté le 13 septembre 2024).
- [125] Comme ci-dessus.

- [126] BID 'Stratégie de la BID+' <https://www.iadb.org/en/who-we-are/institutional-strategy> (consulté le 13 septembre 2024).
- [127] BID 'Capital social et droit de vote' <https://www.iadb.org/en/who-we-are/how-we-are-organized/board-governors/capital-stock-and-voting-power> (consulté le 13 septembre 2024).
- [128] BID (n 126).
- [129] Centre d'Information Bancaire 'Comment la BID peut-elle développer une nouvelle stratégie institutionnelle qui donne la priorité aux personnes et à la planète ?' (2023) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/how-can-the-idb-develop-a-new-institutional-strategy/> (consulté le 13 septembre 2024).
- [130] Compilé par l'auteur, à partir de l'analyse documentaire et des entretiens menés avec des OSC, des fonctionnaires de la Banque et des communautés affectées par les projets (de la BAD, de la BAFD et de la BID) entre mai et juin 2024.
- [131] Comme ci-dessus.
- [132] BID 'Stratégie d'engagement de la société civile du groupe de la BID' <https://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=EZSHARE-581988153-23> (consulté le 13 septembre 2024).
- [133] F Milano & V Espinoza 'Groupe de la BID-Société civile : examen de l'engagement : Engagement Review 2016-2017' (juin 2018) <https://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=EZSHARE-2116190867-64> (consulté le 13 septembre 2024).
- [134] BID 'Plan d'Action pour la Mise en œuvre de la Stratégie d'Engagement de la Société Civile du groupe de la BID pour les Opérations et les Initiatives' <https://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=EZSHARE-2116190867-64> (consulté le 13 septembre 2024).
- [135] BID L'équipe de la société Civile' <https://www.iadb.org/en/how-we-can-work-together/civil-society/civil-society-team> (consulté le 13 septembre 2024).
- [136] Centre d'Information Bancaire 'Former des coalitions pour plaider en faveur de la réforme des banques' https://bankinformationcenter.cdn.prismic.io/bankinformationcenter/0f63d77e-db0f-4f13-b99f-1cab98412189_Forming+coalitions+to+advocate+for+bank+reforms.docx.pdf (consulté le 13 septembre 2024).
- [137] Centre d'Information Bancaire 'Ce que l'on peut attendre des dirigeants de la BID' (2022) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/what-to-expect-from-idbs-leadership/> (consulté le 13 septembre 2024).
- [138] Centre d'Information Bancaire 'Quelles devraient être les priorités du prochain Président de la BID ?' (2020) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/the-election-of-the-next-inter-american-development/> (consulté le 13 septembre 2024).
- [139] Centre d'Information Bancaire 'Quelles devraient être les priorités de M. Goldfajn en tant que nouveau dirigeant de la Banque interaméricaine de développement ?' (2022) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/ilan-goldfajn-has-been-elected-as-the-new-idb-president/> (consulté le 13 septembre 2024).
- [140] Coalition pour les Droits Humains dans le Développement 'Les représentants de la société civile font entendre leur voix lors des assemblées annuelles du groupe de la BID' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/civil-society-representatives-makes-their-voices-heard-at-idb-group-2024-annual-meetings/> (consulté le 13 septembre 2024).
- [141] Centre d'Information Bancaire (n 136).
- [142] Comme ci-dessus. f
- [143] Comme ci-dessus.
- [144] International Rivers 'Les organisations de la société civile continuent de demander à la Banque Interaméricaine de Développement de mettre en place des processus de consultation plus efficaces.' (2023) <https://www.internationalrivers.org/news/civil-society-organizations-continue-to-call-for-more-effective-consultation-processes-from-the-inter-american-development-bank%E2%82%AC> (consulté le 13 septembre 2024).
- [145] BID (n 134).

- [146] Centre d'Information Bancaire 'L'examen de la politique de la BID ne tient pas compte de l'obstacle le plus important à l'accès à l'information.' (2020) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/idb-policy-review-overlooks-the-most-important-barrier/> (consulté le 13 septembre 2024).
- [147] Comme ci-dessus. /
- [148] Coalition pour les Droits Humains dans le Développement 'Recommandations et commentaires de la société civile sur le projet de politique d'accès à l'information' <https://rightsinddevelopment.org/news/civil-society-organizations-make-recommendations-to-the-draft-of-the-inter-american-development-banks-access-to-information-policy/> (consulté le 13 septembre 2024).
- [149] International Rivers (n 144). /
- [150] Centre d'Information Bancaire 'Pourquoi les consultations de la BID sur le cadre de politique environnementale et sociale n'ont-elles été ni inclusives, ni significatives, ni efficaces ?' (2020) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/idb-consultations-on-the-environmental-and-social-policy/> (consulté le 13 septembre 2024) .
- [151] Accountability Counsel 'Recommandations et commentaires des OSC sur le cadre de politique environnementale et sociale de la BID - 2e projet ' (2020) <https://www.accountabilitycounsel.org/wp-content/uploads/2020/11/8-2020-csos-recommendations-on-idb-espf-2nd-draft.pdf> (consulté le 13 septembre 2024).
- [152] Centre d'Information Bancaire (n 136). .
- [153] CEPAL 'Autorités et experts soulignent l'importance de l'accord d'Escazú pour garantir les droits humains en Amérique latine et dans les Caraïbes ' (2020) <https://www.cepal.org/en/pressreleases/authorities-and-experts-highlight-escazu-agreements-importance-guaranteeing-human> (consulté le 13 septembre 2023).
- [154] Centre d'Information Bancaire 'Comment le groupe de la BID peut-il mettre en œuvre efficacement son engagement à ne pas tolérer de représailles dans ses projets et ses opérations ?' (2022) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/how-can-the-idb-group-effectively-implement-its-commitment/> (consulté le 13 septembre 2024) .
- [155] Comme ci-dessus. /
- [156] Centre d'Information Bancaire 'Quelles sont les principales faiblesses de la nouvelle politique de durabilité environnementale et sociale de IDB Invest ?' (2020) https://bankinformationcenter.cdn.prismic.io/bankinformationcenter/8865bf7d-4755-4811-ac72-e3989de4c09c_1.+Sustainability_Policy-English.pdf (consulté le 13 septembre 2024) .
- [157] Centre d'Information Bancaire 'Ce qu'il faut faire à la BID pour mettre pleinement en œuvre son nouveau cadre de politique environnementale et sociale' (2022) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/the-idb-approved-its-environmental-and-social-policy/> (consulté le 13 septembre 2024) .
- [158] Gender Action (n 47). f
- [159] Comme ci-dessus.
- [160] BID 'Qu'est-ce que le MICI ?' <https://mici.iadb.org/en/what-mici> (consulté le 13 septembre 2024).
- [161] Coalition pour les Droits Humains dans le Développement (n 140).
- [162] Ces soumissions peuvent être consultées sur le site Accountability Counsel 'Banque Interaméricaine de Développement (BID) | Mécanisme indépendant de consultation et d'investigation (BID) | (MICI)' <https://accountabilitycounsel.org/institution/inter-american-development-bank/#documents> (consulté le 13 septembre 2024).
- [163] Accountability Counsel 'Commentaires sur le projet de lignes directrices pour la phase de consultation et le projet de mandat pour le fichier d'experts en facilitation de processus ' (22 mars 2018) <https://www.accountabilitycounsel.org/wp-content/uploads/2019/02/3-22-2018-comments-on-draft-guidelines-and-tors-final.pdf> (consulté le 13 septembre 2024).
- [164] Bureau de surveillance et d'évaluation de la BID 'Évaluation du mécanisme indépendant de consultation et d'investigation (MICI)' (2021) <https://publications.iadb.org/publications/english/document/Evaluation-of-the-Independent-Consultation-and-Investigation-Mechanism-MICI-2021.pdf> (consulté le 13 septembre 2024).
- [165] Centre d'Information Bancaire 'Les nouvelles politiques environnementales et sociales de la BID protégeront-elles les populations et la planète ?' (2020) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/will-idbs-new-environmental--social-policies-protect/> (consulté le 13 septembre 2024).
- [166] Centre d'Information Bancaire (n 154). /

- [167] Principes Directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme des Nations unies (2011) https://www.ohchr.org/Documents/Publications/GuidingPrinciplesBusinessHR_EN.pdf (consulté le 13 septembre 2024).
- [168] Centre d'Information Bancaire (n 165).
- [169] AIDA 'Victoire autochtone : la Banque de Développement retire son investissement et élabore un plan de sortie à la suite d'une violation des droits humains au Guatemala' (mars 2022) <https://aida-americas.org/en/press/indigenous-victory-as-development-bank-withdraws-investment-and-drafts-exit-plan> (consulté le 13 septembre 2024). Coalition pour les Droits Humains dans le Développement 'Porter des œillères : comment les banques ignorent les risques de représailles' (2023) <https://rightsindevelopment.org/wearing-blinders/> (consulté le 13 septembre 2024).
- [170] Milano & Espinoza (n 133).
- [171] BID 'Examen de l'engagement de la société civile au sein du groupe de la BID 2016-2017' (2018) <https://webimages.iadb.org/publications/english/document/IDB-Group-Civil-Society-Engagement-Review-2016-2017.pdf> (consulté le 13 septembre 2024).
- [172] Jika & Medallo (n 36). 6
- [173] Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) 'Recours en matière de financement du développement : orientations et pratiques' (2022) <https://www.ohchr.org/sites/default/files/2022-03/Remedy-in-Development.pdf> (consulté le 13 septembre 2024).
- [174] L Clarke 'La Cour suprême rejette l'affaire du charbon de la Banque mondiale' *E&E News* 25 avril 2022 <https://www.eenews.net/articles/supreme-court-rejects-world-bank-coal-case/> (consulté le 13 septembre 2024).



Références

- Accountability Counsel 'Asian Development Bank' <https://www.accountabilitycounsel.org/institution/asian-development-bank/#our-advocacy> (accessed 13 September 2024)
- Accountability Counsel 'Comments on the Draft Guidelines for the Consultation Phase and the Draft Terms of Reference for the Roster of Process Facilitation Experts' (22 March 2018) <https://www.accountabilitycounsel.org/wp-content/uploads/2019/02/3-22-2018-comments-on-draft-guidelines-and-tors-final.pdf> (accessed 13 September 2024)
- Accountability Counsel 'CSO's Recommendations & Comments on the IDB Environmental & Social Policy Framework – 2nd Draft' (2020) <https://www.accountabilitycounsel.org/wp-content/uploads/2020/11/8-2020-csos-recommendations-on-idb-espf-2nd-draft.pdf> (accessed 13 September 2024)
- Accountability Counsel 'Inter-American Development Bank (IDB) | Independent Consultation and Investigation Mechanism (MICI)' <https://accountabilitycounsel.org/institution/inter-american-development-bank/#documents> (accessed 13 September 2024)
- Accountability Counsel 'Reforms needed at the ADB's Accountability Mechanism' (2023) <https://www.accountabilitycounsel.org/wp-content/uploads/0612023-reforms-needed-at-the-adbs-accountability-mechanism.pdf> (accessed 13 September 2024)
- ADB 'Access to Information Policy' (2018) <https://www.adb.org/documents/access-information-policy> (accessed 13 September 2024)
- ADB 'Accountability Mechanism' <https://www.adb.org/who-we-are/accountability-mechanism/compliance-review-function> (accessed 13 September 2024)
- ADB 'ADB's cooperation with civil society' <https://www.adb.org/who-we-are/ngos/overview> (accessed 13 September 2024)
- ADB 'ADB Cooperation with Civil Society Annual Reports' <https://www.adb.org/documents/series/adb-cooperation-with-civil-society-annual-reports> (accessed 13 September 2024)
- ADB 'Civil society participation at the Annual Meeting of the Board of Governors of the Asian Development Bank' (2016) <https://www.adb.org/publications/civil-society-participation-adb-annual-meeting> (accessed 13 September 2024)

- ADB 'Cooperation between Asian Development Bank and nongovernmental organisations' (1998) <https://www.adb.org/documents/cooperation-between-asian-development-bank-and-nongovernment-organizations>(accessed 13 September 2024)
- ADB 'Credit fundamentals' <https://www.adb.org/work-with-us/investors/credit-fundamentals> (accessed 13 September 2024)
- ADB 'Fragile and Conflict-Affected Situations (FCAS) and Small Island Developing States (SIDS)' <https://www.adb.org/what-we-do/topics/fcas-sids/overview> (accessed 13 September 2024)
- ADB 'Funds and resources' <https://www.adb.org/what-we-do/funds/funds-administered-ADB> (accessed 13 September 2024)
- ADB 'Highlights of ADB's Cooperation with Civil Society Organisations 2021: Celebrating 20 years of the NGO and Civil Society Center' (September 2022) <https://www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/827811/highlights-ADB-cooperation-civil-society-2021.pdf> (accessed 13 September 2024)
- ADB 'Highlights of ADB's Cooperation with Civil Society organisations 2022' (2022) <https://www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/879416/highlights-ADB-cooperation-civil-society-2022.pdf> (accessed 13 September 2024)
- ADB 'Highlights of ADB's Engagement with Civil Society organisations 2023' (2024) <https://www.adb.org/documents/highlights-ADB-engagement-civil-society-organisations-2023> (accessed 13 September 2024)
- ADB 'How does ADB engage civil society organisations in its operations? Findings of an exploratory inquiry in South Africa' (2015) <https://www.adb.org/publications/how-does-ADB-engage-civil-society-organisations-its-operations> (accessed 13 September 2024)
- ADB 'Involvement of Civil Society organisations in Asian Development Bank Operations' (2006) <https://www.adb.org/documents/involvement-civil-society-organisations-asian-development-bank-operations> (accessed 13 September 2024)
- ADB 'Operations Manual' (2023) <https://www.adb.org/documents/operations-manual> (accessed 13 September 2024)
- ADB 'Safeguards' <https://www.adb.org/who-we-are/safeguards> (accessed 13 September 2024)
- ADB 'Strategy 2030: Achieving a prosperous, inclusive, resilient, and sustainable Asia and the Pacific' (2018) <https://www.adb.org/documents/strategy-2030-prosperous-inclusive-resilient-sustainable-asia-pacific> (accessed 13 September 2024)
- ADB 'Virtual: Civil Society Programme' (2022) <https://www.adb.org/node/806126/printable/print> (accessed 13 September 2024)
- ADB 'Where we work' <https://www.adb.org/where-we-work> (accessed 13 September 2024)
- ADB 'Working together for development results: Lessons from ADB and Civil Society organisation engagement in South Asia' (2022) https://www.adb.org/sites/default/files/publication/844421/lessons-ADB-cso-engagement-south-asia_0.pdf (accessed 13 September 2024)
- AfDB 'About the CSO forum' (2022) <https://cse.afdb.org/en/pages/annual-forum/about-2022-annual-forum> (accessed 13 September 2024)
- AfDB 'African Development Bank announces renewal of Bank-Civil Society Committee' (2024) <https://www.afdb.org/en/news-and-events/african-development-bank-announces-renewal-bank-civil-society-committee-70266> (accessed 13 September 2024)
- AfDB 'African Development Bank mission strengthens civil society collaboration in Ghana' (2024) <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/african-development-bank-mission-strengthens-civil-society-collaboration-ghana-69981> (accessed 13 September 2024)
- AfDB 'Bank Group's Strategy for Addressing Fragility and Building Resilience in Africa (2022-2026)' (2022) <https://www.afdb.org/en/documents/bank-groups-strategy-addressing-fragility-and-building-resilience-africa-2022-2026> (accessed 13 September 2024)

- AfDB 'Call for applications for the renewal of the Bank Civil Society Committee 2023-2025' <https://cse.afdb.org/en/pages/news/call-applications-renewal-bank-civil-society-committee-2023-2025> (accessed 13 September 2024)
- AfDB 'Civil society' <https://www.afdb.org/en/news-keywords/civil-society> (accessed 13 September 2024)
- AfDB 'Civil Society Engagement' <https://www.afdb.org/en/topics-and-sectors/topics/civil-society/civil-society-engagement> (accessed 13 September 2024)
- AfDB 'Civil Society Forum' <https://www.afdb.org/en/topics-and-sectors/topics/civil-society/civil-society-forum> (accessed 13 September 2024)
- AfDB 'Civil Society Virtual Forum: Engaging civil society in building Africa back better after COVID-19 – General Report 26-27 November 2020' (2020) https://www.afdb.org/sites/default/files/2021/03/26/report_civil_society_virtual_forum_2020.pdf (accessed 13 September 2024)
- AfDB 'Cooperation with Civil Society organisations: Policy and Guidelines' (October 1999) <https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Policy-Documents/10000024-en-cooperation-with-civil-society-organisations-policy-and-guidelines.pdf> (accessed 13 September 2024)
- AfDB 'DAI – Frequently Asked Questions' <https://www.afdb.org/en/disclosure-and-access-to-information/faqs> (accessed 13 September 2024)
- AfDB 'Disclosure and Access to Information Policy' (2019) <https://www.afdb.org/en/disclosure-and-access-to-information/dai-policy> (accessed 13 September 2024)
- AfDB 'Evaluation of Bank's Civil Society Engagement 2012-2019: Roadmap to Civil Society Engagement Strategy 2023-2028' (2022) https://idev.afdb.org/sites/default/files/documents/files/Luther%20Yam%C3%A9ogo-Roadmap%20to%20CSE%20Strategy%202023-2028_AHGC2_BDEV.pdf (accessed 13 September 2024)
- AfDB 'Integrating the community perspective into the performance review of Burkina Faso's country portfolio' (2023) <https://cse.afdb.org/pages/news/integrating-community-perspective-performance-review-burkina-fasos-country-portfolio> (accessed 13 September 2024)
- AfDB 'Framework for Enhanced Engagement with Civil Society Organisations' (2012) https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/policy-documents/framework_for_enhanced_engagement_with_civil_society_organizations1_0.pdf (accessed 13 September 2024)
- AfDB 'Lesotho CSOs Shape African Development Bank's New Country Strategy' (2024) <https://www.afdb.org/en/news-and-events/lesotho-csos-shape-african-development-banks-new-country-strategy-70238> (accessed 13 September 2024)
- AfDB 'Renewal of the Bank Civil Society Committee 2023-2025' (September 2023) <https://cse.afdb.org/sites/default/files/Documents/Bank-CS%20Committee%20Renewal%20Process%202023%20Final.pdf> (accessed 13 September 2024)
- AfDB 'Report on the Implementation Review of the Disclosure and Access to Information (DAI) Policy 2012-2021' (2022) <https://www.afdb.org/en/documents/report-implementation-review-disclosure-and-access-information-dai-policy-2012-2021> (accessed 13 September 2024)
- AfDB 'Statement of subscription and voting powers as at 31 August 2023' (2023) <https://www.afdb.org/en/documents/afdb-statement-subscription-and-voting-powers-31-august-2023> (accessed 13 September 2024)
- AfDB 'Terms of Reference: Bank-Civil Society Committee 2023-2025' (2023) <https://cse.afdb.org/sites/default/files/Documents/Terms%20of%20Reference%20Renewal%20of%20the%20Bank-CSO%20Committee%202023-2025%20revised%20September%202023.pdf> (accessed 13 September 2024)

- AfDB 'The Fragile States Facility' https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/publications/fragile_states_unit_brochure.pdf (accessed 13 September 2024)
- African Development Bank Group 'Evaluation of the AfDB's Integrated Safeguards System – IDEV' (2020) https://idev.afdb.org/sites/default/files/Evaluations/2020-03/Integrated%20Safeguards%20System%20-%20Summary%20report_En_0.pdf (accessed 13 September 2024)
- African Development Bank Group 'Independent Development Evaluation African Development Bank. Evaluation of the AfDB's Engagement with Civil Society: An IDEV Corporate Evaluation: Summary Report' (2021) https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/evaluation-reports/engagement_with_civil_society_en_web.pdf (accessed 13 September 2024)
- AfDB Independent Recourse Mechanism 'The IRM Facilitates Successful Resolution of Dispute Between Malicounda Community and Malicounda Power Company SAS in Senegal' (2023) <https://irm.afdb.org/en/article/irm-facilitates-successful-resolution-dispute-between-malicounda-community-and-malicounda> (accessed 13 September 2024)
- AIDA 'Indigenous victory as Development Bank withdraws investment and drafts exit plan following rights violation in Guatemala' (March 2022) <https://aida-americas.org/en/press/indigenous-victory-as-development-bank-withdraws-investment-and-drafts-exit-plan> (accessed 13 September 2024)
- Asian Development Bank 'Who we are' <https://www.adb.org/who-we-are> (accessed 13 September 2024)
- Bank Information Centre 'Forming coalitions to advocate for bank reforms' https://bankinformationcenter.cdn.prismic.io/bankinformationcenter/0f63d77e-db0f-4f13-b99f-1cab98412189_Forming+coalitions+to+advocate+for+bank+reforms.docx.pdf (accessed 13 September 2024)
- Bank Information Centre 'How can the AfDB strengthen its engagement with civil society?' <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/how-can-the-african-development-bank-strengthen-its/> (accessed 13 September 2024)
- Bank Information Centre 'How can the IDB develop a new Institutional Strategy that prioritizes people and the planet?' (2023) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/how-can-the-idb-develop-a-new-institutional-strategy/> (accessed 13 September 2024)
- Bank Information Centre 'How can the IDB Group effectively implement its commitment not to tolerate reprisals in its projects and operations?' (2022) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/how-can-the-idb-group-effectively-implement-its-commitment/> (accessed 13 September 2024)
- Bank Information Centre 'IDB Policy Review overlooks the most important barrier to access to information' (2020) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/idb-policy-review-overlooks-the-most-important-barrier/> (accessed 13 September 2024)
- Bank Information Centre 'Understanding the African Development Bank: A Guide for CSOs and Communities' (2023) https://bankinformationcenter.cdn.prismic.io/bankinformationcenter/6fb2dfb3-b0a3-4b21-b9a0-1b7ba96c9117_AfDB_Guide_English.pdf (accessed 13 September 2024)
- Bank Information Centre 'What are the main weaknesses of the IDB Invest's new Environmental and Social Sustainability Policy?' (2020) https://bankinformationcenter.cdn.prismic.io/bankinformationcenter/8865bf7d-4755-4811-ac72-e3989de4c09c_1.+Sustainability_Policy-English.pdf (accessed 13 September 2024)
- Bank Information Centre 'What should Mr Goldfajn prioritize as the new leader of the Inter-American Development Bank?' (2022) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/ilan-goldfajn-has-been-elected-as-the-new-idb-president/> (accessed 13 September 2024)

- Bank Information Centre 'What needs to happen at the IDB to fully implement its new Environmental and Social Policy Framework?' (2022) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/the-idb-approved-its-environmental-and-social-policy/> (accessed 13 September 2024)
- Bank Information Centre 'What should the next IDB President prioritize?' (2020) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/the-election-of-the-next-inter-american-development/> (accessed 13 September 2024)
- Bank Information Centre 'What to expect from IDB's leadership' (2022) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/what-to-expect-from-idbs-leadership/> (accessed 13 September 2024)
- Bank Information Centre 'What were the key takeaways from the AfDB's Civil Society Forum?' <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/what-were-the-key-takeaways-from-the-afdb-civil-society/> (accessed 13 September 2024)
- Bank Information Centre 'Why were IDB consultations on the Environmental and Social Policy Framework neither inclusive, nor meaningful, nor effective?' (2020) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/idb-consultations-on-the-environmental-and-social-policy/> (accessed 13 September 2024)
- Bank Information Centre 'Will the IDB's new Environmental and Social Policies protect people and the planet?' (2020) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/will-idbs-new-environmental-social-policies-protect/> (accessed 13 September 2024)
- Both Ends 'Public Consultation on AfDB Integrated Safeguards System Joint Submission of comments and recommendations' (May 2022) https://www.bothends.org/uploaded_files/document/220515_Joint_Submission_of_comments_and_recommendations.pdf (accessed 13 September 2024)
- Centre for Law and Democracy 'Little progress in Asian Development Bank Information Policy Proposals' (2017) <https://www.law-democracy.org/live/little-progress-in-asian-development-bank-information-policy-proposals/> (accessed 13 September 2024)
- CEPAL 'Authorities and experts highlight the Escazú Agreement's importance for guaranteeing human rights in Latin America and the Caribbean' (2020) <https://www.cepal.org/en/pressreleases/authorities-and-experts-highlight-escazu-agreements-importance-guaranteeing-human> (accessed 13 September 2023)
- Civil Society Working Group on the AfDB 'African Development Bank Review plans leave civil society concerned and disappointed' https://bankinformationcenter.cdn.prismic.io/bankinformationcenter/f6f39ce5-a50f-4270-a30d-51e60a61853c_CS0+statement+on+ISS+review+.pdf (accessed 13 September 2024)
- Clarke, L 'Supreme Court rejects World Bank coal case' E&E News 25 April 2022 <https://www.eenews.net/articles/supreme-court-rejects-world-bank-coal-case/> (accessed 13 September 2024)
- Coalition for Human Rights in Development 'Accountability Mechanism's report confirms human rights violations in two projects in Uganda' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/a-step-towards-justice-accountability-mechanisms-report-confirms-human-rights-violations-in-two-african-development-bank-projects-in-uganda/> (accessed 13 September 2024)
- Coalition for Human Rights in Development 'African CSOs urge AfDB to strengthen civil society engagement' (2016) <https://rightsindevelopment.org/news/african-csos-urge-afdb-to-strengthen-civil-society-engagement/> (accessed 13 September 2024)
- Coalition for Human Rights in Development 'African Development Bank' <https://rightsindevelopment.org/afdb/> (accessed 13 September 2024)

- Coalition for Human Rights in Development 'Civic Space echoed in the ADB annual meeting' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/adb-annual-meeting-civic-space-georgia/> (accessed 13 September 2024)
- Coalition for Human Rights in Development 'Civil society groups expelled from AfDB annual meetings' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/afdbam2024-civil-society-expelled/> (accessed 13 September 2024)
- Coalition for Human Rights in Development 'Civil Society's key demands to the African Development Bank' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/civil-societys-key-demands-to-the-african-development-bank/> (accessed 13 September 2024)
- Coalition for Human Rights in Development 'Civil society representatives make their voices heard at the IDB group annual meetings' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/civil-society-representatives-makes-their-voices-heard-at-idb-group-2024-annual-meetings/> (accessed 13 September 2024)
- Coalition for Human Rights in Development 'Demystifying Development Finance. How public development banks impact peoples and the planet' (2023) <https://rightsindevelopment.org/pdbs/> (accessed 13 September 2024)
- Coalition for Human Rights in Development 'Hey @ADB_HQ, this is the development we want!' X.com 02 May 2024 <https://x.com/RightsinDev/status/1785963425559949821?t=QVaHIAZKbH00fWCQCYjs-g&s=08> (accessed 13 September 2024)
- Coalition for Human Rights in Development 'Joint Statement: AfDB should open space for civil society and communities' (2023) <https://rightsindevelopment.org/news/joint-statement-afdb-should-open-spaces-for-civil-society-and-communities/> (accessed 13 September 2024)
- Coalition for Human Rights in Development 'Press Release: CSOs urge AfDB to promote the interests of ordinary Africans over mega investors at its Annual Meetings' (2018) <https://rightsindevelopment.org/news/press-release-csos-urge-afdb-to-promote-the-interests-of-ordinary-africans-over-mega-investors-at-its-annual-meetings/> (accessed 13 September 2024)
- Coalition for Human Rights in Development 'Recommendations and Comments from Civil Society on the draft Access to Information Policy' <https://rightsindevelopment.org/fr/news/civil-society-organizations-make-recommendations-to-the-draft-of-the-inter-american-development-banks-access-to-information-policy/> (accessed 13 September 2024)
- Coalition for Human Rights in Development 'The importance of creating space for meaningful civil society engagement at the 2024 AfDB annual meetings' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/the-importance-of-creating-space-for-meaningful-civil-society-engagement-at-the-2024-afdb-annual-meetings/> (accessed 13 September 2024)
- Coalition for Human Rights in Development 'Toolkit on Understanding the African Development Bank' (2023) https://rightsindevelopment.org/tools_guides/understanding-the-afdb/ (accessed 13 September 2024)
- Coalition for Human Rights in Development 'Wearing Blinders: How banks are ignoring reprisal risks' (2023) <https://rightsindevelopment.org/wearing-blinders/> (accessed 13 september 2024)
- CSO Working Group on the African Development Bank, with contributions from certain members of the Coalition for Human Rights in Development: Accountability Counsel 'Understanding the African Development Bank: A Guide for Civil Society organisations and Communities' (April 2023) https://bankinformationcenter.cdn.prismic.io/bankinformationcenter/6fb2dfb3-b0a3-4b21-b9a0-1b7ba96c9117_AfDB_Guide_English.pdf (accessed 13 September 2024)

- Finance in Common 'Why Finance in Common?' [https://financeincommon.org/why-finance-in-common#:~:text=Public%20Development%20Banks%20\(PDBs\)%20are,by%20central%20or%20local%20governments](https://financeincommon.org/why-finance-in-common#:~:text=Public%20Development%20Banks%20(PDBs)%20are,by%20central%20or%20local%20governments) (accessed 13 September 2024)
- 'Forgotten promises: Civil society's engagement with the African Development Bank' Business Ghana 25 May 2022 <https://www.businessghana.com/site/news/Business/263365/Forgotten-Promises:-Civil-Society%E2%80%99s-Engagement-with-the-African-Development-Bank-https://rightsindvelopment.org/news/civil-society-groups-demand-more-engagement-on-the-sidelines-of-the-afdb-annual-meetings/> (accessed 13 September 2024)
- Forster, G 'Do DFIs engage with local communities? – An interview with Rayyan Hassan' (2021) <https://www.publishwhatyoufund.org/2021/02/do-dfis-engage-with-local-communities-an-interview-with-rayyan-hassan/> (accessed 13 September 2024)
- Gender Action 'IFI's rhetorical gender and climate promises' (2023) <https://www.genderaction.org/pdf/IFIs-Rhetorical-Gender-Climate-Promises.pdf> (accessed 13 September 2024)
- IDB 'Action Plan for Implementation of the IDB Group-Civil Society Engagement Strategy for Operations and Initiatives' <https://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=EZSHARE-2116190867-64> (accessed 13 September 2024)
- IDB 'Capital stock and voting power'
- (accessed 13 September 2024)
- IDB 'Civil society team' <https://www.iadb.org/en/how-we-can-work-together/civil-society/civil-society-team> (accessed 13 September 2024)
- IDB 'IDB Group-Civil Society Engagement Review 2016-2017' (2018) <https://webimages.iadb.org/publications/english/document/IDB-Group-Civil-Society-Engagement-Review-2016-2017.pdf> (accessed 13 September 2024)
- IDB 'IDB Group-Civil Society Engagement Strategy' <https://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=EZSHARE-581988153-23> (accessed 13 September 2024)
- IDB 'IDB Strategy+' <https://www.iadb.org/en/who-we-are/institutional-strategy> (accessed 13 September 2024)
- IDB 'What is MICI?' <https://mici.iadb.org/en/what-mici> (accessed 13 September 2024)
- IDB Office of Oversight and Evaluation 'Evaluation of the Independent Consultation and Investigation Mechanism (MICI)' (2021) <https://publications.iadb.org/publications/english/document/Evaluation-of-the-Independent-Consultation-and-Investigation-Mechanism-MICI-2021.pdf> (accessed 13 September 2024)
- IFI Working Group 'How can the AfDB better engage with civil society at its annual meetings?' (2024) <https://ifiworkinggroup.org/blog/how-can-the-afdb-better-engage-with-civil-society-> (accessed 13 September 2024)
- Inclusive Development 'The Asian Development Bank is backing new coal, despite climate pledges' (2024) <https://www.inclusivedevelopment.net/asian-development-bank/the-asian-development-bank-is-backing-new-coal-despite-climate-pledges/> (accessed 13 September 2024)
- Independent Recourse Mechanism of the African Development Bank 'Anti-Retaliation Toolkit Addressing Risks of Retaliation in Complaint Management Independent Recourse Mechanism AfDB Group' (2023) <https://irm.afdb.org/en/documents/anti-retaliation-toolkit-en> (accessed 13 September 2024)
- International Rivers 'Civil society organisations continue to call for more effective consultation processes from the Inter-American Development Bank' (2023) <https://www.internationalrivers.org/news/civil-society-organizations-continue-to-call-for-more-effective-consultation-processes-from-the-inter-american-development-bank%E2%80%99> (accessed 13 September 2024)

- Jika, E & Medallo, J 'The African Development Bank must strengthen its information disclosure practices and policies to center communities in the development process' Medium 23 September 2021 <https://accountability.medium.com/the-african-development-bank-must-strengthen-its-information-disclosure-practices-and-policies-to-cdd598b7aea6> (accessed 13 September 2024)
- Kumbi, GE 'Evaluation of the African Development Bank's Engagement with Civil Society: Key findings, lessons and recommendations' IDEV and AHGC Knowledge Event 18 July 2022 <https://idev.afdb.org/sites/default/files/documents/files/Girma%20Kumbi%20Presentation.pdf> (accessed 13 September 2024)
- McIntosh, T 'AfDB issues positive report on Access to Information Policy, but finds some issues' (2022) <https://eyeonglobaltransparency.net/2022/07/12/afdb-issues-positive-report-on-access-to-information-policy-but-finds-some-issues/> (accessed 13 September 2024)
- Milano, F & Espinoza, V 'IDB Group-Civil Society: Engagement Review 2016-2017' (June 2018) <https://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=EZSHARE-2116190867-64> (accessed 13 September 2024)
- NGO Forum on ADB '30 Years of NGO Forum on ADB' <https://youtu.be/i9-vPGREFpY> (accessed 13 September 2024)
- NGO Forum on ADB 'ADB Strategy 2030' <https://www.forum-adb.org/copy-of-accountability-mechanism> (accessed 13 September 2024)
- NGO Forum on ADB 'Collective Civil Society Statement on ESF Draft (to the ADB): Calling for an overhaul and immediate redrafting' (13 May 2024) <https://www.forum-adb.org/post/forumesfsubmission> (accessed 13 September 2024)
- NGO Forum on ADB 'Does ADBs accountability mechanism work?' (2019) <https://www.forum-adb.org/post/does-adb-s-accountability-mechanism-work> (accessed 13 September 2024)
- NGO Forum on ADB 'Joint Submission of NGO Forum on ADB and Both ENDS. Comments on the 2nd draft of the Public Communications Policy (to be renamed as Access to Information Policy "AIP")' (6 April 2018) https://89860407-3dfc-4c56-ada8-a42a9756a280.usfiles.com/ugd/898604_3e7dbcd1894146dd96dd89687ac2b03a.pdf (accessed 13 September 2024)
- NGO Forum on ADB 'Letter of Introduction to the new ADB President' (2020) <https://www.forum-adb.org/post/letter-of-introduction-to-adb-pres-masatsugu-asakawa> (accessed 13 September 2024)
- NGO Forum on ADB 'NGO Forum on ADB Comments: Safeguard Compliance and Accountability Mechanism Framework' (2019) <https://www.forum-adb.org/post/ngo-forum-on-adb-comments-safeguard-compliance-and-accountability-mechanism-framework> (accessed 13 September 2024)
- NGO Forum on ADB post X.com 05 May 2024 https://x.com/forum_adb/status/1787081928555876586 (accessed 13 September 2024)
- NGO Forum on ADB 'Public Information Policy' <https://www.forum-adb.org/pcp> (accessed 13 September 2024)
- 'NGO Forum network and allies demand accountability from the Asian Development Bank amid Georgia's civic space crisis' EIN Press Wire 4 May 2024 <https://www.8newsnow.com/business/press-releases/ein-presswire/708861228/ngo-forum-network-and-allies-demand-accountability-from-the-asian-development-bank-amid-georgias-civic-space-crisis/> (accessed 13 September 2024)
- Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR) 'Remedy in development finance: Guidance and practice' (2022) <https://www.ohchr.org/sites/default/files/2022-03/Remedy-in-Development.pdf> (accessed 13 September 2024)

- OHCHR 'Memorandum comments on the review and update of the ADB Safeguard Policy Statement' (2021) https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Issues/Development/DFI/ADB_SPS_29A pril2021.pdf (accessed 13 September 2024)
- Oxfam Australia 'Safeguarding or disregarding? Community experiences with the Asian Development Bank's Safeguard Policies' (2007) <https://www.oxfam.org.au/wp-content/uploads/2011/08/OAus-SafeguardingADB Policies-0107.pdf> (accessed 13 September 2024)
- Partnership for Transparency 'Deepening civil society engagement for development effectiveness' (2017) <https://ptfund.org/deepening-civil-society-engagement-for-development-effectiveness/> (accessed 13 September 2024)
- Peking University 'Public Development Banks and Development Financing Institutions Database' <http://www.dfidatabase.pku.edu.cn/> (accessed 13 September 2024)
- Proparco 'Development Finance Institutions: How to operate in fragile countries' <https://www.proparco.fr/en/article/development-finance-institutions-how-operate-fragile-countries> (accessed 13 September 2024)
- Realty of Aid 'CSO Collective Statement for the 56th ADB Annual Meeting' <https://realityofaid.org/cso-collective-statement-56th-agm/> (accessed 13 September 2024)
- Romero, MJ 'What are the core features of a model Public Development Bank?' Eurodad 10 November 2020 https://www.eurodad.org/public_development_bank_core_features (accessed 13 September 2024)
- United Nations 'Guiding Principles on Business and Human Rights' (2011) https://www.ohchr.org/Documents/Publications/GuidingPrinciplesBusinessHR_EN.pdf (accessed 13 September 2024)
- Yumnam, J 'ADB-financed Imphal Town Ring Road and violations of rights' Imphal Free Press 25 September 2021 <https://www.ifp.co.in/analysis/adb-financed-imphal-town-ring-road-and-violations-of-rights> (accessed 13 September 2024)



Annexe 1 : Tableau récapitulatif de l'engagement des OSC auprès de la BAfD, de la BAD et de la BID

Type d'engagement	BAfD	BAD	BID
Cadre pour les OSC / points focaux	Élaboré en 2012. Intègre l'engagement des OSC mais n'est pas nécessairement aligné sur les politiques plus récentes	1998 Politique d'engagement des ONG. Traite les OSC comme des contractants.	Groupe de la BID - Stratégie d'engagement de la société civile (2018). Le plan d'action prévoit de mesurer l'engagement de la société civile à l'aide de résultats quantitatifs, en termes d'efficacité, de valeur ajoutée et de contribution à la connaissance du tissu social. Un panel spécifique d'OSC est institué en 2024.
Réunions annuelles	Pas de panel spécifique pour les OSC, participation problématique.	Panel spécifique d'OSC, réunions avec la direction de la BAD, panels d'apprentissage avec les partenaires.	Aucun engagement à ce jour.
Stratégies par pays	Les OSC ont été invitées à s'engager plus récemment. Dépend du pays.	Les OSC ont été invitées à s'engager plus récemment. Dépend du pays.	
Accès à l'information	Dernière mise à jour en 2013. Critiques des OSC sur le manque d'engagement des OSC sur la politique. Liste d'exceptions problématique. Les informations sur l'emprunteur ne sont souvent pas divulguées, il n'y a pas de traduction dans les langues locales, il n'y a pas de plans d'engagement des parties prenantes, il y a peu d'informations sur le MII.	Dernière mise à jour en 2019. Très critiquée. Les clauses problématiques comprennent des exceptions limitées pour protéger les bonnes relations avec les États et les organisations intergouvernementales, une règle qui donne à tous les tiers un veto général sur la divulgation d'informations, aucun délai global pour répondre, des exclusions et des règles discrétionnaires et des motifs de recours limités.	Dernière mise à jour en 2024. Critiques concernant la participation des OSC au processus de consultation. Les lacunes qui subsistent dans la nouvelle politique ne sont pas encore claires.

Type d'engagement	BAfD	BAD	BID
-------------------	------	-----	-----

Garanties

Dernière mise à jour en 2023. Critiques des OSC sur le manque d'engagement des OSC, l'absence de transparence et de responsabilité, les cadres problématiques des emprunteurs. Pas de différenciation en fonction du sexe. Un peu de langage sur les représailles - limité sur les mesures de mise en œuvre.

Dernière mise à jour en 2024. Des conditions flexibles problématiques, y compris dans l'application des systèmes d'emprunt. Les normes ne sont pas limitées dans le temps, obligatoires et conformes.

Approuvée en 2020, la politique intègre plus de 60 recommandations des OSC, y compris une liste d'exclusion et un engagement contre les représailles. Elle renforce les exigences de la BID en matière de suivi, de supervision et de diligence raisonnable, clarifie les rôles de la BID et des emprunteurs, et ajoute des protections pour les groupes marginalisés afin de garantir l'accès aux avantages du projet. Elle prévoit également des exigences plus strictes en matière d'identification des risques E&S, adopte des normes en matière de travail des enfants et interdit les compensations en matière de biodiversité dans les habitats critiques. La politique comporte une garantie autonome sur l'engagement des parties prenantes et fait référence à l'accord d'Escazú, qui traite de l'accès à l'information, de la participation du public et des représailles.

Mécanisme indépendant de redevabilité

Le recours reste de la responsabilité de l'emprunteur, le mécanisme doit être communiqué aux communautés locales avant l'évaluation du projet, des mesures pratiques sont nécessaires pour faire face aux représailles

Derrière les bonnes pratiques en termes d'indépendance, de critères d'éligibilité, de nécessité de mettre davantage l'accent sur le recours (y compris la responsabilité de la Banque en la matière), de nécessité d'une procédure claire pour faire face aux représailles.

Les recommandations des OSC ont été intégrées au projet de lignes directrices pour la phase de consultation et au projet de termes de référence pour la liste d'experts en facilitation de processus, à la suite d'un examen interne de la BID en 2021. Les recommandations relatives aux MICI ont également été incluses dans l'ESF. La BID doit fournir des orientations claires sur la structuration de mécanismes efficaces de règlement des griefs au niveau des projets, sur la base des Principes directeurs des Nations unies, dans des formats accessibles et culturellement appropriés.

Genre

Stratégie en matière de genre (2021-2025). Assez bonne, mais insuffisante en ce qui concerne le genre et le changement climatique, les minorités sexuelles et de genre, la violence basée sur le sexe et le genre (SGBV), l'exploitation sexuelle, les abus et le harcèlement (SEAH), et le personnel. La politique de sauvegarde est généralement faible en ce qui concerne le genre.

Plan opérationnel pour la priorité 2 : Accélérer les progrès en matière d'égalité entre les hommes et les femmes (2019-2024). Bon sur le papier. La politique de sauvegarde est critiquée par les OSC comme étant aveugle au genre.

Pas de politique spécifique en matière de genre. La question du genre est abordée dans le cadre de sa politique environnementale et sociale, norme 9 (2021). Faible en termes de mandat, de dotation en personnel et de suivi et d'évaluation, mais par ailleurs adéquate - bonne. La politique d'investissement de la BID est globalement moins bonne.



Forus est un réseau de 69 plateformes nationales d'ONG et de 7 coalitions régionales de tous les continents, représentant plus de 22 000 ONG actives au niveau local et international dans les domaines du développement, des droits de l'homme et de l'environnement.

Cette publication a été réalisée avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD) et de l'Union européenne. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de Forus.



In partnership with



Funded by
the European Union

Pour plus d'information

Courriel : contact@forus-international.org

Site web : www.forus-international.org